

Bulletin du STATEC n° 1-2011

Sommaire

La balance des opérations courantes du Luxembourg en 2010

A. Résumé	5
B. Evolution des échanges courants en 2010	8
C. Tableaux statistiques	45

Table des matières

La balance des opérations courantes du Luxembourg en 2010

A. Résumé	5
B. Evolution des échanges courants en 2010	8
1. Aggravation du déficit de la balance commerciale	8
2. Solde record des services financiers	12
3. Le Luxembourg et les services informatiques	17
4. Forte progression des services (autres que financiers et BPT)	26
5. Evolution globale des exportations de services par zone/pays	30
6. Evolution du système de collecte « balance des paiements » - déplacement partiel de la charge déclarative des banques vers les sociétés	34
7. Revenus du travail – Progression du déficit	36
8. Déficit record du revenu des investissements	38
9. Nouvelle résorption du déficit des transferts courants en 2010	42
10. Capacité de financement persistante	43
C. Tableaux statistiques	45

A. Résumé

Dans un contexte de reprise des échanges extérieurs de biens et services, la balance courante du Luxembourg se solde en 2010 par un excédent de 3.3 milliards d'euros, un surplus en progression de quelque 650 millions par rapport à 2009.

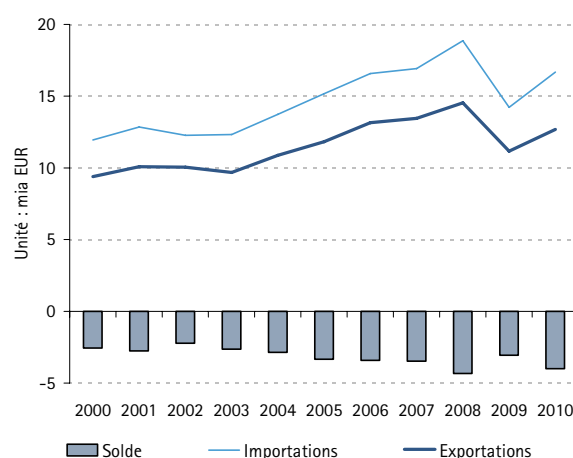
Tant les exportations de biens (14%) que de services (19%) connaissent une augmentation marquée par rapport à 2009, mais avec des effets opposés sur le solde courant. En effet, alors que le déficit structurel des opérations sur biens se creuse de manière significative en passant de 3.1 milliards d'euros en 2009 à presque 4 milliards en 2010, le surplus dégagé par les services s'établit en 2010 à un niveau record de 22.8 milliards, après 17.9 milliards en 2009.

Aggravation du déficit de la balance commerciale

S'il est vrai que la reprise du commerce extérieur de marchandises en 2010 est appréciable par rapport aux résultats de 2009, il n'est pas moins vrai que les échanges restent encore largement en-dessous des niveaux d'avant crise. Ainsi les exportations de marchandises de 2010, reprises dans la balance des paiements, restent en-deçà des exportations de 2006 de quelque 500 millions d'euros et l'écart avec 2008 se chiffre à 1.9 milliard, de sorte que les exportations de 2010 ne représentent que 87% de celles de 2008. Notamment sous l'effet de la hausse en valeur de la facture énergétique (23%) et des matières brutes non comestibles (44%), les importations de marchandises reprises dans la balance des paiements augmentent plus rapidement en 2010 que les exportations (17% contre 14%), accentuant de la sorte l'aggravation du déficit commercial.

Par ailleurs, sans l'apport positif de l'avitaillement (provisions de bord) et des opérations sur or non-monnaire, le déficit des biens se chiffre en 2010 à 4.9 milliards d'euros, après 4.2 milliards en 2009, avec un taux de couverture pratiquement stable sur les deux années de 68%.

Graphique 1 : Echanges de biens

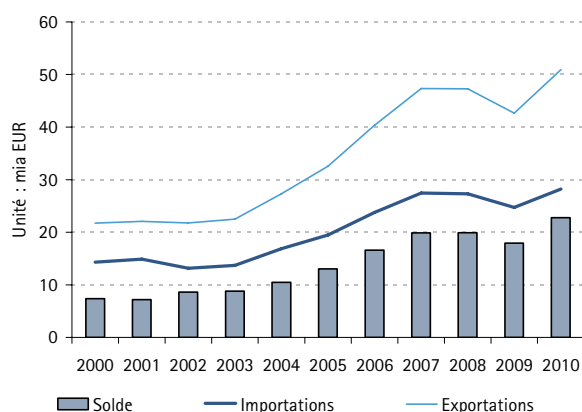


Source: STATEC, BCL

Excédent record des échanges internationaux de services

Sous l'impulsion d'une hausse impressionnante des échanges extérieurs de services financiers (28% pour les exportations et 22% pour les importations), la balance du commerce international de services connaît en 2010 une augmentation de quelque 4.8 milliards d'euros pour se solder par un excédent record de 22.8 milliards. La contribution des services financiers à ce solde s'élève à 16.7 milliards d'euros, alors que les services non-financiers y contribuent à hauteur de 6.1 milliards, notamment sous l'effet de la dynamique du transport aérien de marchandises, de l'assurance-vie et du négoce international de marchandises.

Contrairement aux exportations de marchandises, où le niveau en valeur des transactions n'a pas encore atteint les niveaux d'avant crise, il en est autrement pour les exportations de services: tant les services financiers que les services non-financiers affichent en 2010 un nouveau record. En effet, les exportations de services financiers totalisent 31.9 milliards d'euros en 2010 et dépassent ainsi l'ancienne valeur record de 2007 qui s'élevait à 31.4 milliards, alors que les services non-financiers vendus à l'étranger s'établissent en 2010 à 19 milliards d'euros contre 18.2 milliards notés pour 2008.

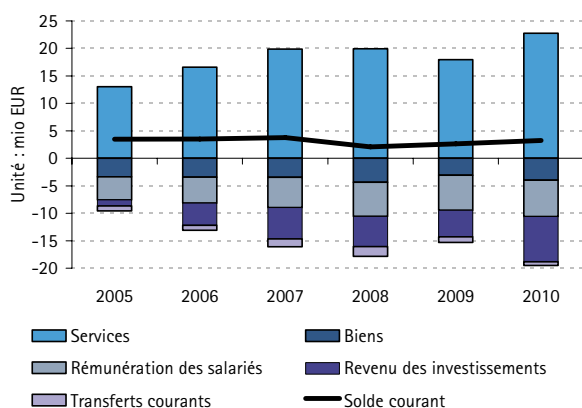
Graphique 2: Echanges de services


Source: STATEC, BCL

Le déficit structurel de la rémunération des salariés continue son aggravation et passe en 2010 à 6.6 milliards d'euros contre 6.4 milliards une année plus tôt. Le solde négatif du revenu des investissements connaît en 2010 une dégradation notable de 3.4 milliards d'euros pour s'établir à 8.2 milliards. La hausse des assignations de bénéfices réinvestis aux investisseurs directs non-résidents, de même que la réduction de la marge sur intérêts des établissements de crédit résidents sont les facteurs explicatifs majeurs de cette évolution.

Enfin, on note une résorption du solde négatif laissé par les transferts courants, notamment en raison d'une réduction des transferts nets de la BCL à la Banque centrale européenne (BCE) en relation avec le revenu monétaire.

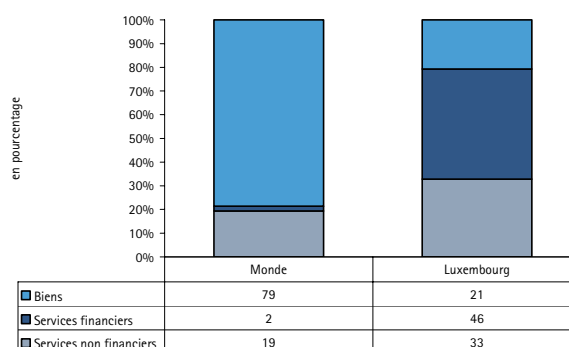
Plus que jamais l'excédent des exportations nettes de services efface les déficits des autres soldes partiels de la balance des paiements et s'impose ainsi comme seul garant du surplus courant qui représente en 2010 quelque 7.8% du PIB.

Graphique 3: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg


Source: STATEC, BCL

La prédominance (toujours croissante) des exportations de services en général et des services financiers en particulier dans le total des échanges extérieurs de biens et services du Luxembourg est loin d'être typique dans la comparaison internationale.

Alors qu'au niveau mondial, la part des opérations sur marchandises oscille autour de 80% durant la dernière décennie, il faut signaler qu'au Luxembourg, l'importance en termes relatifs des exportations de marchandises dans le total des exportations de biens et services ne cesse de diminuer de façon continue. Alors que le poids relatif des marchandises affiche 32 % en 2002, il ne cesse de céder en importance au fil des années pour ne plus s'élever qu'à 21% en 2010.

Graphique 4: Exportations de biens et services – parts relatives au niveau mondial et au Luxembourg en 2010


Source: STATEC, BCL, OMC (Organisation mondiale du commerce)

Le présent bulletin retrace les évolutions majeures de 2010 au niveau de la balance courante (avec notamment une première description de l'impact croissant du commerce électronique transfrontalier des ménages résidents) et reprend dans une dernière partie différents tableaux statistiques.

Intérêt accru pour les données nationales de la balance des paiements

Jusque dans un passé récent, les organisations européennes se sont primordiallement intéressées aux chiffres « balance des paiements » émanant des Etats membres pour compiler les agrégats macro-économiques de la zone euro respectivement de l'ensemble de l'Union européenne (UE)¹.

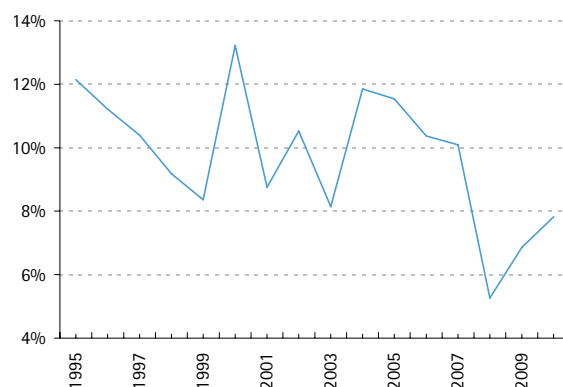
Or, la crise financière et économique a mis en lumière des déséquilibres macroéconomiques importants entre les Etats membres qui se sont avérés extrêmement préjudiciables pour l'UE. De même, il apparaît que la surveillance financière en place n'a pas permis d'anticiper l'évolution macro-prudentielle défavorable. Dès lors, afin de remédier aux faiblesses européennes en matière de surveillance macro-financière, il a été jugé nécessaire d'élargir la surveillance économique pour déceler et corriger rapidement les déséquilibres macroéconomiques dans le but « d'éviter des ajustements économiques difficiles lorsque, de par leur ampleur, les déséquilibres deviennent incontrôlables »².

Ainsi est né le CERS (Comité européen du risque systémique³) qui a notamment pour mission de surveiller et d'évaluer le risque systémique en temps « normal ». Ce comité – qui par ailleurs est présidé par le président de la BCE, alors que cette dernière assure également le secrétariat du CERS – détermine les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions. D'autre part, et dans un esprit similaire, la Commission – en collaboration avec le LIME (Lisbon methodology working group) – a proposé un tableau de bord reprenant des indicateurs macro-économiques qui complètent ceux élaborés par le CERS.

Certains de ces indicateurs servant à identifier des déséquilibres se basent sur les données nationales émanant des statistiques « balance des paiements » et s'appuient en partie sur des séries temporelles de résultats mensuels. Ainsi, une importance accrue est accordée par les autorités européennes aux chiffres nationaux de la balance des paiements, et tout par-

ticulièrement au solde des opérations courantes avec l'étranger.

Graphique 5: Solde courant annuel en pourcentage de PIB



Source: STATEC, BCL

Au Luxembourg, le solde courant annuel, exprimé en pourcentage du PIB, dépasse chaque année – et ce depuis 1995 – la barre des 5%, en oscillant entre 5 et 13%. Depuis 2006, des résultats similaires à ceux du Luxembourg sont enregistrés pour l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède. A l'opposé, pour d'autres pays de l'UE et plus particulièrement pour la Grèce, le Portugal, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, on note depuis une dizaine d'années des déficits persistants dépassant les 5%, avec de surcroît une tendance à l'aggravation.

Il est à noter que tant les déficits que les surplus persistants des opérations courantes avec l'étranger pourraient être source de déséquilibres internes. En effet, certains experts, analysant les déséquilibres des échanges commerciaux à l'intérieur de l'Union économique, parlent « d'évolutions croisées, le niveau des déficits (des uns) semblant correspondre à celui des excédents (des autres pays membres) », et – toujours dans le contexte des déséquilibres macro-économiques internes – « plaident pour une mise sous contrôle de la politique fiscale des Etats membres de l'Union économique et monétaire »⁴.

¹ Il reste cependant vrai que la situation et l'évolution de la balance des paiements courants figurent parmi les critères de convergence secondaires prévus dans le Traité sur l'Union européenne

² Exposé des motifs de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques

³ Règlement (UE) N° 1092/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macro-prudentielle du système financier dans l'UE instituant un CERS (acronyme anglais : ESRB – European systemic risk board)

⁴ Avis du 15 avril 2011 de la section spécialisée "Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale" sur la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures d'exécution en vue de remédier aux déséquilibres macroéconomiques excessifs dans la zone euro" (COM(2010) 525 final – 2010/0279 (COD)) et la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques" (COM(2010) 527 final – 2010/0281 (COD))

B. Evolution des échanges courants en 2010

1. Aggravation du déficit de la balance commerciale

La balance commerciale du Luxembourg (hors provisions de bord et or non-monnaire) dégage un déficit structurel assez important qui frôle les 5 milliards d'euros en 2010. En effet, les importations se chiffrent à plus de 15 milliards et dépassent les exportations de plus de 46%. Sur les huit dernières années, les importations ont progressé de 3.3% en moyenne par année, alors que les exportations n'ont augmenté que de 2% en moyenne annuelle. La taille réduite de l'économie luxembourgeoise et son niveau de vie élevé la rendent en effet plus dépendante de l'étranger en matière d'approvisionnements, que ce soit en biens de consommation et d'équipement, mais surtout en biens intermédiaires.

Au niveau des échanges internationaux de marchandises, le poste des biens intermédiaires est le plus important : il représente près de trois quarts de l'ensemble des expéditions et plus de la moitié des arrivées en provenance de l'étranger. Suite à la crise financière, les échanges de biens avec l'étranger connaissent en 2009 des baisses sensibles aussi bien au niveau des exportations (24.2%) que des importations (22.4%). Ce sont les biens intermédiaires qui sont le plus touchés et dont l'évolution a la plus forte répercussion sur celle des échanges de biens : près de 87% de la baisse totale des expéditions et 78% de celle des importations leur sont attribuables. Les arrivées de biens intermédiaires, qui dégringolent de près de 30% en 2009, ne compor-

tent pas seulement les approvisionnements de l'industrie en produits de base, produits transformés et autres pièces détachées, mais elles englobent également les livraisons en combustibles, qui elles sont en chute de quelque 39% en 2009, ce qui est lié à une baisse des prix des produits pétroliers, mais également à une chute des volumes livrés. Ce n'est qu'en 2010 que le commerce de biens intermédiaires reprend, affichant des taux de croissance supérieurs à 20% aussi bien pour les échanges à destination qu'en provenance de l'étranger.

Les échanges de biens d'équipement, qui comportent entre autres les machines et tout matériel de transport destiné à l'industrie, sont eux aussi fortement impactés par la crise de 2009, et ce plus lourdement au niveau des importations, qui plongent de plus de 30%, contre 11% du côté des exportations. Alors que les arrivées reprennent de plus belle en 2010 (+18%), les expéditions n'y succèdent pas et poursuivent leur baisse avec quelque 4.3%.

Au niveau des importations, celles des biens de consommation suivent une évolution différente des deux autres types de biens. Il s'agit essentiellement de produits alimentaires, boissons et autres biens de consommation qui ont comme destination finale les ménages, et de ce fait ne subissent pas les effets de la crise de la même manière que les biens destinés au secteur industriel. En 2009, les importations de biens de consommation n'accusent qu'une baisse de 1%, mais remontent également de manière moins prononcée en 2010 que les biens intermédiaires ou d'équipement avec 6.6%.

Tableau 1 : Balance commerciale du Luxembourg (hors provisions de bord et or non-monnaire)

	Unité : mio EUR				Variation			Part relative			
	2002	2008	2009	2010	2010/02	2009/08	2010/09	2002	2008	2009	2010
Exportations de biens	8 877	11 755	8 911	10 440	2.0%	-24.2%	17.2%				
Biens de consommation	1 680	1 627	1 488	1 526	-1.2%	-8.5%	2.5%	18.9%	13.8%	16.7%	14.6%
Biens d'équipement	1 237	1 121	998	955	-3.2%	-11.0%	-4.3%	13.9%	9.5%	11.2%	9.1%
Biens intermédiaires	5 800	8 801	6 336	7 813	3.8%	-28.0%	23.3%	65.3%	74.9%	71.1%	74.8%
dont approvisionnements industriels	4 385	6 850	4 761	5 782	3.5%	-30.5%	21.4%	49.4%	58.3%	53.4%	55.4%
Importations de biens	11 782	16 875	13 101	15 304	3.3%	-22.4%	16.8%				
Biens de consommation	2 889	3 428	3 393	3 616	2.8%	-1.0%	6.6%	24.5%	20.3%	25.9%	23.6%
Biens d'équipement	2 185	2 223	1 553	1 829	-2.2%	-30.1%	17.8%	18.5%	13.2%	11.9%	12.0%
Biens intermédiaires	5 975	9 908	6 959	8 401	4.4%	-29.8%	20.7%	50.7%	58.7%	53.1%	54.9%
dont approvisionnements industriels	3 863	5 918	4 109	4 991	3.3%	-30.6%	21.5%	32.8%	35.1%	31.4%	32.6%
dont combustibles et lubrifiants	829	2 393	1 467	1 770	10.0%	-38.7%	20.6%	7.0%	14.2%	11.2%	11.6%
Solde	-2 905	-5 120	-4 189	-4 865							
Biens de consommation	-1 209	-1 801	-1 905	-2 090							
Biens d'équipement	-948	-1 102	-555	-875							
Biens intermédiaires	-175	-1 107	-624	-588							

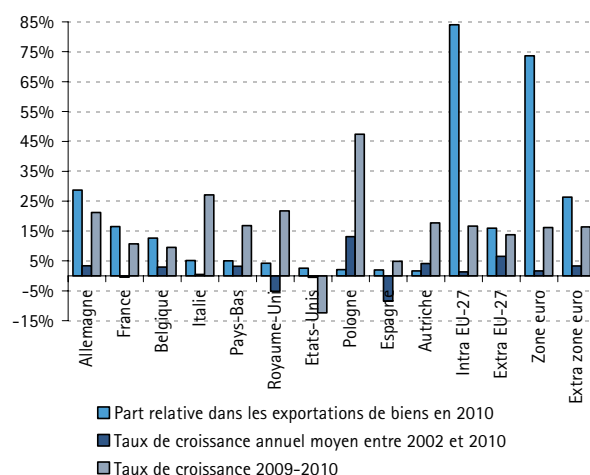
Source: STATEC, BCL

En 2010, les termes de l'échange ont diminué de 3.4% par rapport à 2009 du fait d'une progression plus rapide des valeurs unitaires à l'importation (5.4%) que celle observée pour les valeurs unitaires à l'exportation (1.9%).

Parmi les 10 principaux pays destinataires des expéditions de marchandises (hors provisions de bord et or non-monnaire) en 2010, 9 pays font partie de l'Union européenne, qui pèse pour 84% dans les exportations totales de biens. Plus des deux tiers des exportations vers l'UE sont absorbées par les pays limitrophes du Luxembourg, qui représentent en 2010 près de 58% du volume total des expéditions de marchandises.

L'Allemagne est le pays qui capte le volume le plus important d'exportations de biens, avec une part relative de près de 29% ainsi qu'une progression moyenne de 3.4% par année entre 2002 et 2010. Les exportations à destination de la Belgique affichent une croissance similaire à celle des exportations destinées à l'Allemagne, avec 2.9% en moyenne par année, mais leur part relative de 12.6% ne les place qu'en troisième position, derrière les expéditions vers la France. Celles-ci sont certes en baisse sur les huit dernières années (-0.4% en moyenne annuelle), mais ont néanmoins réussi à maintenir leur deuxième place avec un poids de 16.5% dans le total des exportations.

Graphique 6: Destination des exportations de biens (hors avitaillement et or non-monnaire)

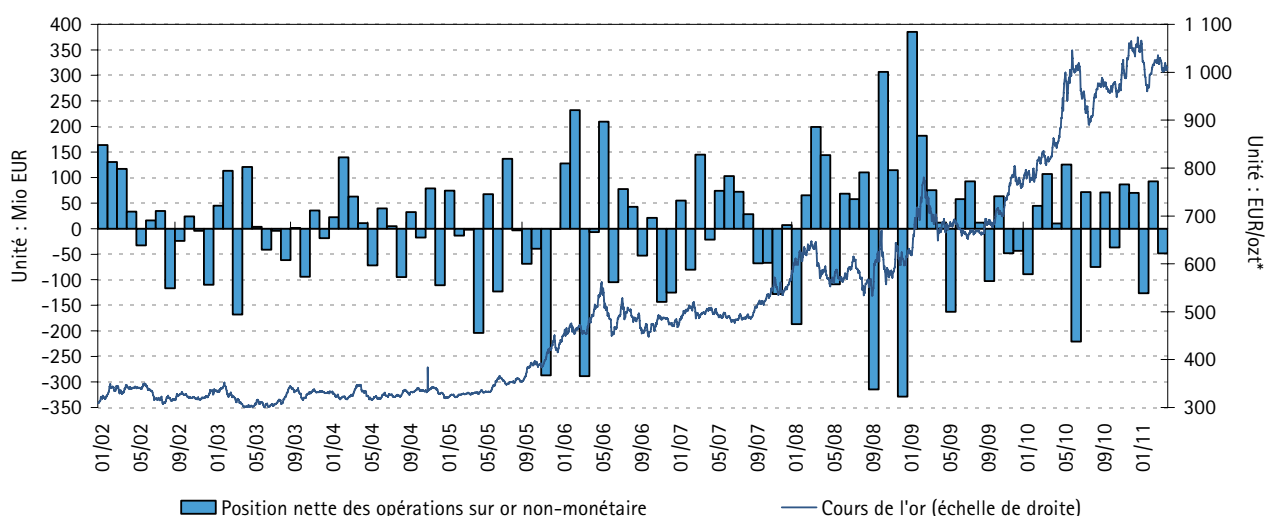


Source : STATEC, BCL

Les marchandises à destination des pays situés en dehors de l'UE ne représentent que 16% de l'ensemble des expéditions en 2010. Sur les huit dernières années cependant, elles affichent une progression de 6.5% en moyenne par année, performance près de 5 fois supérieure à celle des exportations destinées à l'UE, qui n'augmentent que de 1.3% en moyenne annuelle.

L'analyse de la balance commerciale qui précède repose sur le concept « balance des paiements » (bdp) des échanges de biens hors provisions de bord et or non-monnaire. En effet, ces deux derniers types de transactions donnent lieu à un transfert de propriété (concept bdp) sans que pour autant les biens ne passent nécessairement les frontières nationales (concept du commerce extérieur).

Graphique 7: Evolution du solde des transactions internationales sur or non-monnaire



* 1 ozt = 1 troy ounce = 31.1gr

Source : STATEC, BCL, LBMA (London bullion market association)

Les transactions internationales sur or non-monnaire englobent les achats (importations) et ventes (exportations) d'or sous forme matérielle (lingots, monnaies etc) et immatérielle (e.a. les avoirs en compte pour le compte de non-résidents). Elles ne donnent donc pas toujours lieu à un mouvement physique de l'or. En 2010, le solde dégagé par les échanges sur or non-monnaire s'élève à 164 millions d'euros, excédent reflétant des ventes nettes qui traduit une baisse en valeur du stock global d'or des résidents. La volatilité mensuelle du solde des opérations sur or non-monnaire peut avoir un impact sensible sur le solde annuel, notamment si d'importantes transactions en fin de période ne se neutralisent que pendant la période suivante.

Les opérations figurant au poste dit d'avitaillement correspondent aux achats et ventes de combustibles et de provisions de bord entre sociétés de transport résidentes et non-résidentes. Le phénomène du « Tanktourismus » est à l'origine de l'excédent structurel que dégage le poste d'avitaillement au Luxembourg : en effet, les ventes de gasoil routier aux entreprises de transport routier non-résidentes (par l'intermédiaire des camionneurs non-résidents de passage au Luxembourg) dépassent en moyenne deux à trois fois les dépenses pour provisions de bord effectuées à l'étranger par les compagnies de transport résidentes.

L'évolution des échanges au titre d'avitaillement, et tout particulièrement celle des recettes, est étroitement corrélée aux prix des carburants. Sous l'effet

de la flambée actuelle du prix du pétrole et d'une devise européenne actuellement moins forte par rapport au dollar américain qu'en 2008, le prix mensuel moyen du diesel (hors taxes) au Luxembourg a progressé de plus de 50% entre mars 2009 et mars 2011.

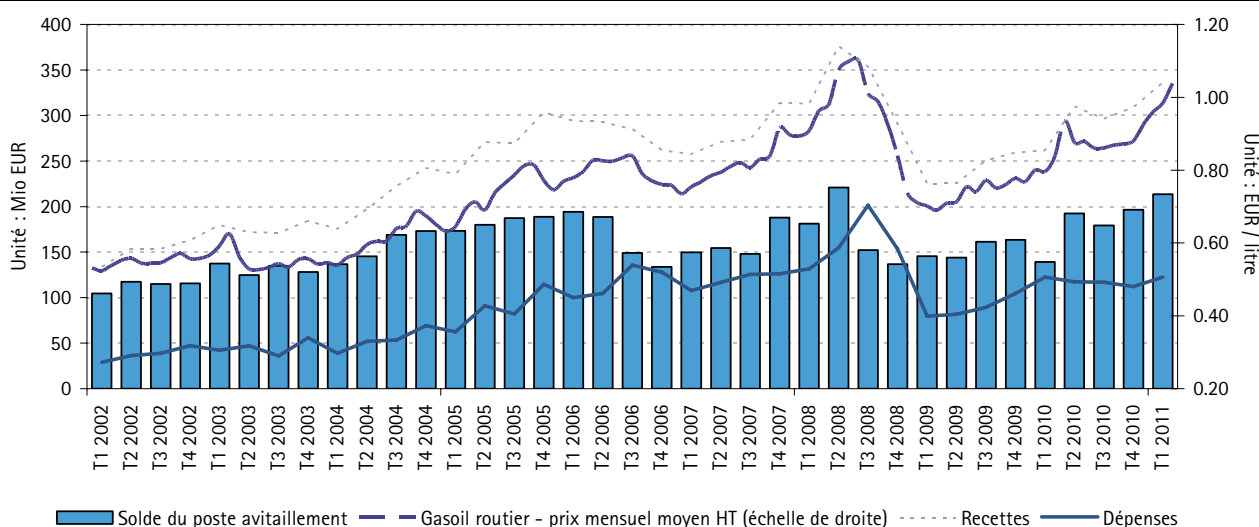
La carte (graphique 9) illustre la balance commerciale de toutes les opérations sur biens reprises en balance des paiements avec les différents pays partenaires pour l'année 2010.

Le Luxembourg présente un déficit commercial essentiellement avec les pays limitrophes et les Pays-Bas. Au niveau individuel, la balance négative par ordre décroissant se présente comme suit: la Belgique (4.4 milliards d'euros), l'Allemagne (1.2 milliard), les Pays-Bas (175 millions), la France (146), les Etats-Unis (133), le Japon (59), l'Inde (44) et la Suisse (41).

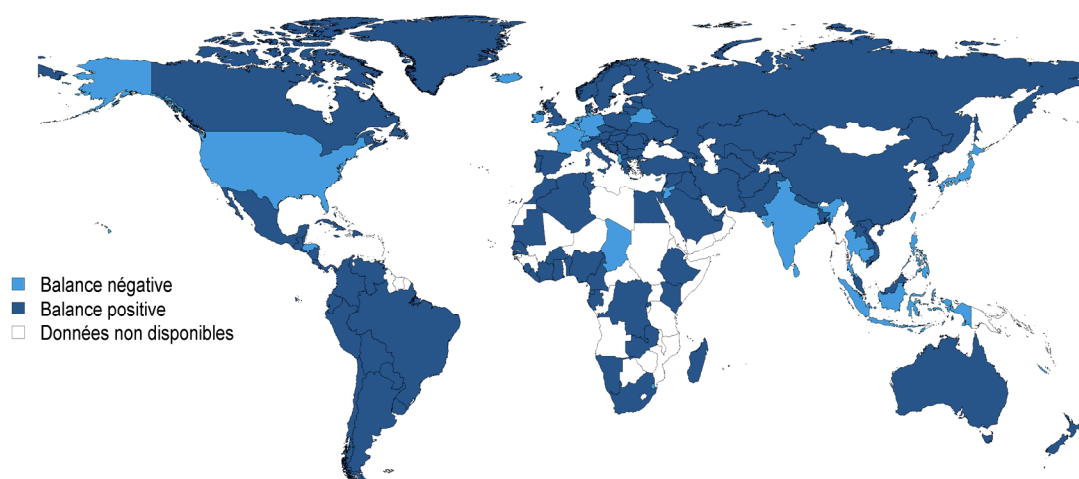
La Belgique reste donc de très loin le premier pays d'approvisionnement du Luxembourg; le déficit commercial avec la Belgique dépasse de quelque 380 millions d'euros la balance négative globale des transactions sur marchandises du Luxembourg avec le reste du monde (environ 4 milliards).

Les échanges de biens avec les Etats-Unis d'Amérique dégagent un déficit pour le Luxembourg, néanmoins l'Amérique au niveau continental laisse globalement un excédent de 156 millions d'euros.

Graphique 8: Evolution du poste d'avitaillement et du prix du gasoil routier



Source : STATEC, BCL

Graphique 9: Solde commercial par pays en 2010

En ce qui concerne l'Asie, nous notons un solde positif de 132 millions d'euros qui trouve son origine notamment dans les surplus dégagés avec la Russie (91), les Emirats Arabes Unis (38) et la Chine (34). Par contre, les opérations sur marchandises avec 11 autres pays asiatiques se soldent par un déficit, notamment celles avec le Japon (58 millions) et l'Inde (44).

Le commerce avec l'Afrique est très peu développé et présente en 2010 une balance positive de 127 millions d'euros, comparable à celles notées pour l'Asie (132) et l'Amérique (156). Toutefois, les exportations à destination de l'Afrique ne représentent qu'1% des exportations totales du Luxembourg, contre quelque 6% pour l'Asie ou l'Amérique.

2. Solde record des services financiers

Les échanges internationaux de services financiers se sont soldés en 2010 par un excédent record se chiffrant à 16.7 milliards d'euros. Cette évolution très favorable s'explique en grande partie par celle des commissions imputées aux investisseurs non-résidents de parts d'organismes de placement collectifs (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS). En 2010, leur patrimoine s'est en effet accru de 19.5% pour atteindre fin décembre un record historique avec près de 2 200 milliards d'euros d'actifs nets sous gestion. Les revenus nets sur commissions des banques affichent également bonne mine en 2010 avec 1.5 milliard d'euros, soit une hausse de 8.3% en moyenne par année depuis 2002. Le solde laissé au niveau des services financiers par l'activité OPC affiche même un taux de croissance deux fois plus élevé entre 2002 et 2010 que l'activité bancaire, avec une augmentation de 16.7% en moyenne par année.

En 2009, sous l'effet de la crise économique et financière, les exportations et importations de services financiers se sont écroulées de plus de 17% en valeur pour atteindre des niveaux très faibles correspondant à ceux d'avant 2006. Aussi bien les commissions liées à l'activité OPC que celles des banques ont été touchées et ont affiché un recul net important.

L'évolution trimestrielle des exportations de services financiers met en exergue toute l'étendue de la crise, qui a engendré une évolution négative pendant 5 trimestres, dont trois dépassent les 25%. Au premier trimestre 2009, le solde dégagé par les ser-

vices financiers se retrouve au plus bas depuis 2005 et affiche une baisse de près de 30% par rapport au premier trimestre 2008. Même si les principaux indices boursiers mondiaux commencent à se redresser dès le second trimestre 2009, ce n'est que vers la fin de la même année que l'on constate une réelle reprise au niveau des exportations de services financiers, qui – au quatrième trimestre 2010 – dépassent leur niveau record atteint trois ans auparavant à la même période de l'année (8.6 milliards d'euros contre 8.4 milliards au quatrième trimestre 2007).

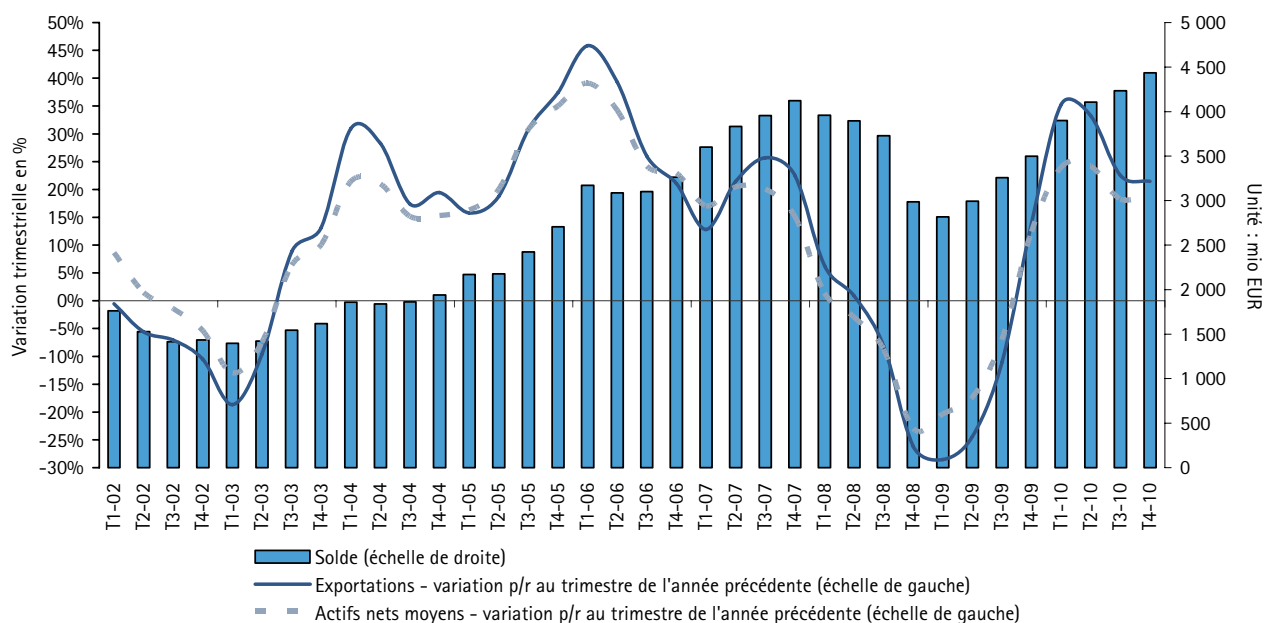
L'industrie des fonds d'investissement au Luxembourg est la plus importante en Europe en termes de patrimoine net géré. Les commissions (de gestion, conseil, distribution etc.) payées par les OPC et FIS résidents et imputées aux investisseurs non-résidents dépassent de loin celles découlant de l'activité bancaire traditionnelle. En 2010, la part des commissions liée à l'activité OPC dans le total des exportations de services financiers s'élève ainsi à 89% (contre 85% en 2002), tandis que le poids des commissions bancaires se chiffre à 11% (contre 15% encore en 2002).

Ainsi, l'évolution des exportations de services financiers suit de très près celle du patrimoine global net des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg. Entre mars 2009 et décembre 2010, le volume des actifs nets a en effet progressé de l'ordre de 1.75% en moyenne par mois (et ce de manière quasi ininterrompue) pour dépasser en novembre 2010 l'ancien record historique atteint en octobre 2007. Cette performance étonnante au regard de la récente crise financière impacte positivement le rythme de croissance des exportations de services financiers.

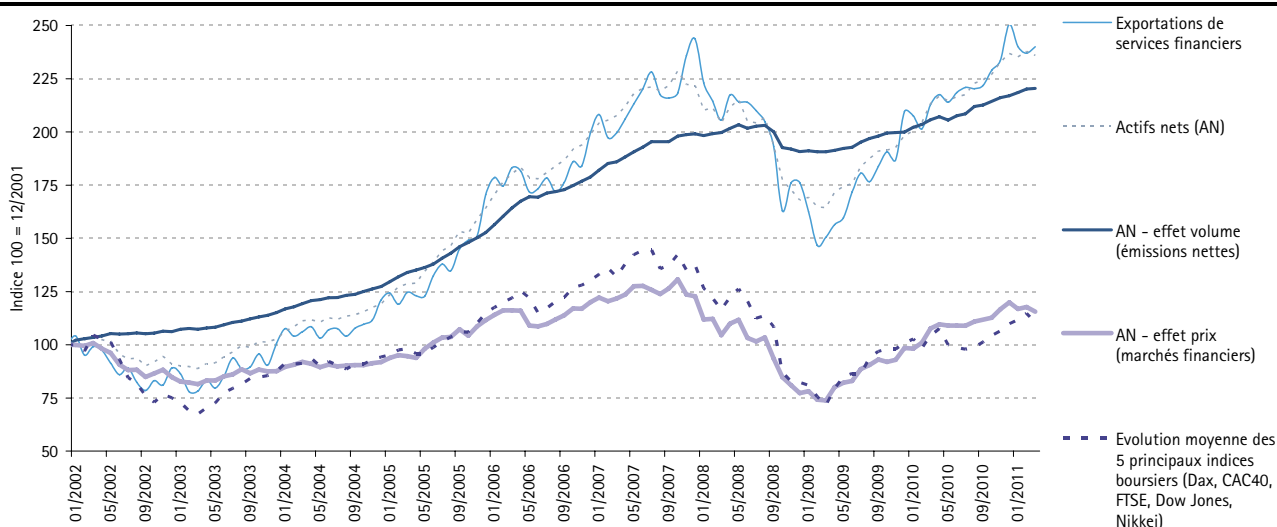
Tableau 2: Evolution des échanges internationaux de services financiers par secteur d'activité

	Unité : mia EUR						Variation annuelle en %		
	2002	2004	2006	2008	2009	2010	2010/02	2009/08	2010/09
Recettes (exportations)	13.0	15.6	26.1	30.2	25.0	31.9	11.9%	-17.2%	27.6%
dont activité OPC	11.0	13.6	23.3	26.7	21.8	28.3	12.5%	-18.3%	29.8%
dont activité bancaire	1.9	2.0	2.8	3.4	3.1	3.5	7.7%	-8.9%	13.2%
Dépenses (importations)	6.8	8.1	13.4	15.2	12.5	15.2	10.6%	-17.9%	22.4%
dont activité OPC	5.7	7.0	12.0	12.9	10.2	12.6	10.5%	-21.5%	24.3%
dont activité bancaire	1.1	1.1	1.3	1.8	1.7	2.0	8.0%	-7.5%	20.2%
Net (solde)	6.1	7.5	12.7	15.1	12.6	16.7	13.3%	-16.5%	32.7%
dont activité OPC	5.3	6.6	11.3	13.7	11.6	15.6	14.5%	-15.4%	34.7%
dont activité bancaire	0.9	0.9	1.5	1.6	1.4	1.5	7.2%	-10.4%	5.1%

Source : STATEC, BCL

Graphique 10: Évolution trimestrielle des échanges internationaux de services financiers

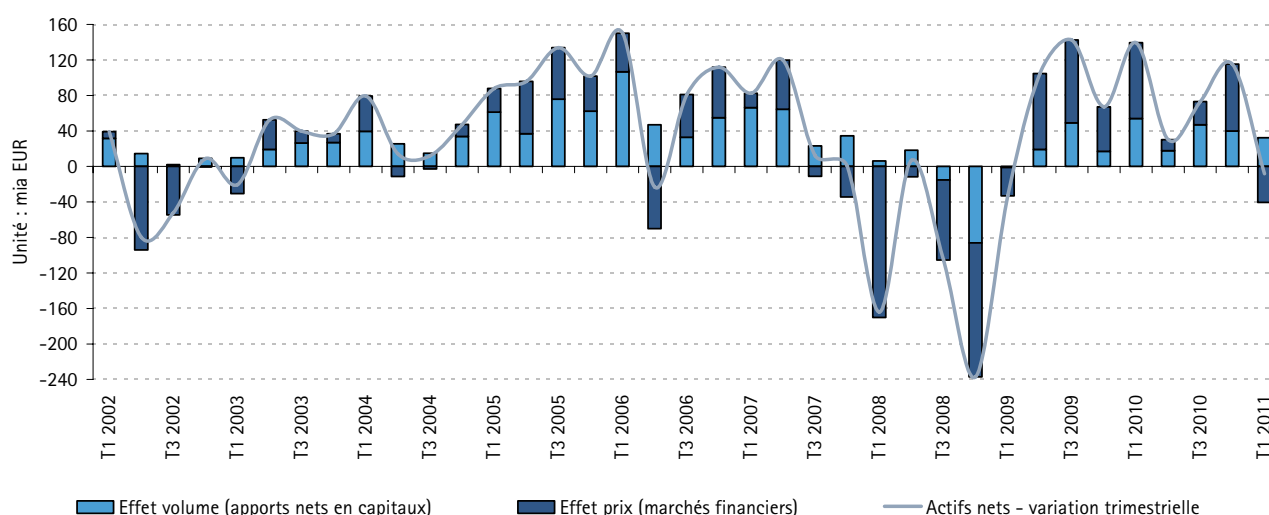
Source : STATEC, BCL, CSSF

Graphique 11: Evolution des exportations de services financiers, des principaux indices boursiers et des actifs gérés par les OPC résidents (effets prix et volume)

Source : STATEC, BCL, CSSF

En 2008, la dépréciation sensible des encours nets sous gestion des OPC (500 milliards d'euros) est principalement liée à l'évolution défavorable sur les marchés financiers. Les retraits de capitaux proprement dits (émissions nettes négatives) se sont limités à 15% de la baisse totale des actifs nets. Avec la reprise des marchés boursiers mondiaux en cours d'année 2009, les OPC ont renoué avec leur niveau de performance des années 2006 et 2007. Fin 2009, déjà plus de 56% des pertes encourues en 2008 ont pu être épongées par une progression du patrimoine global net des OPC et FIS de quelque 281 milliards d'euros, dont 30% proviennent d'apports en capitaux nouveaux. L'année 2010 dresse un bilan encore meilleur en termes

d'appréciation des actifs nets avec une hausse de 358 milliards d'euros (+27% par rapport à celle de 2009). Ce sont toujours les marchés financiers qui contribuent majoritairement (à hauteur de 56%, contre 70% en 2009) à l'appréciation de la valeur des actifs nets en 2010, mais ce constat est à relativiser. En effet, si le volume des encours nets avait progressé uniquement sous l'impulsion des marchés financiers, celui-ci serait fin 2010 toujours en-dessous de ses niveaux d'avant crise, ce qui n'est pourtant pas le cas. Le réel moteur de l'ascension du patrimoine global net des OPC et FIS, récente et plus ancienne, ce sont bien les émissions nettes positives, responsables de 85% de l'appréciation totale des actifs nets entre 2002 et 2010 !

Graphique 12: Evolution des actifs nets gérés par les fonds d'investissements luxembourgeois

Source : CSSF

Après deux années de baisse successive, les actifs nets annuels moyens au niveau européen ont redressé la barre en 2010 avec une hausse respectable de 17%. Le Luxembourg affiche une performance supérieure à la moyenne européenne avec 22.2%, contrairement à la France dont les encours nets n'augmentent que de 2.5%. Parmi les 7 principaux pays européens, seuls l'Irlande et le Royaume-Uni ont fait mieux que le Luxembourg, avec respectivement 27.9% et 33.3%, même si les deux pays gèrent chacun moins de la moitié des actifs nets du Luxembourg.

Entre 2002 et 2010, le Luxembourg a affiché un taux de croissance des actifs nets parmi les plus élevés en Europe avec une hausse de 11.2% en moyenne par année (deuxième position après l'Irlande avec 14.2%). L'industrie luxembourgeoise des fonds a réussi à accroître substantiellement son

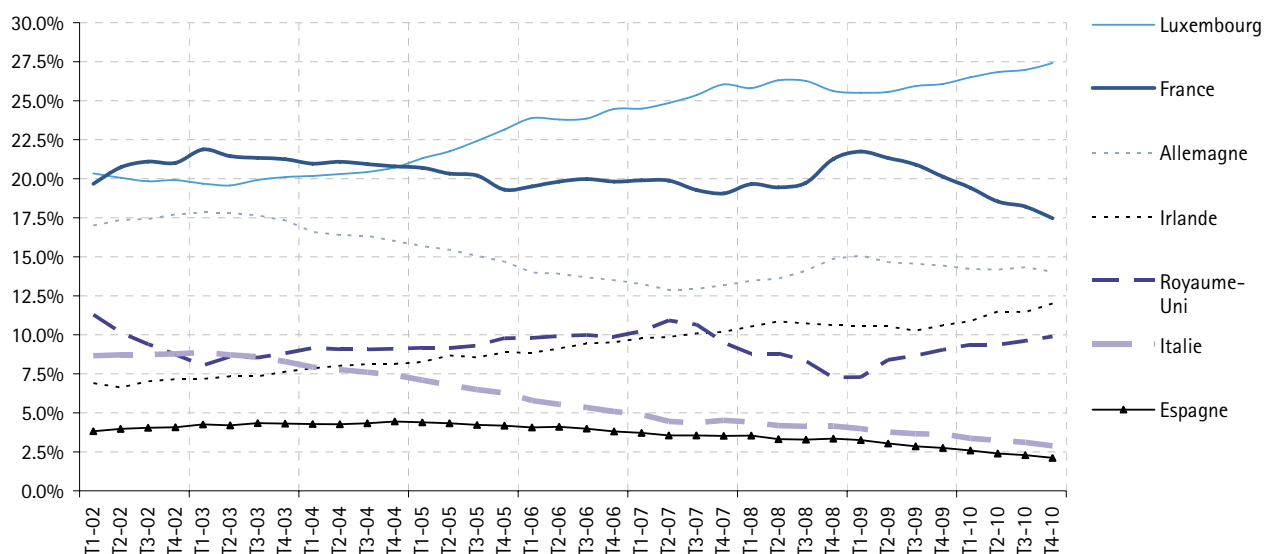
importance en Europe au cours des huit dernières années (son poids relatif moyen passant de 20% en 2002 à 26.9% en 2010). A l'exception de l'Irlande, les autres pays ont vu leur part relative baisser en huit ans, et ce de manière parfois substantielle, comme c'est le cas pour l'Italie (avec -5.6 points de pourcentage). En 2010, les sept principaux pays représentent 86% des actifs net moyens gérés en Europe (contre 87.6% en 2002).

Le Luxembourg fait plus que défendre sa position de leader en Europe, avec une part relative de 27.4% en fin d'année 2010. Au vue de son écart avec la France en termes d'actifs nets sous gestion - écart qui s'est encore davantage creusé au cours des deux dernières années pour se chiffrer à près de 800 milliards d'euros fin décembre 2010, ou encore 10 points de pourcentage - le Luxembourg a su clairement se démarquer de son ancienne rivale.

Tableau 3: Evolution des actifs nets moyens gérés par les fonds d'investissements des principaux pays européens

	Moyenne trimestrielle (Unité : mia EUR)				Variation annuelle moyenne			Part relative moyenne			
	2002	2008	2009	2010	2010/02	2009/08	2010/09	2002	2008	2009	2010
Luxembourg	884	1 788	1 693	2 068	11.2%	-5.3%	22.2%	20.0%	26.0%	25.8%	26.9%
France	908	1 374	1 378	1 412	5.7%	0.3%	2.5%	20.6%	20.0%	21.0%	18.4%
Allemagne	766	960	963	1 089	4.5%	0.3%	13.1%	17.4%	14.0%	14.7%	14.2%
Irlande	305	735	689	881	14.2%	-6.3%	27.9%	6.9%	10.7%	10.5%	11.5%
Royaume-Uni	438	573	551	734	6.7%	-3.9%	33.3%	9.9%	8.3%	8.4%	9.6%
Italie	385	290	247	242	-5.6%	-15.0%	-2.1%	8.7%	4.2%	3.8%	3.1%
Espagne	175	232	195	180	0.3%	-16.1%	-7.5%	4.0%	3.4%	3.0%	2.3%
Europe	4 410	6 875	6 566	7 679	7.2%	-4.5%	17.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Source : EFAMA (European fund and asset management association)

Graphique 13: Poids des principaux pays européens domiciliaires d'OPC (en termes d'actifs nets sous gestion)

Source : EFAMA

Le patrimoine global net des OPC et FIS au Luxembourg est principalement détenu par des investisseurs étrangers. En 2010, les commissions payées par ceux-ci pèsent pour quelque 88.5% dans les exportations totales de services financiers et influencent de manière prépondérante leur ventilation géographique. En effet, une analyse des principaux pays destinataires des échanges de services financiers donne une idée concrète de la provenance des investisseurs les plus importants dans les titres de participation émis par le secteur OPC résident.

Un constat important au niveau de la structure géographique des exportations de services financiers est le fait qu'elle change sensiblement en

2010. Alors qu'avant la crise financière, en 2007, 54.2% des commissions ont comme origine les économies de la zone euro et que cette part est toujours de 53.3% en 2009, elle tombe de plus de 4 points de pourcentage en 2010 pour n'afficher plus que 48.9%. En effet, le poids relatif de l'Allemagne – principal pays de la zone euro – baisse de quelque 3.5 pp en 2010. D'un autre côté, de grands pays en dehors de la zone euro, comme le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Japon, ou encore Taiwan ont vu leur part relative dans les exportations de services financiers augmenter par rapport à la période d'avant crise. Taiwan a notamment réussi à plus que doubler son poids, passant de 1.5% en 2007 à 3.2% en 2010. La part relative des commissions d'origine suisse a par contre baissé de 1.5% depuis 2007.

Tableau 4: Evolution de l'origine géographique des exportations de services financiers

	Unité : mio EUR				Variation annuelle moyenne			Part relative moyenne			
	2002	2007	2009	2010	2010/02	2009/07	2010/09	2002	2007	2009	2010
Allemagne	2 488	5 711	4 706	4 881	8.8%	-9.2%	3.7%	19.2%	↓ 18.2%	↑ 18.8%	↓ 15.3%
Suisse	2 562	4 160	3 159	3 735	4.8%	-12.9%	18.2%	19.8%	↓ 13.3%	↓ 12.6%	↓ 11.7%
Italie	1 927	3 591	2 319	3 669	8.4%	-19.6%	58.2%	14.9%	↓ 11.4%	↓ 9.3%	↑ 11.5%
Royaume-Uni	803	2 506	2 807	3 412	19.8%	5.8%	21.6%	6.2%	↑ 8.0%	↑ 11.2%	↓ 10.7%
Belgique	1 430	3 119	2 384	2 637	8.0%	-12.6%	10.6%	11.0%	↓ 9.9%	↓ 9.5%	↓ 8.3%
France	712	1 707	1 556	1 747	11.9%	-4.5%	12.3%	5.5%	→ 5.4%	↑ 6.2%	↓ 5.5%
Etats-Unis d'Amérique	793	1 238	1 192	1 695	10.0%	-1.9%	42.1%	6.1%	↓ 3.9%	↑ 4.8%	↑ 5.3%
Japon	387	891	715	1 232	15.6%	-10.4%	72.4%	3.0%	→ 2.8%	→ 2.9%	↑ 3.9%
Taiwan	92	461	409	1 013	35.0%	-5.8%	147.4%	0.7%	↑ 1.5%	→ 1.6%	↑ 3.2%
Pays-Bas	400	1 189	1 129	962	11.6%	-2.5%	-14.9%	3.1%	↑ 3.8%	↑ 4.5%	↓ 3.0%
Zone euro	7 366	17 001	13 331	15 595	9.8%	-11.4%	17.0%	56.8%	↓ 54.2%	↓ 53.3%	↓ 48.9%
Hors zone euro	5 603	14 385	11 687	16 312	14.3%	-9.9%	39.6%	43.2%	↑ 45.8%	↑ 46.7%	↑ 51.1%
Monde	12 970	31 386	25 018	31 908	11.9%	-10.7%	27.5%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

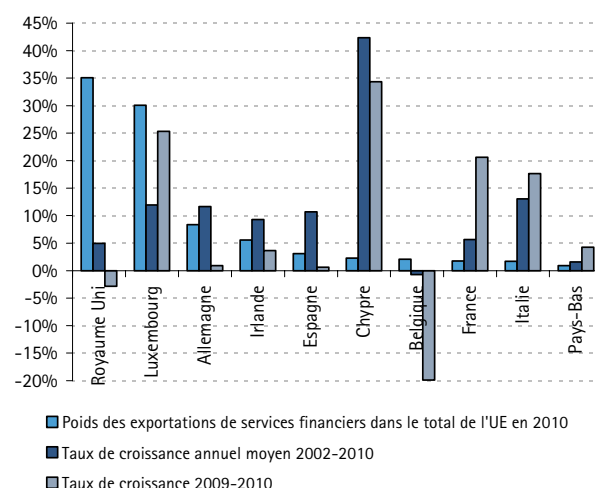
Source : STATEC, BCL

La croissance des exportations de services financiers en 2010 – de l'ordre de 27.5% – ne s'est pas faite de manière équilibrée entre la zone euro et la zone extra-euro. En effet, la première n'a progressé que de 17% en 2010 et ne contribue qu'à raison d'un tiers à la hausse totale des exportations de services financiers, et ce principalement sous l'impulsion des exportations de services financiers vers l'Italie, qui ont fortement augmenté en 2010 (+58%). Deux tiers de la reprise fulgurante au niveau des échanges internationaux de services financiers proviennent donc de pays situés en dehors de la zone euro, comme le Royaume-Uni, Taiwan, la Suisse, le Japon et les Etats-Unis. Près de 35% des exportations totales ont comme destination l'un de ces cinq pays et leur contribution à la hausse des exportations de services financiers en 2010 dépasse les 40%. Bien que moins importants en termes de volume, certains pays à plus petite taille comme le Liechtenstein ou Hong Kong ont également eu un impact non négligeable sur la croissance des exportations de services financiers.

Au niveau international, les exportations de services financiers sont géographiquement très concentrées, même si au cours des huit dernières années, elles affichent une certaine tendance à la déconcentration. En 2002, plus de 90% des services financiers sont encore répartis sur les dix principaux pays exportateurs. Durant les années à forte croissance, leur part ne cesse de diminuer : elle tombe à 78.7% en 2007 et à 78.3% en 2010. En cas de reprise économique, le rythme de croissance des exportations des dix premiers exportateurs reste moins élevé que celui des autres pays. En situation de crise, le poids des dix principales destinations des exportations remonte sensiblement pour se situer à 83% en 2008 et à 82% en 2009.

Avec près de 32 milliards d'euros de services financiers exportés en 2010, le Luxembourg pèse pour plus de 30% dans les exportations totales de services financiers de l'UE. En l'espace de 8 ans, le Luxembourg a réussi à considérablement réduire l'écart qui le sépare du Royaume-Uni, écart passant de plus de 25 points de pourcentage en 2002 à seulement 5 pp en 2010. Entre 2002 et 2010, les exportations de services financiers du Luxembourg progressent en moyenne deux fois plus rapidement par année que les exportations anglaises (12% contre 5%) et l'évolution récente renforce cette tendance (hausse de 25% des exportations de services financiers du Luxembourg en 2010, baisse de près de 3% pour celles du Royaume-Uni).

Graphique 14: Evolution des exportations de services financiers des principaux pays de l'UE



Source : Eurostat

Plus de 65% des services financiers exportés en Union européenne le sont à partir du Royaume-Uni et du Luxembourg, cette part monte à plus de 90% si l'on prend en compte les dix principaux pays.

En raison de la petite taille du Luxembourg et de l'ampleur de son « industrie » des fonds d'investissement (première place en Europe et deuxième au niveau mondial), les services financiers représentent en 2010 près de 63% de l'ensemble des services exportés par le pays. Aucun autre pays de l'UE n'affiche une aussi forte prépondérance des services financiers dans la balance des services. A l'exception de Chypre (28%) et du Royaume-Uni (20.6%), cette part relative reste sensiblement inférieure à 10% dans les autres pays européens.

Différence méthodologique avec les comptes nationaux : les SIFIM

Actuellement, les services financiers englobent les services d'intermédiation financière entre résidents et non-résidents qui sont explicitement facturés par exemple sous forme de frais et commissions bancaires. Toutefois, la comptabilité nationale (CN) évalue également des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM). Par SIFIM, on entend des commissions qui ne sont pas explicitement facturées, mais dont le coût peut être imputé ou calculé à partir de l'écart entre des taux «de référence» appropriés et les taux effectivement appliqués aux emprunts/dépôts – la marge provenant de l'application par les intermédiaires de taux d'intérêt différents aux emprunteurs et aux prêteurs.

Les résultats de la balance des paiements, transmis aux organisations internationales, contiennent, au niveau du revenu des investissements, une évalua-

tion des SIFIM reprise de la CN. Toutefois, alors qu'en CN l'imputation des SIFIM consiste à reclasser une partie des intérêts dans les services financiers, la balance des paiements reprend les SIFIM au poste du revenu des investissements, avec un effet neutre sur le solde du revenu et ce conformément aux recommandations des organisations internationales¹ actuellement en vigueur.

Dès l'application du nouveau cadre réglementaire en 2014, la balance des paiements s'alignera sur les comptes nationaux avec un reclassement des SIFIM dans les services financiers, qui aura comme effet une convergence accrue des deux statistiques macro-économiques et qui se traduira pour la balance des paiements par une augmentation de l'excédent des services financiers et par une baisse du solde du revenu des investissements.

3. Le Luxembourg et les services informatiques

3.1 Les grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information

Concernant l'historique de l'implantation, de plus amples informations sur le contexte réglementaire ont été fournies lors de publications antérieures (cf. bulletins du Statec n° 2-09 et n° 3-10).

Les plus importantes sociétés implantées au Luxembourg sont Amazon Media EU s.à r.l., Amazon Media EU s.à r.l., Amazon Services Europe s.à r.l., Digital River International s.à r.l., eBay Europe s.à r.l., iTunes s.à r.l., Microsoft Luxembourg s.à r.l., Napster Luxembourg s.à r.l., Skype Communications s.a., Skype Software s.a., Skype Technologies s.a., Vodafone Marketing s.à r.l., Vodafone Procurement Company s.à r.l., Vodafone Roaming Services s.à r.l. (classement par ordre alphabétique et non pas selon l'ordre d'implémentation au Luxembourg). D'autres entités, suite à des restructurations du marché européen et / ou au sein du groupe, ont quitté le

Luxembourg (AOL Europe Services s.à r.l., Sky Broadband s.a., TPH Services s.à r.l.).

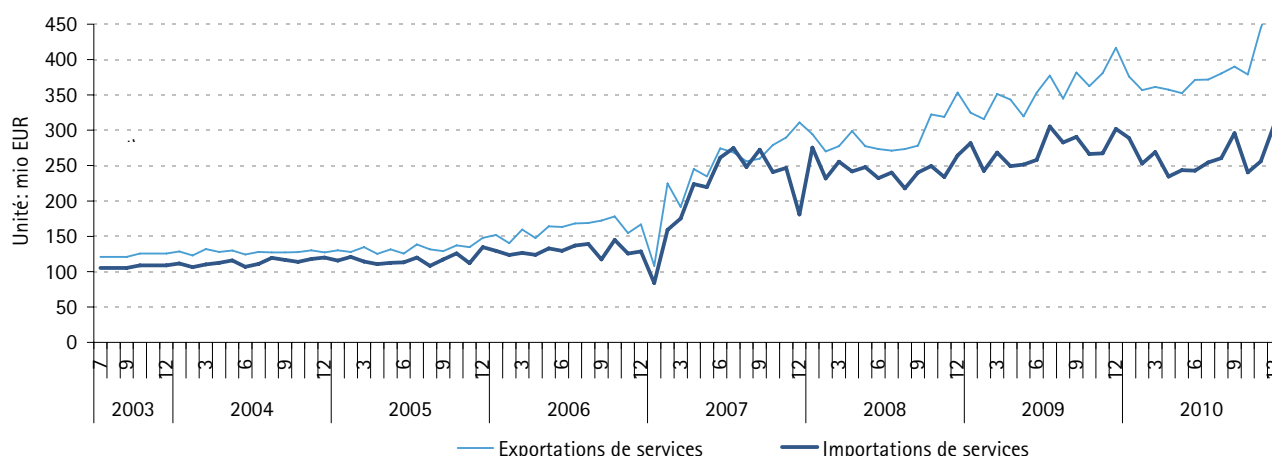
Par souci de confidentialité et de protection des données individuelles, les analyses sont présentées pour l'ensemble de ces dix-sept sociétés, et non pas séparément pour chacune d'entre elles.

Depuis juillet 2007, PayPal (Europe) s.à r.l. & cie, s.c.a., faisant partie du groupe eBay, est inscrite sur la liste officielle des banques agréées au Luxembourg et soumise à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Vu le caractère unique de son activité comparée à celle des sociétés mentionnées ci-dessus, PayPal n'a pas été incluse dans les analyses, car les données seraient identifiables (souci de confidentialité).

Pour les premières sociétés venues s'implanter au Luxembourg, il s'agit d'une délocalisation d'activités existantes (et non pas du développement de nouvelles activités) et le taux de croissance suit un rythme saisonnier et presque continu. D'ailleurs, pour la plupart des entreprises sous revue, le niveau des services importés est presque équivalent à celui des services exportés (forte corrélation entre les courbes de recettes et de dépenses), ce qui traduit une modeste valeur ajoutée et une faible création technologique au Luxembourg.

¹ FMI, MBP5, \$258, 508, 509

Graphique 15: Le recul des exportations / importations des services en début 2010 suite au départ de 2 sociétés (TPH Services s.à r.l. et de Sky Broadband s.a.) et la reprise en fin d'année



Source : STATEC, BCL

On constate que la cessation de l'activité principale d'AOL Europe Services s.à r.l. fin 2006 a été compensée au niveau de la balance des services par l'arrivée de nouvelles sociétés dans le même domaine. Par contre, au début de 2010, les effets du départ de deux sociétés ont été ressentis pendant plus ou moins deux trimestres et ce n'est qu'en fin d'année que le niveau de 2009 a pu être atteint à nouveau, voire même dépassé. Il est important de souligner que seule l'expansion des activités de sociétés déjà présentes est à l'origine de ce phénomène et non pas l'implantation de nouvelles entreprises.

Au niveau du profil saisonnier, on constate que l'activité est la plus soutenue au mois de décembre de chaque année, pour connaître une nette baisse en janvier.

Depuis 2003, ce secteur a créé – dans un temps relativement court – une plus-value appréciable pour l'économie luxembourgeoise en termes de nouveaux emplois (qui progressent d'environ 20 au 1^{er} janvier 2004 à plus de 535 au 1^{er} décembre 2010). Il a également contribué à une amélioration des infrastructures nationales et a augmenté la demande de services tiers à travers l'économie sans oublier les contributions au budget de l'Etat. L'Etat luxembourgeois a encaissé entre 225 et 285 millions d'euros de TVA par an des filiales de grandes sociétés de groupes étrangers implantées au Luxembourg entre 2003 et 2010.

Le secteur reste en évolution permanente, et ce pour deux raisons essentielles : le développement de l'activité de sociétés présentes et/ou en cours d'implantation au Luxembourg et les efforts entre-

pris par le gouvernement luxembourgeois dans un souci de diversification de l'économie.

Ce dernier a pris sa responsabilité en effectuant dès le début un investissement accru dans l'amélioration de l'infrastructure appropriée pour Internet et par la mise en place de nouvelles technologies, voire celles de nouveaux centres de données. Notons par exemple le développement d'un réseau Internet à haut débit de qualité à travers Luxconnect s.a.. De même, les autorités luxembourgeoises ont toujours été à la recherche de la simplification des procédures administratives et de la capacité à proposer des solutions flexibles.

Des changements auront lieu suite au consensus sur la réforme de la TVA à laquelle les ministres européens des Finances ont accordé leur soutien en date du 4 décembre 2007. Le lieu du régime fiscal applicable sera déplacé du lieu d'établissement du fournisseur vers celui du consommateur, afin que les consommateurs d'un pays soient imposés selon le même taux de TVA (en vigueur), sans tenir compte du pays d'établissement du prestataire de service. Les modifications seront progressivement introduites à compter de 2015. A partir de 2015, l'accord permettra aux pays abritant des entreprises de services électroniques et de télécommunication de conserver 30 % des recettes de TVA collectées, le reste étant rétrocédé au pays de résidence du consommateur. Cette part sera réduite à 15 % après 2017, puis à zéro après 2019. Cependant au niveau européen, certaines questions de détails continuent à être discutées, même si le principe en tant que tel n'est pas remis en cause.

Ainsi, il sera intéressant de suivre le comportement des sociétés présentes à partir de 2015. Il semble

peu probable que les sociétés implantées au Luxembourg vont quitter le pays. Dans le passé, comme déjà mentionné ci-dessus, il s'agissait d'abord d'une délocalisation d'activités existantes. Entretemps, nous avons pu constater que des sociétés actives dans le domaine du commerce électronique commencent à prendre désormais l'approche opposée, c'est-à-dire qu'elles viennent s'implanter au Luxembourg avec leur plateforme Internet et développent sur place toutes les activités connexes vu que les éléments-clés nécessaires à ce développement ont été mis en place depuis 2003. Citons entre autres l'amélioration de l'infrastructure d'accès à Internet, la présence de structures financières, chaînes d'approvisionnement et centres logistiques, mais également la proximité des institutions internationales et des banques. Ces avantages ne vont pas disparaître avec le changement de TVA, et font que le Luxembourg soit considéré comme un pôle de développement européen important pour le commerce électronique dans un rapport Greenwich Consulting¹.

La part des professions faisant un usage intensif des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) dans l'emploi total est au Luxembourg de 36%², ce qui élève le Luxembourg au premier rang parmi les pays de l'OCDE.

D'autres statistiques récentes confirment cette tendance (positionnement) :

- une étude de l'Union internationale des télécommunications (UIT) constate que le Luxembourg se situe en 2008 au 2^e rang mondial sur le plan du développement des technologies d'Internet et des télécommunications³ (2007 : 7^e rang) en devançant la Corée, le Danemark, les Pays-Bas ainsi que l'Islande ; la Suède se retrouve comme pour 2007 au premier rang ;
- le Luxembourg se positionne en 2009 à la cinquième place des pays où les prix des TIC⁴ (technologies de l'information et de la communication) sont les plus bas (en 2008 : 3^e place),

devancés que par des pays de l'Asie et du Moyen-Orient. Par déduction, le Luxembourg peut donc être considéré dans ce contexte comme 1^{er} pays au niveau européen.

- Une analyse de l'« Information technology and innovation foundation⁵ » place le Luxembourg en 2009 au troisième rang des pays présentant la plus forte compétitivité en termes de TIC.

Il est à noter que des sociétés actives dans des domaines proches de l'informatique (comme notamment les services audiovisuels) commencent également à s'implanter au Luxembourg afin de tirer bénéfice des conditions favorables citées précédemment. Il s'agit entre autres de Future Entertainment s.à r.l., M7 Group s.a., DNX Network ou encore UPC DTH s.à r.l.. Il sera intéressant de suivre cette évolution dans les années à venir.

Pour ce qui est des transactions économiques extérieures dans ce domaine, nous notons une importante croissance de ces sociétés dans la balance des paiements du Luxembourg. Par rapport au total des exportations et importations de services autres que financiers, la part relative des acteurs informatiques n'augmente pas, et ce pour la première fois depuis l'implantation des sociétés au Luxembourg en 2003 (stagnation pour les exportations et baisse de 3% pour les importations entre 2009 et 2010). Ce phénomène s'explique surtout par le recul du nombre de sociétés présentes au Luxembourg, suite au départ de deux sociétés (Sky Broadband SA, TPH Services s.à r.l.) et dont les effets ont été ressentis pendant plus ou moins deux trimestres. Entretemps, la progression des échanges des autres sociétés a plus que compensé cette baisse temporaire, de façon à retrouver en fin d'année 2010 un niveau supérieur à celui de l'année 2009. De plus en 2009, ce secteur n'a guère été touché par la récession économique mondiale et n'est donc pas censé connaître un effet de relance.

¹ « Evaluer l'impact du développement d'Internet sur les finances de l'Etat », rapport d'études réalisé en octobre 2009 pour la commission des finances du Sénat français

<http://www.senat.fr/commission/fin/evenements/EtudeGreenwichConsulting.pdf>

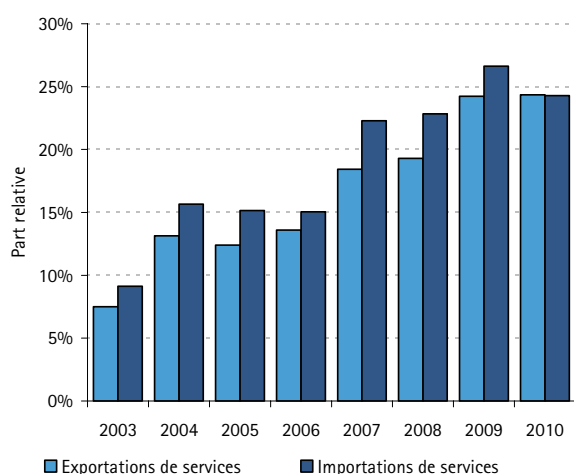
² <http://www.oecd.org/dataoecd/37/13/34963969.xls>

³ http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/material/excel/2010/ICT_dev_top10.xls

⁴ http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/material/excel/2010/Top10_lowestICTprices_09.xls

⁵ «The Atlantic Century: Benchmarking EU and US Innovation and Competitiveness», The information technology & innovation foundation <http://archive.itif.org/index.php?id=226>

Graphique 16: L'importance des acteurs informatiques dans les services autres que financiers se stabilise



Source : STATEC, BCL

On constate qu'en 2010, l'évolution des importations de services des grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information (baisse de 4% par rapport à 2009) contraste avec l'évolution générale des importations de services autres que financiers (hausse de 6%). Pour les exportations de services, les évolutions sont identiques (hausse de plus ou moins 8%).

Au niveau de certaines sous-composantes de la balance des paiements du Luxembourg, les sociétés sous revue sont même prépondérantes respectivement dominantes. En 2010, leur total représente (à titre d'information les pourcentages 2009 se trouvent entre parenthèse):

- 43% de toutes les recettes des autres services aux entreprises (33%) ;
- 39% de l'ensemble des dépenses totales des autres services aux entreprises (33%) ;
- 84% de l'ensemble des recettes totales de services personnels, culturels ou récréatifs (75%) ;
- 77% de toutes les dépenses de services personnels, culturels ou récréatifs (75%).

Cependant des baisses notables peuvent être constatées en 2010 au niveau des services de

télécommunication, suite au départ des deux sociétés :

- 49% de l'ensemble des recettes de télécommunication (57% en 2009) ;
- 63% de toutes les dépenses de télécommunication (83% en 2009).

En plus, notons qu'en 2010, les 17 sociétés ne sont plus prépondérantes dans deux sous-rubriques : les recettes de services informatiques et de l'information et les dépenses de royalties et droits de licences, contrairement à 2009.

Les échanges de services sont fortement concentrés sur le marché européen. Les plus importants pays partenaires sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse et la France. Les Etats-Unis, pays d'origine des sociétés-mère dont dépendent certaines filiales importantes implantées au Luxembourg, arrivent en 4^e respectivement 3^e position et ne représentent que 5% du total des recettes ainsi qu'un peu plus de 8% du total des dépenses enregistrées pour ces sociétés.

En analysant les entreprises individuellement, seules deux voient leurs recettes diminuer de 2009 à 2010: THP Services s.à r.l. et Sky Broadband s.a.. Une évolution qui semble logique vu que ces sociétés sont en période de fin d'activité au Luxembourg et ne l'exercent plus pendant toute l'année 2010. Toutes les autres sociétés voient leurs recettes et dépenses augmenter, dont deux plus sensiblement : iTunes s.à r.l. et Vodafone Procurement Company s.à r.l..

La première société se caractérise surtout par son souci de développement continu et par la diversification de ses activités en Europe : croissance (autour des 50% pour les recettes et 42% des dépenses) qui est confirmée aussi bien par le rapport annuel 2010 déposé au Registre de commerce du Luxembourg qu'au niveau du rapport annuel consolidé d'octobre 2010 au niveau mondial d'Apple Inc¹.

La deuxième société a commencé fin 2008, mais son activité n'a été définitivement lancée qu'en juin 2009, et connaît depuis lors une croissance régulière, surtout par l'élargissement de ses domaines de responsabilité au sein du groupe².

¹ <http://www.apple.com/investor>

² voir également le rapport annuel au 31 mars 2010 de Vodafone Procurement Company s.à r.l. déposé au Registre de commerce du Luxembourg

3.2 La balance des paiements technologiques du Luxembourg

La balance des paiements technologiques (BPT) prend en compte l'ensemble des sociétés actives dans les différents domaines technologiques et ne se limite pas aux 17 entreprises sous revue. Cet indicateur, reconnu au niveau international, mesure les transactions commerciales relatives aux transferts techniques internationaux. Il enregistre la contrepartie versée ou reçue pour l'acquisition ou l'utilisation de brevets, licences, marques, dessins, savoir-faire et de services à contenu technique (y compris l'assistance technique), ainsi que les frais

de recherche et de développement à caractère industriel réalisés avec l'étranger.

En 2010, les recettes et dépenses de la BPT diminuent sensiblement (-11% pour les exportations de services et -15% pour les importations de services). Cette baisse s'explique par le départ de deux sociétés (THP Services s.à r.l. et Sky Broadband s.a.). En neutralisant ce phénomène dans notre analyse, il est intéressant de noter que l'expansion des activités des autres sociétés a permis aux exportations de services d'augmenter de 19%, contre 25% pour les importations de services. Ces hausses s'expliquent avant tout par la relance de l'activité économique après une année de crise en 2009.

Tableau 5: Recettes de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: mio EUR								
Architecture, ingénierie et autres services techniques	62	58	69	58	65	62	77	67	128
Recherche et développement	188	209	192	199	214	207	248	220	274
Redevances et droits de licence	123	113	161	237	313	289	229	270	359
Services de télécommunication	733	737	764	887	1 090	1 525	1 934	2 374	2 045
Services informatiques et d'information	327	1 044	1 837	1 931	1 824	1 022	881	763	501
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ⁽¹⁾	38	14	11	1 160	5	9	68	77	54
Total	1 472	2 175	3 034	4 314	3 427	2 789	3 438	3 770	3 361

Source : STATEC, BCL

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

Tableau 6: Dépenses de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: mio EUR								
Architecture, ingénierie et autres services techniques	64	70	106	82	113	132	142	110	153
Recherche et développement	34	56	49	36	48	44	66	77	137
Redevances et droits de licence	105	96	117	111	128	291	370	331	300
Services de télécommunication	101	507	872	931	1 058	889	945	1 043	684
Services informatiques et d'information	300	322	467	550	533	551	529	539	567
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ⁽¹⁾	69	50	455	115	140	23	125	176	99
Total	673	1 101	2 066	1 825	2 021	1 930	2 178	2 275	1 940

Source : STATEC, BCL

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

Tableau 7: Soldes de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: mio EUR								
Architecture, ingénierie et autres services techniques	-2	-12	-38	-25	-48	-70	-65	-42	-25
Recherche et développement	154	152	144	163	166	164	182	142	136
Redevances et droits de licence	19	17	44	125	185	-2	-140	-61	59
Services de télécommunication	632	230	-108	-43	32	636	989	1 331	1 360
Services informatiques et d'information	28	721	1 370	1 382	1 291	471	352	224	-66
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ⁽¹⁾	-30	-36	-444	1 045	-135	-14	-58	-99	-44
Total	800	1 073	968	2 647	1 491	1 185	1 260	1 495	1 421

Source : STATEC, BCL

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

En analysant les différentes sous-composantes de la BPT, on peut faire le même constat que pour l'ensemble des recettes et dépenses de la BPT. Le recul des importations et exportations des services de télécommunication et des services informatiques et de l'information, ainsi que la baisse des importations de redevances et droits de licences trouvent leur explication dans le départ des deux sociétés. En faisant abstraction de ce départ de notre analyse, toutes les sous-composantes connaissent une hausse aussi bien du côté des importations que de celui des exportations de services, à l'exception des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

Le recul des ventes d'actifs non financiers s'explique essentiellement par la chute des ventes de droits d'émissions CO2 par le groupe sidérurgique présent au Grand-Duché. Par contre, la baisse des achats d'actifs non financiers entre 2009 et 2010 est liée, outre au recul des achats de droits d'émissions CO2 par ce même groupe, à l'acquisition exceptionnelle par une société résidente des droits liés à la commercialisation d'un produit pharmaceutique en 2009.

Les progressions les plus importantes en termes de pourcentage, après exclusion des sociétés ayant cessé leur activité en 2010, ont été décelées pour les exportations de services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques et pour les importations de services de télécommunication. Cette évolution s'explique par le développement de l'activité de la société Vodafone Procurement Company s.à r.l.

Une société active dans le domaine audiovisuel a développé son activité de façon considérable vers la fin 2010, avec un effet non négligeable sur les importations de services de télécommunication. Pour des raisons de confidentialité, aucun nom ne peut être divulgué.

En 2010, le solde est en léger recul par rapport à celui de 2009, mais toujours supérieur à celui de 2008. A priori, les soldes semblent beaucoup varier, mais ceci n'est que le résultat du départ desdites sociétés. Les excédents/déficits « neutralisés » des différentes sous-composantes demeurent semblables à ceux de l'année précédente. Notons que l'excédent des services de télécommunication est en hausse et atteint en 2010 presque 1.4 milliard d'euros.

La ventilation géographique en 2010 diverge légèrement de celle des principaux acteurs informatiques et de l'information. Même si les échanges de services de la BPT restent essentiellement concentrés sur le marché de l'Union européenne (69% pour les exportations de services et 77% des exportations de services). En 2010 les transactions avec des partenaires établis en dehors de l'UE affichent un dynamisme élevé, avec un accroissement de quelque 10% de leur part relative et ce tant pour les exportations que pour les importations. Cette évolution trouve son origine dans le développement des activités du groupe Vodafone au Luxembourg, qui est à l'origine d'une hausse des échanges de services en provenance / à destination des Etats-Unis.

3.3 Le commerce électronique (e-commerce) transfrontalier des ménages résidents

3.3.1 Généralités et aspects méthodologiques

Au départ d'informations de base émanant essentiellement du centre de clearing résident, la balance des paiements reprend – après des retraitements méthodologiques et conceptuels – des transactions relatives au commerce électronique des résidents opérées auprès de fournisseurs non-résidents.

La présente description se limite aux achats transfrontaliers réalisés par les ménages résidents (dépenses), et plus précisément aux transactions concernant les biens, services et transferts courants. En effet, en référence aux recommandations d'enregistrement émanant des organisations internationales et européennes, les ventilations suivantes sont appliquées pour le commerce électronique :

– Biens

Ce poste reprend les achats de marchandises qui font l'objet d'une importation au Luxembourg.

– Services

Les biens et services acquis au départ du Luxembourg, mais pour lesquels le résident se rend à l'étranger pour les consommer, sont repris dans la composante « voyages » (exemple: distractions et transports à l'intérieur du pays visité). Les autres importations de services sont comptabilisées dans la rubrique concernée du service acheté (exemple : les abonnements directs aux journaux et périodiques

sont repris dans la rubrique des «services d'information»). Soulignons déjà ici qu'environ les trois quarts des enregistrements dans les services au départ des opérations de commerce électronique concernent le poste «voyages».

– Transferts courants

On y reprend notamment les participations à des paris et jeux de hasard en ligne, exception faite de l'élément «service» qui lui est répertorié dans les importations de «services personnels, culturels et relatifs aux loisirs».

3.3.2 Nette progression entre 2009 et 2010

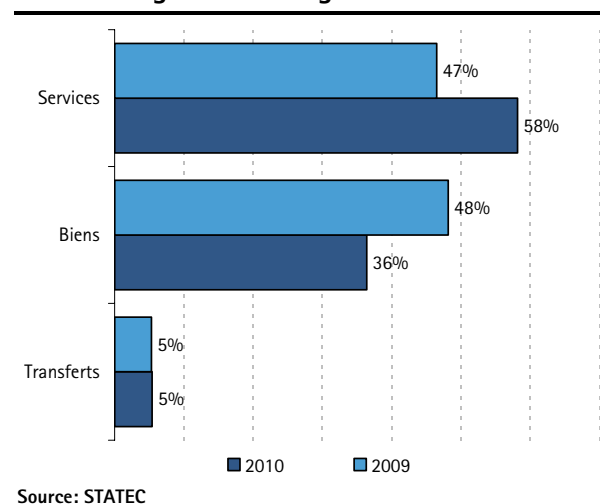
En 2010, le volume des transactions courantes découlant du commerce électronique transfrontalier des ménages s'élève à quelque 240 millions d'euros, en progression de 32 % par rapport à 2009. Cette hausse se poursuit en 2011: en comparant les données du 1^{er} trimestre 2011 par rapport au 1^{er} trimestre 2010, on observe une hausse de presque 60%.

Vu que l'essor du commerce électronique est évidemment fortement lié à celui des équipements en ordinateurs et de l'accès à Internet, le commerce électronique se développe en dépit des failles de sécurité qui jusqu'à peu rendaient les utilisateurs plus réticents à en faire usage. Citons comme exemple les résultats sur l'utilisation Internet en 2010 – Ménages et Individus publiés par Eurostat¹. Notons que, selon ces résultats², près de 60% des utilisateurs d'Internet domiciliés dans l'UE font des achats en ligne, la proportion variant de 79% au

Royaume-Uni à 9% en Roumanie. Au Luxembourg, les internautes sont à peu près 67 % à acheter en ligne en 2010, contre seulement 60% en 2008. De plus, 70 % des ménages des 27 pays de l'UE ont accès à Internet en 2010³, contre 41% en 2004. Au Luxembourg, l'accès à Internet n'a cessé d'augmenter entre 2004 (59%) et 2010 (90%).

Il semble évident qu'à côté du recours croissant des consommateurs au commerce électronique, une partie de la progression observée pour 2010 est également liée à la reprise de l'économie en général faisant suite à l'année de crise économique de 2009. Malheureusement, nous ne disposons pas d'assez d'éléments pour déceler exactement la répercussion de chacun de ces éléments sur les résultats totaux.

Graphique 17: Répartition par rubrique des achats en ligne des ménages



Source: STATEC

¹ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-QA-10-050/EN/KS-QA-10-050-EN.PDF

² Eurostat Datacenter [isoc_pibi_hiac] – http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=isoc_pibi_hiac&lang=en

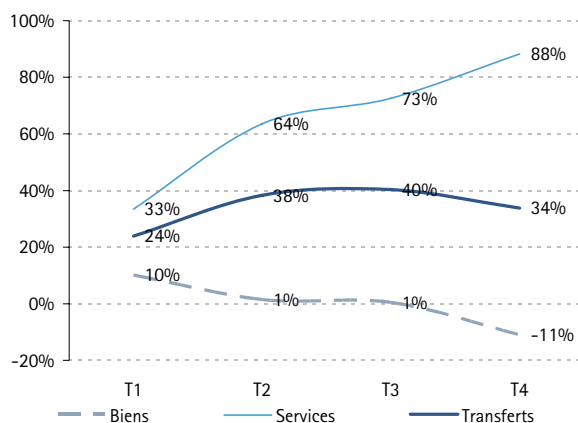
³ Eurostat Datacenter [isoc_ec_ibuy] – http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=isoc_ec_ibuy&lang=en

En 2010, les achats de services sont dominants (58% du total des achats liés au commerce électronique), suivi des achats de biens (36%). En 2009, la part relative des achats de biens était encore légèrement supérieure à celle des services (48% contre 47% du total des achats effectués). La principale raison de ce changement est la suivante : alors que les services et les transferts courants importés par les ménages ont connu une forte progression en valeur, le total des biens importés a stagné (autour des 86 millions d'euros) et a ainsi perdu de son importance relative.

Comme déjà mentionné ci-dessus, environ les trois quarts des enregistrements dans les services au départ des opérations « e-commerce » concernent le poste des « voyages » (74% du total des services achetés en 2009 contre 71% en 2010), suivi des « autres services » (8% du total des services achetés via Internet en 2010) et des services d'information (6%).

En ce qui concerne les achats de biens par Internet en 2010, la catégorie la plus importante, avec un poids de quelque 30%, est celle relative aux acquisitions faites sur base d'un catalogue disponible sur Internet, pour lequel l'offre ne se limite pas à une seule catégorie de produits, mais englobe toute une panoplie de biens. En deuxième position se place l'habillement (16%), suivi des biens informatiques (12%) ainsi que de l'alimentation (10%).

Graphique 18: Variations trimestrielles des achats en ligne entre 2010 et 2009 (en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



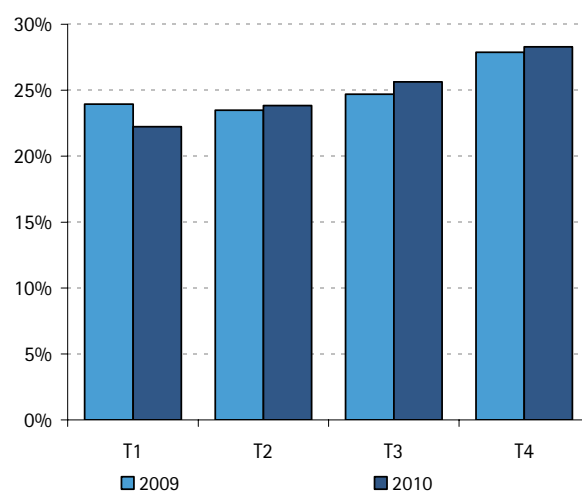
Source : STATEC

L'achat en ligne de services par les ménages luxembourgeois auprès de fournisseurs étrangers connaît la progression entre 2009 et 2010 la plus notable et continue, avec même une hausse de 88% au 4^e tri-

mestre 2010 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique surtout par la croissance des services de voyages acquis au départ du Luxembourg, qui représentent à eux seuls - selon le trimestre - entre 60% à 72% du total de l'augmentation des services.

L'évolution pour la même période est cependant négative pour les biens. Entre 2009 et 2010, le total des biens achetés en ligne par les ménages résidents auprès de fournisseurs non-résidents est pratiquement stable. Sous considération que les services et transferts courants continuent à croître, on constate en 2010 une diminution de la part relative des achats de biens par rapport à 2009. En comparant la progression 2009/2010 au niveau trimestriel, on constate que les achats de biens au premier trimestre sont encore en hausse (10%), même si cet accroissement est moins important que pour les services (+33%) et les transferts (24%). Alors que les services et transferts continuent leur nette progression, les achats de biens connaissent une stagnation au 2^e et 3^e trimestre (+1%). C'est le 4^e trimestre qui enregistre un net recul de 11% pour les biens, de sorte qu'il sera intéressant de poursuivre cette analyse en 2011, afin de pouvoir déterminer s'il s'agit d'un phénomène persistant ou plutôt temporaire.

Graphique 19: Répartition trimestrielle des dépenses des ménages effectuées sur Internet (en % des transactions annuelles)



Source : STATEC

Les transactions relatives au commerce électronique des résidents ne sont pas soumises à une saisonnalité trimestrielle prononcée. Les achats opérés en fin d'année sont légèrement supérieurs à ceux réalisés en début d'année; le même constat est d'ailleurs fait au chapitre traitant des grandes entreprises actives

dans le domaine informatique. Il semble que les achats en fin d'année augmentent sensiblement, non seulement chez les commerçants habituels, mais aussi grâce à une augmentation de l'offre générée par l'accroissement du nombre de commerçants offrant leurs biens et services par Internet.

Tableau 8: Ventilation géographique par zone des transactions pour 2010 (en %)

	Total	Pays limitrophes	Autres pays zone euro	Autres pays UE	Pays hors UE
Biens	100	52	11	26	11
Services	100	40	27	20	13
Transferts	100	12	20	45	22

Source : STATEC

Les transactions restent essentiellement concentrées sur le marché de l'Union européenne (89% pour les biens, 87% pour les services ainsi que 78% pour les transferts). Les achats de biens et de services se font avant tout avec des fournisseurs établis dans un des trois pays limitrophes du Luxembourg. Les transferts courants ont lieu avant tout avec des pays de l'UE qui ne sont pas membres de la zone euro, la contrepartie principale étant le Royaume-Uni (voir aussi le tableau TOP5 des pays partenaires).

Pour les biens et services, les trois pays limitrophes se retrouvent parmi les 5 principaux partenaires, avec l'Allemagne en première position pour les biens, et la France en première position pour les services.

Tableau 9: TOP5 des pays en termes d'achats en ligne effectués par les ménages en 2010 (en % de la composante)

	Biens		Services		Transferts	
	Pays	%	Pays	%	Pays	%
1	Allemagne	27	France	22	Royaume-Uni	44
2	Royaume-Uni	24	Irlande	17	Gibraltar	14
3	France	20	Royaume-Uni	16	Malte	11
4	Etats-Unis	8	Allemagne	12	France	10
5	Belgique	6	Belgique	6	Etats-Unis	4
6	Autres	16	Autres	27	Autres	17

Source : STATEC

La plupart des achats de biens en Allemagne se concentrent sur l'habillement des enfants et la vente par catalogue¹, ceux en Royaume-Uni sur l'habillement en général et les biens informatiques et en France, surtout sur la vente par catalogue.

Les achats de services des ménages résidents en France concernent avant tout des dépenses enregistrées dans la rubrique des voyages, suivies des services d'information comme p.ex. les abonnements à des journaux et périodiques.

Etant donné que la participation à des jeux de hasard en ligne est essentiellement reprise au niveau des transferts courants, il n'est pas étonnant de voir dans le TOP 5 des pays comme Gibraltar et Malte, qui sont considérés comme des plaques tournantes du marché des jeux en ligne, du fait que leur législation nationale présente certains avantages liés à cette activité.

¹ sont repris les commerçants qui ne vendent pas qu'une seule catégorie de biens, mais une panoplie de biens sur base d'un catalogue présent sur Internet (par exemple Otto ou Amazon)

4. Forte progression des services (autres que financiers et BPT)

En général, nous constatons que les services (autres que financiers et BPT) connaissent une progression de 14% pour les recettes et de 10% pour les dépenses, ce qui est contraire à l'évolution de l'année précédente. Après l'année de crise 2009, on revient même à un niveau supérieur à 2008, aussi bien pour les exportations que les importations.

En analysant les sous-composantes, on constate que seules les recettes et les dépenses de services de construction stagnent (-1% par rapport à 2009). Tous les autres services connaissent un accroissement entre 2009 et 2010.

Aussi bien pour les exportations que les importations, les plus importantes progressions ont pu être notées, en valeur absolue, pour les autres services aux entreprises (respectivement 814 millions pour les exportations et 401 millions pour les importations) et en pourcentage pour les services personnels, culturels (respectivement 34% et 27%).

L'excédent constaté en 2010 des autres services aux entreprises est nettement supérieur à celui de l'année de crise 2009, avec une progression de 35%. Cet excédent est composé avant tout (à 98%) de l'excédent du négoce international et des autres services liés au commerce.

A souligner que l'excédent du négoce international augmente de 55% à lui seul (de 528 millions d'euros en 2009 à 820 millions en 2010). Cette évolution s'explique par celle des transactions nettes réalisées par les principaux opérateurs en partie actifs dans le négoce international de produits de fer et d'acier et dont les deux causes principales sont une augmentation tant en volume qu'en prix.

Après le recul de l'utilisation apparente d'acier¹ en 2009, l'année 2010 – selon un communiqué de presse publié en avril 2011 par la World steel association² – a été beaucoup plus propice au secteur sidérurgique. L'utilisation apparente d'acier a été en hausse de presque 13.2% sur le niveau mondial, et même de 21.2% dans l'Union européenne, seule l'utilisation en Afrique a connu un recul de 3.6% en 2010. Pour les années 2011 et 2012, les estimations de la WSA prévoient une croissance continue autour de 6% au niveau mondial, et de 4 à 5% au niveau européen.

Tableau 10: Recettes des services autres que services financiers et BPT 2002-2010

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: mio EUR								
Transport	1 547	1 560	1 751	2 150	2 310	2 530	2 858	2 252	2 574
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 891	2 936	3 049	2 992	3 107
Construction	127	146	187	231	268	350	416	337	335
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 937	1 875	2 140	2 300	2 695
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 525	3 076	4 667	5 752	5 316	6 130
Services personnels, culturels	171	144	152	195	263	455	614	762	1 021
Total	7 389	7 738	8 653	9 578	10 745	12 813	14 829	13 959	15 862

Source : STATEC, BCL

Tableau 11: Dépenses des services autres que services financiers et BPT 2002- 2010

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: mio EUR								
Transport	790	692	854	1 020	1 079	1 282	1 391	1 116	1 233
Voyages	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 535	2 594	2 616	2 698
Construction	244	280	321	343	386	463	530	439	437
Services d'assurance	817	743	912	991	1 310	1 083	1 281	1 314	1 574
Autres services aux entreprises	1 572	1 869	2 403	2 643	3 014	4 036	4 599	4 140	4 541
Services personnels, culturels	325	369	384	266	340	448	561	694	883
Total	5 791	6 098	7 225	7 661	8 623	9 847	10 956	10 319	11 366

Source : STATEC, BCL

¹ L'utilisation apparente d'acier – en anglais « apparent steel use » (ASU) – est une autre manière de se référer à la consommation apparente d'acier. Il s'agit de la somme mathématique de la production et des importations, moins les exportations. La différence entre « apparente » et « réelle » est que la dernière définition prend également en compte l'évolution des stocks

² « Worldsteel short range outlook », World steel association – <http://www.worldsteel.org/index.php?action=newsdetail&tid=322>

De plus, le prix de l'acier n'a cessé d'augmenter en 2010 : en prenant comme référence l'indice du prix de l'acier INSEE¹ publié par la Fédération française de l'acier (année 2005=100), on note que cet indice se trouvait en janvier 2010 à 104.9 et progresse jusqu'en décembre 2010, pour se retrouver à un niveau de 124.6.

En ce qui concerne l'excédent des autres services liés au commerce, il est important de noter que selon les méthodologies internationales, certaines recettes et dépenses de plusieurs grandes entreprises actives dans le domaine informatique y sont enregistrées et donc les trois plus importants opérateurs sont à compter parmi ces entreprises, et représentent pas moins de 75% des services exportés ainsi que 92% des services importés. Le groupe de ces entreprises connaît une hausse de 19% des exportations de services contre 25% pour les importations (si on fait abstraction des deux sociétés ayant quitté le Luxembourg – voir aussi le chapitre de la balance des paiements technologiques), ce qui explique donc essentiellement l'évolution des autres services liés au commerce.

Comme pour 2009, les services personnels et culturels continuent à connaître la plus forte progression en pourcentage des services autres que financiers et BPT. Entre 2009 et 2010, il s'agit d'une hausse de 34% des services exportés et de 27% des services importés – une hausse qui est même supérieure à celle constatée pour les exportations de 2009 (+24%). Cette évolution s'explique par la performance du principal opérateur actif dans ce domaine et spécialisé dans la vente et la distribution via Internet de produits audiovisuels, qui confirme dans ses comptes annuels au 25 septembre 2010² une hausse de 43% du chiffre d'affaires et de 38% des charges d'exploitation.

Les services internationaux d'assurance directe correspondent à la charge de services incluse dans les primes ainsi qu'aux frais de services auxiliaires afférents aux contrats d'assurance et non pas à la totalité des primes proprement dites. La différence entre les primes encaissées et le service imputé (calculé) est portée soit en « transferts courants » pour les assurances non-vie et les réassurances, soit

en « autres investissements » pour l'assurance-vie et les réassurances-captives. Il est important de noter que les données de la balance des paiements restent en partie basées sur des indicateurs, étant donné que les chiffres de base n'ont pas été entièrement disponibles lors de la clôture de la production des séries statistiques. Comme le confirme un communiqué de presse du Commissariat aux assurances³, le secteur des assurances enregistre en 2010 une croissance globale de 25.3%, surtout dans le domaine de l'assurance-vie classique (43.4%). Dans la balance des paiements, les recettes au titre de services d'assurances augmentent globalement de 17%, contre 20% pour les dépenses.

La sous-composante des services de transport a connu en 2009 la plus forte baisse par rapport à 2008, et ceci aussi bien au niveau des recettes que des dépenses. Toutefois, désormais elle se retrouve en pleine reprise économique, avec +10% du côté des exportations de services et de +14% pour les importations.

La quasi-totalité (97%) de la hausse des recettes de transport (environ 320 millions d'euros) s'explique par celle du transport aérien, qui se subdivise de la manière suivante : 6% des recettes proviennent du transport aérien de personnes, 92% du transport aérien de fret et 2% des autres activités liées au transport aérien. Le transport aérien de fret est de nouveau le principal responsable des fluctuations, expliquant aussi bien la baisse spectaculaire en 2009 que la reprise un peu moins prodigieuse en 2010. Il est intéressant de voir que le niveau des services exportés retrouve approximativement celui de 2005.

Le principal opérateur (Cargolux Airlines International s.a.) du secteur de transport aérien de marchandises a annoncé dans son rapport annuel⁴ une année solide avec un relèvement du chiffre d'affaires d'un peu plus de 29%. Cette évolution est confirmée par l'IATA (International air transport association) dans son Cargo eChartbook – Q1 2011⁵ indiquant que les revenus mondiaux de transport aérien de fret ont connu une croissance spectaculaire d'environ 30% en 2010, aussi bien par une hausse importante des volumes que des rendements.

¹ Fédération française de l'acier – <http://www.acier.org/pages/stat/Archives/indices.xls>

² iTunes s.à r.l. –comptes annuels au 25 septembre 2010 déposés auprès du registre de commerce luxembourgeois

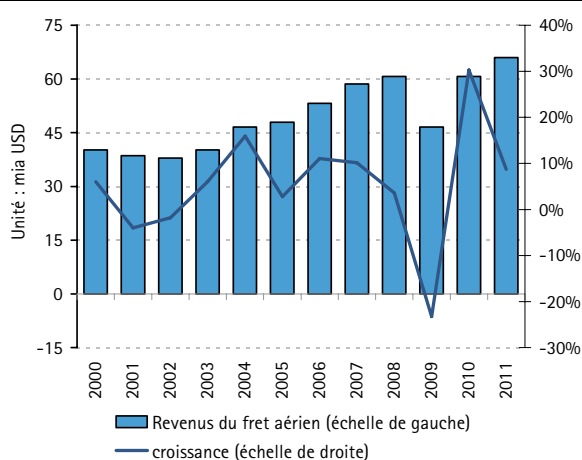
³ Communiqué de presse du Commissariat aux assurances – http://www.commassu.lu/upload/files/193/COMMUNIQUE%202010_4.pdf

⁴ Rapport annuel 2010 de Cargolux Airlines International s.a. – <http://www.cargolux.com/Press/AnnualReport>

⁵ <http://www.iata.org/whatwedo/Documents/economics/eChartbook-Q1-2011.pdf>

Toujours selon l'IATA, on s'attend pour 2011 à ce que les revenus mondiaux de transport aérien de fret dépassent les niveaux d'avant crise, mais évidemment le taux de croissance ralentira. Au 1^{er} trimestre 2011, les volumes ont commencé à augmenter, mais avec une croissance inférieure à 10% par rapport à 2010. Par contre, les rendements ont cessé de s'améliorer fin 2010, vu que la croissance de la capacité anticipait la demande. Donc le secteur retrouve un rythme de croisière, après le pic de croissance du mois de mai 2010.

Graphique 20: Revenus globaux de l'industrie mondiale du transport de fret aérien



Source : ICAO, IATA

Ainsi Cargolux Airlines International s.a. a évolué plus ou moins au même rythme que le marché mondial du transport aérien de fret et se retrouve toujours en 9^e position du classement des opérateurs mondiaux de transport aérien¹ et en troisième position au niveau européen. Ce classement est publié par l'IATA dans sa publication WATS (World air transport statistics) - 54^e édition).

Par ailleurs, en même temps que l'excédent des services de transport augmente de 18% par rapport à 2009 pour monter à 1.3 milliard d'euros en 2010, un des principaux postes de charges des sociétés de transport, c'est-à-dire les achats de provisions de bord, connaît - sous l'effet de la flambée du prix du pétrole et d'une devise européenne moins forte par rapport au dollar américain qu'en 2008 - une hausse notable de 24% (achats de 443 millions d'euros en 2010 contre 355 millions en 2009). Cette évolution est identique à celle constatée dans le rapport annuel de 2010 de Cargolux Airlines Inter-

national s.a. pour les coûts de carburants (augmentation de 27% pour représenter un peu plus de 40% des coûts totaux de cette société). En incluant ces charges dans le calcul du solde des services de transport, l'excédent ainsi calculé augmente de 780 millions d'euros en 2009 à 898 millions en 2010, soit une hausse nette (15%) moins importante que celle découlant des seuls services de transport. L'effet de la croissance exceptionnelle des revenus du transport aérien de fret a permis de compenser la hausse du prix de pétrole.

En ce qui concerne la hausse de 10% des dépenses de transport, deux éléments majeurs sont à mettre en exergue. D'un côté, la hausse des frais directement liés à l'activité du transport aérien de marchandises (« handling, landing, overflying ») qui sont en hausse de presque 6% pour Cargolux Airlines International s.a., et de l'autre côté les frais de transport liés au lancement en 2010 d'un satellite par SES Astra, alors qu'en 2009 aucun lancement n'avait été enregistré.

Les services de construction continuent à connaître un déficit, similaire à celui de l'année passée (autour des 100 millions d'euros). Les flux bruts n'enregistrent que peu de variation et restent plus ou moins stables (recul de 1%), et ce aussi bien du côté des recettes que de celui des dépenses. Cette évolution s'explique en partie par l'activité du principal opérateur résident, qui, largement exposé au secteur sidérurgique, n'a pas encore réussi à augmenter considérablement son carnet de commandes. Les nouvelles commandes en 2010 progressent cependant de 30%, ce qui laisse prévoir une hausse importante du chiffre d'affaires en 2011.

Le poste des « voyages » s'est soldé en 2010 par un excédent de quelque 0.4 milliard d'euros en légère augmentation par rapport à l'année précédente, alors que tant les recettes (3.9%) que les dépenses (3.2%) ont connu des progressions par rapport à 2009.

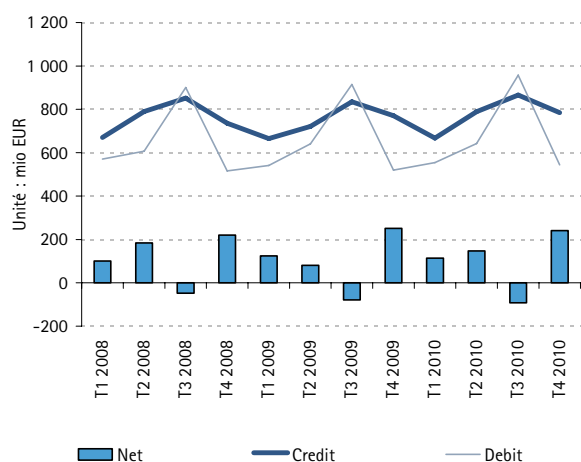
La rubrique des voyages englobe également les biens et services acquis par les excursionnistes, c'est-à-dire par les « voyageurs » qui ne séjournent pas sur le territoire visité.

¹ <http://www.iata.org/ps/publications/Pages/wats-freight-km.aspx>

Ainsi les achats personnels de biens et services effectués par les travailleurs frontaliers sont également classés dans la rubrique des voyages. En raison des ventes de produits «accisables» à des non-résidents, les recettes du Luxembourg affichent un niveau élevé. En 2010, les ventes de tabac (en valeur) à des voyageurs non-résidents connaissent un niveau pratiquement similaire à celui de 2009, alors que les ventes de carburant sont en augmentation, notamment en raison d'un effet prix, qui, pour ce qui est de l'essence, a contribué à effacer la diminution en volume.

En ce qui concerne la saisonnalité des recettes et dépenses trimestrielles, on note un profil prononcé au niveau des dépenses (avec une augmentation sensible au troisième trimestre), alors que les recettes sont plus équilibrées en raison de la prise en compte des ventes régulières de produits «accisables» aux travailleurs frontaliers et autres voyageurs non-résidents présents sur le territoire du Luxembourg.

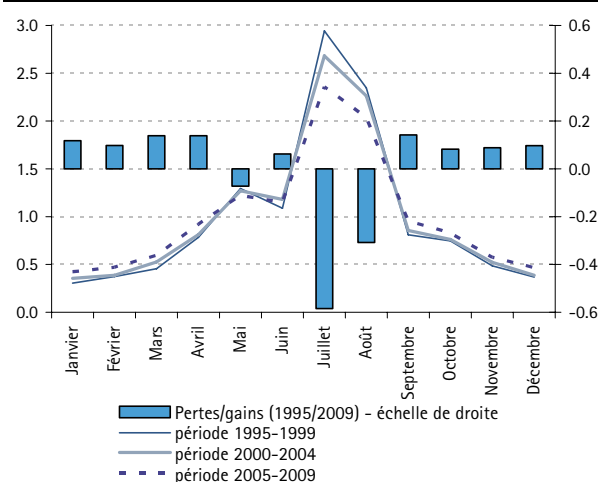
Graphique 21 : Résultats trimestriels des services de voyages (2008-2010)



Source: STATEC, BCL

S'il est vrai que les recettes reprises en balance des paiements au titre de «voyages» présentent un profil saisonnier plutôt plat (en comparaison notamment avec les dépenses), ceci n'est plus le cas si on se base sur les informations émanant de la statistique de l'hébergement. En effet, les coefficients saisonniers des nuitées passées par des non-résidents sur le territoire national font ressortir un profil saisonnier très prononcé qui a cependant – au fil des années – une tendance à la diminution de l'effet saisonnier, tout particulièrement avec une baisse de la concentration (fréquentation relative) pour les mois de juillet et août.

Graphique 22: Statistiques d'hébergement : coefficients saisonniers – nuitées



Source: STATEC, BCL

5. Evolution globale des exportations de services par zone/pays

Tableau 12: Evolution des exportations de services pour une sélection de zones/pays

	Variation annuelle en %					Part relative en %					
	2000/1995	2005/00	2008	2009	2010	1995	2000	2005	2008	2009	2010
Exportations totales de services											
Monde	23	8	0	-10	19	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	19	9	2	-10	7	47.9	41.2	41.4	39.8	39.5	35.5
Allemagne	21	10	-2	-6	5	18.4	17.2	18.4	18.5	19.3	17.0
Belgique	19	6	3	-19	7	16.4	14.0	12.3	11.3	10.2	9.1
France	16	10	10	-9	12	13.1	10.0	10.7	10.0	10.1	9.5
BRICS	20	19	2	-16	34	0.7	0.6	1.0	1.4	1.3	1.5
Brésil	19	7	12	-23	61	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.4
Russie	34	-1	18	17	-1	0.1	0.2	0.1	0.3	0.3	0.3
Inde	-4	61	-47	-25	8	0.1	0.0	0.2	0.1	0.1	0.1
Chine	24	81	29	-19	47	0.0	0.0	0.4	0.4	0.4	0.5
Afrique du Sud	16	4	-2	-28	42	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Royaume-Uni	26	20	30	-8	3	4.8	5.5	9.1	13.9	14.1	12.2
Suisse	25	4	-8	-14	14	12.2	13.6	11.3	9.3	8.8	8.5
Etats-Unis d'Amérique	28	-6	5	-3	36	7.3	9.0	4.5	4.3	4.6	5.2
Intra zone euro	21	9	-1	-10	14	61.7	57.6	59.6	56.5	56.1	53.4
Extra zone euro	25	7	1	-9	27	38.3	42.4	40.4	43.5	43.9	46.6
Intra EU-27	22	10	3	-10	13	68.8	66.5	72.7	74.3	74.4	70.1
Extra EU-27	24	4	-9	-10	40	31.2	33.5	27.3	25.7	25.6	29.9
Exportations de services financiers											
Monde	29	7	-7	-14	28	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	27	6	-3	-15	7	38.8	35.0	33.8	35.2	34.6	29.0
Allemagne	26	7	-7	-12	4	20.6	18.0	17.6	18.4	18.8	15.3
Belgique	27	5	2	-25	11	13.0	11.7	10.7	11.0	9.5	8.3
France	29	8	-1	-8	12	5.2	5.2	5.5	5.8	6.2	5.5
BRICS	20	14	-41	-30	43	0.8	0.5	0.7	0.7	0.6	0.6
Brésil	14	1	-58	26	67	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Russie	14	30	-12	-10	20	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
Inde	-9	37	-76	-40	-12	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0
Chine	26	89	-22	-3	56	0.0	0.0	0.3	0.1	0.1	0.2
Afrique du Sud	31	-3	-7	-56	50	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2
Royaume-Uni	36	16	40	-20	22	3.7	4.7	6.9	12.1	11.2	10.7
Suisse	26	5	-11	-15	18	20.6	18.0	16.3	12.7	12.6	11.7
Etats-Unis d'Amérique	26	-7	1	-4	42	9.9	8.7	4.3	4.3	4.8	5.3
Intra zone euro	30	8	-8	-15	17	50.8	52.5	55.5	53.9	53.3	48.9
Extra zone euro	29	6	-7	-13	40	49.2	47.5	44.5	46.1	46.7	51.1
Intra EU-27	30	9	-3	-15	19	57.1	59.4	65.2	68.8	67.8	63.2
Extra EU-27	28	4	-16	-11	46	42.9	40.6	34.8	31.2	32.2	36.8
Exportations de services autres que financiers											
Monde	14	11	14	-3	8	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	12	11	10	-4	7	56.7	52.6	52.9	47.2	46.6	46.4
Allemagne	14	15	7	3	8	16.3	15.8	19.5	18.7	19.9	19.8
Belgique	12	6	5	-10	2	19.7	18.2	14.8	11.9	11.1	10.4
France	12	11	17	-9	12	20.7	18.5	18.6	16.6	15.7	16.2
BRICS	21	25	51	-9	30	0.6	0.8	1.5	2.5	2.4	2.9
Brésil	29	14	62	-32	59	0.1	0.2	0.2	0.7	0.5	0.7
Russie	38	-8	28	23	-5	0.2	0.5	0.2	0.5	0.7	0.6
Inde	21	87	165	-15	17	0.0	0.0	0.3	0.2	0.2	0.2
Chine	24	77	48	-22	45	0.0	0.1	0.6	0.9	0.8	1.0
Afrique du Sud	-29	58	22	78	35	0.2	0.0	0.1	0.1	0.3	0.3
Royaume-Uni	19	24	20	5	-13	5.9	7.1	12.6	16.8	18.3	14.8
Suisse	22	2	17	-11	-5	4.1	5.7	3.7	3.8	3.5	3.1
Etats-Unis d'Amérique	30	-3	13	0	27	4.9	9.5	4.9	4.3	4.4	5.1
Intra zone euro	12	10	10	-4	10	72.2	66.8	65.9	60.6	60.1	61.1
Extra zone euro	18	11	20	-2	5	27.8	33.2	34.1	39.4	39.9	38.9
Intra EU-27	14	12	12	-2	5	80.2	79.3	84.1	83.0	83.7	81.7
Extra EU-27	15	5	24	-7	22	19.8	20.7	15.9	17.0	16.3	18.3

Source: STATEC, BCL

La variation annuelle pour une période représente le taux d'accroissement annuel moyen, alors que la variation annuelle pour une année donnée est calculée par rapport à l'année précédente.

Après le ralentissement de l'économie mondiale en 2009, le commerce international de services du Luxembourg connaît une très nette reprise au courant de l'année 2010. Du point de vue des recettes, les services autres que financiers enregistrent une hausse de 8%, mais ce sont surtout les services financiers qui se distinguent avec une croissance de 28% dégageant ainsi un excédent record de 16.7 milliards d'euros.

Concernant les exportations totales de services, la part relative des pays limitrophes poursuit le rythme décroissant entamé en 2009 avec 39.5% et passe à seulement 35.5% en 2010 (par rapport à 47.9% en 1995).

Désormais, cette régression est également observée pour les exportations de biens, mais dans une plus faible envergure : leur part relative représente 53.7% du total en 2010 par rapport à 55.6% en 2009.

La baisse de la part relative enregistrée en 2009 pour la Belgique se poursuit en 2010 avec un nouveau point bas, soit 9.1% du total des exportations de services.

L'analyse détaillée révèle d'autre part que l'Allemagne a également perdu en importance relative, en passant d'un poids relatif de 19.3% en 2009 à 17% en 2010. Cet affaiblissement trouve son origine dans la forte diminution de la part relative des exportations de services financiers à destination de l'Allemagne, qui perdent 3.5 points de pourcentage en 2010.

En ce qui concerne les pays européens, il faut constater que le poids du Royaume-Uni, tout en restant considérable avec 12.2%, ne témoigne plus du même niveau qu'en 2009 (14.1%). Toutefois, par rapport à la période d'avant crise, tant les exportations de services financiers que de services non financiers ont cependant vu leur part relative augmenter en 2010. Ainsi, le Royaume-Uni a su maintenir le 2^e rang parmi les principaux pays partenaires, la première place revenant toujours à l'Allemagne. Par contre, la France a dépassé la Belgique qui n'occupe désormais plus que la 4^e place, sous l'effet de l'évolution précédemment décrite.

La Suisse, autre économie en dehors de la zone euro, a également subi un certain recul de son poids relatif dans toutes les catégories de services : le point marquant est constitué par les exportations de services financiers qui continuent leur baisse en

termes relatifs et passent de 18.0% en 2000 à seulement 11.7% en 2010.

L'analyse de la répartition géographique au niveau des zones démontre une modulation du poids des économies membres de la zone euro, qui recule de 56.1% en 2009 à 53.4% en 2010. Le revirement au profit de la zone extra-euro est d'autant plus apparent pour les exportations de services financiers qui gagnent substantiellement en importance relative avec une part de 51.1% en 2010, contre 46.7% en 2009.

Une évolution comparable s'est produite pour la zone intra-UE 27 : la tendance à la hausse des années précédentes s'est achevée en 2010 (70.1%) en faveur de la zone extra-UE 27, dont l'importance globale passe de 25.6% en 2009 à 29.9% en 2010. La reprise considérable des exportations de services en 2010 vient donc en grande partie des pays ne faisant partie, ni de la zone euro, ni de l'Union européenne. En effet, comme il ressort notamment du tableau 6 de l'annexe statistique, des accroissements notables ont été constatés en 2010 pour les exportations de services à destination des États-Unis d'Amérique (part relative en 2010 : 5.2%), du Japon (2.6%), de Taiwan (2%), Hong-Kong (1.3%) et Singapour (0.6%).

En 2010, le groupement des superpuissances émergentes s'est élargi par l'adhésion de l'Afrique du Sud. Pour les exportations totales de services, le nouveau groupe des pays BRICS a confirmé la progression des dernières années et a réussi à doubler son poids dans le total des exportations de services par rapport à 1995 (soit 1.5% en 2010).

L'importance économique grandissante des pays BRICS est surtout confirmée par l'évolution des exportations de services non financiers avec un quintuplement de leur part relative passant de 0.6% en 1995 à 2.9% en 2010.

La carte (graphique 23) représente le taux de croissance des exportations de services de l'année 2010 par rapport à 2009. Il est à noter que les exportations de moins d'1 million d'euros sont écartées de cette approche de la présentation géographique d'informations. Quatre catégories principales sont différenciées : évolution négative, hausse inférieure à 25%, progression entre 25 et 100%, la dernière catégorie représentant au moins un doublement des exportations entre 2009 et 2010.

Au niveau global, c'est-à-dire avec la contrepartie reste du monde, les exportations de services ont

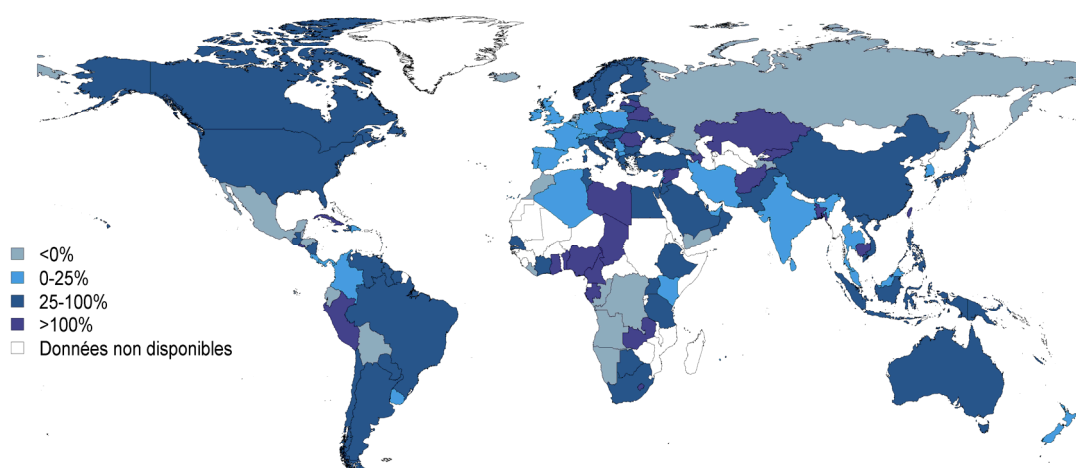
augmenté de 19.5% en 2010. Avec nos principaux partenaires, les taux de progression sont notables sans pour autant atteindre la moyenne au niveau reste du monde : Allemagne (5.4%), Royaume-Uni (3.3%), France (11.8%), Belgique (6.6%), Suisse (14.5%).

Sous la dynamique des services financiers, les exportations de services à destination de l'Italie connaissent au niveau individuel des pays en 2010 la plus importante augmentation en valeur (1.6 milliard d'euros), ce qui représente un accroissement de 56% par rapport à 2009, hissant de la sorte l'Italie au cinquième rang des principaux pays de destination des exportations de services du Luxembourg.

Au niveau des continents, c'est l'Asie qui marque la plus importante progression avec 71%, contre 13.4% pour l'Europe. Les pays asiatiques qui affichent les accroissements les plus importants – tant en valeur qu'en pourcentage – sont Taiwan (hausse en valeur de 603 millions d'euros correspondant à un taux de progression de 141%), le Japon (544 – 70%) et Hong Kong (254 – 60%). En outre, le Vietnam affiche un taux de progression de 187%, correspondant à une augmentation en valeur de 35 millions d'euros.

Parmi les pays à évolution négative, on note notamment les Pays-Bas (6%), la Russie (1%) et Monaco (1%).

Graphique 23: Distribution géographique du taux d'accroissement des exportations de services 2010



La mesure des avantages comparatifs révélés (ACR) par l'indicateur de Balassa

Afin d'identifier les avantages comparatifs d'une économie par rapport au reste du monde, le Manuel des statistiques du commerce international des services¹ préconise l'évaluation des ACR par l'indicateur de Balassa. Cet indicateur mesure l'intensité de spécialisation commerciale d'un service d'un pays dans une région par rapport au monde. Il revient donc à mettre en rapport la part des exportations d'un service dans le total des exportations de services du Luxembourg avec cette même part calculée pour le commerce mondial.

Pour les calculs, on s'est basé sur les données de l'OMC ainsi que sur les données de la balance des paiements du Luxembourg. Si l'indicateur est supérieur à 1, le pays est considéré comme spécialisé dans la branche (avantage comparatif dans la branche), puisqu'il est relativement plus exportateur que la zone de référence qui, dans notre cas, représente l'économie mondiale.

Tableau 13: Les avantages comparatifs révélés par l'indicateur Balassa

	1997	2006	2007	2008	2009
Transport	0.26	0.26	0.24	0.26	0.26
Voyages	0.44	0.27	0.24	0.26	0.27
Autres services commerciaux	1.87	1.71	1.70	1.68	1.62
dont					
Services de télécommunication	n.d.	1.09	1.37	1.75	2.22
Constructions	n.d.	0.31	0.36	0.38	0.33
Services financiers	n.d.	8.53	7.79	8.01	7.94
Services d'assurance	n.d.	2.26	1.80	2.05	2.28
Services informatiques et d'information	n.d.	1.02	0.46	0.37	0.33
Redevances et droits de licence	n.d.	0.14	0.11	0.09	0.10
Autres services aux entreprises	n.d.	0.32	0.40	0.50	0.49
Services personnels, culturels	n.d.	0.53	0.73	1.25	1.51

Source : STATEC, BCL, OMC

n.d. = non disponible

Les exportations des services financiers connaissent la plus forte valeur entre 2006 et 2009. La valeur de 7.94 doit être interprétée de la façon suivante: en matière de services financiers, le Luxembourg exporte 694% de plus que la moyenne des autres pays. Vu la dominance de la place financière au Luxembourg, ce résultat semble peu surprenant, même si on constate une légère fluctuation d'une année à l'autre.

Des avantages comparés du Luxembourg par rapport au reste du monde peuvent aussi être observés dans les services d'assurance, qui connaissent une impor-

tance relative dans les exportations qui est à peu près le double de celle des autres pays. Comme pour les services financiers, des fluctuations d'une année à l'autre peuvent être détectées, sans pour autant que des différences notables et continues puissent être décelées.

Cependant le positionnement du Luxembourg pour les services de télécommunication ainsi que pour les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs est en constante amélioration. Pour les services de télécommunication, on trouve en 2006 un niveau de quasi-parité entre les exportations des services du Luxembourg et les exportations mondiales. Cependant en 2009, le niveau des exportations a doublé par rapport aux autres pays. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette spécialisation dans un contexte global: l'activité essentiellement internationale de l'opérateur principal actif dans le domaine de la transmission par satellite, l'extension continue du Luxembourg comme pôle de développement européen (important pour le commerce électronique), l'investissement accru dans l'amélioration d'une infrastructure appropriée pour Internet et la mise en place de nouvelles technologies (p.ex. le développement d'un réseau d'Internet à haut débit de qualité). La réglementation en place favorise ces processus et attire une multitude de groupes internationaux, dont la plupart sont actifs principalement sur les marchés européens.

Les exportations de services personnels, culturels et relatifs aux loisirs connaissent une progression similaire que les services de télécommunication. En 2006, les exportations des acteurs luxembourgeois ne représentaient qu'environ la moitié de la moyenne des exportations des autres pays. En 2008, les expéditions du Luxembourg commencent à être légèrement supérieures à celles des autres pays (25%), pour arriver en 2010 à une importance relative qui est de 51% supérieure à celle des autres pays. Cette évolution peut être expliquée par la performance du principal opérateur actif dans ce domaine, spécialisé dans la vente et la distribution via Internet de produits audiovisuels, et ceci également sur le marché européen.

¹ Manuel élaboré par la Commission des communautés européennes, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds monétaire international, les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), projet annexe VII (<http://unstats.un.org/unsd/tradeserv/TFSITS/WWC2009/Structure.pdf>)

Il est intéressant de voir que les exportations de services de voyages qui, selon la méthodologie internationale, prennent également en compte les dépenses de consommation des frontaliers non-résidents sur le territoire national, voient leur valeur diminuer de presque la moitié entre 1997 et 2006, en restant cependant constantes depuis lors. Une explication majeure est que pendant cette période, les services de voyages, même en augmentant, ne progressent pas aussi rapidement au Luxembourg que les exportations de services financiers, ce qui réduit leur importance relative.

Une dernière remarque concerne l'évolution des services informatiques et d'information. L'indicateur des services informatiques et d'information exportés par des sociétés luxembourgeoises représente moins

d'un tiers de la moyenne des exportations des autres pays. Ce qui peut paraître paradoxal par rapport à la naissance d'un pôle de développement pour le commerce électronique. A chaque départ de l'un des trois grands acteurs informatiques (2007 à 2010), l'importance relative des services de télécommunication s'est détériorée. D'un autre point de vue, il est nécessaire de préciser que selon les méthodologies internationales, certaines recettes et dépenses de plusieurs grandes entreprises implantées récemment au Luxembourg et actives dans le domaine informatique, ne sont plus enregistrées sous les services informatiques et d'information, mais au niveau des autres services liés au commerce. Cette sous-rubrique n'a pas été analysée dans le contexte de l'indice Balassa en raison d'un manque de données y afférentes au plan mondial.

6. Evolution du système de collecte « balance des paiements » – déplacement partiel de la charge déclarative des banques vers les sociétés

En exécution de la loi du 28 juin 2000, la Banque centrale du Luxembourg (BCL) et le Statec sont ensemble en charge de la compilation de la balance des paiements du Luxembourg. Le système de collecte actuel pour l'établissement de la balance des paiements repose entre autres sur la déclaration journalière par les établissements de crédit d'informations sur les paiements effectués avec l'étranger pour compte de leur clientèle résidente. Les transactions sont enregistrées sur base de la nature économique sous-jacente qui leur est communiquée par les clients. Ces données sont complétées par les déclarations mensuelles des opérations avec l'étranger, dénouées sans intervention d'une banque résidente et notifiées directement par les agents économiques soit à la BCL, soit au Statec, selon que l'entreprise résidente relève du secteur financier ou non.

Notamment en raison d'évolutions réglementaires dans le secteur bancaire, la collecte indirecte par l'intermédiaire des établissements de crédit rési-

dents cessera à partir du 1^{er} janvier 2012 et sera partiellement remplacée par un système d'enquête. Ceci impliquera que les entreprises qui réalisent des transactions substantielles avec l'étranger seront tenues de déclarer par nature économique et pays de contrepartie, la totalité de leurs opérations réalisées avec des non-résidents et, à titre accessoire, les soldes de comptes ouverts au nom d'étrangers.

Cependant, les firmes n'auront plus besoin de communiquer – à des fins statistiques – le motif du paiement aux banques, alors que les notifications des banques se limitent dans ce contexte à un relevé informatique identifiant les personnes morales résidentes qui seront contrepartie à des paiements transfrontaliers.

De plus, il y aura dispense générale pour l'enregistrement des exportations et importations de marchandises, qui ne feront plus partie intégrante du "reporting balance des paiements"; ces opérations sont à notifier au Statec, comme c'est le cas actuellement, dans le cadre de la collecte « Intrastat » et « Extrastat ».

Par ailleurs, afin de faciliter l'établissement des déclarations pour la balance des paiements, le Statec met à partir de cette année à la disposition des entreprises intéressées le CD «IDEP 2011». Le progiciel IDEP (Intrastat data entry package) en version Net a été à l'origine conçu exclusivement pour permettre aux entreprises de réaliser et transmettre des déclarations sur les échanges intra-communautaires de biens (Intrastat). La nouvelle édition 2011 du CD «IDEP» contient un programme dont les fonctionna-

lités et les tables permettent d'établir de façon aisée les déclarations périodiques pour la balance des paiements et de les envoyer à destination par voie électronique.

Il est à noter que prochainement les entreprises auront aussi la possibilité de faire leurs déclarations par recours à une nouvelle application appelée IDEP-Web. Une application Web est un logiciel qui peut être utilisé sur un ordinateur connecté à Internet ou Intranet. L'utilisation du navigateur comme interface rend possible la disposition sur Internet de logiciels aussi complets que sur un poste local. Les applications Web ont certains avantages : il est inutile d'installer un exemplaire du logiciel pour l'utiliser, il apparaît en ligne lors de la connexion et de plus on dispose d'une plateforme multipostes puisqu'on retrouve les outils à partir de n'importe quel ordinateur relié à Internet.

Les progiciels IDEP.Net et IDEP-Web sont gratuitement mis à disposition par le Statec aux entreprises intéressées.

Nouvelle procédure de compilation pour les échanges internationaux de services

A partir de 2012, les banques seront donc dispensées d'établir le reporting des paiements extérieurs des résidents, ventilés par nature économique. Cette perte d'informations aura des répercussions importantes, tout particulièrement pour la confection des statistiques relatives au commerce international de services, de sorte que des modifications de collecte et de procédures interviendront.

Dans un souci de réduction de la charge administrative des déclarants, tout en respectant les exigences de détail, de délai et de qualité imposées par les organisations internationales, un nouveau schéma de compilation a été développé. Ci-après une description succincte :

Des données provenant de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED), de l'enquête Statistiques structurelles des entreprises (SBS), ainsi que des informations collectées par les banques sur les paiements extérieurs alimentent le registre balance des paiements (bdp) des sociétés.

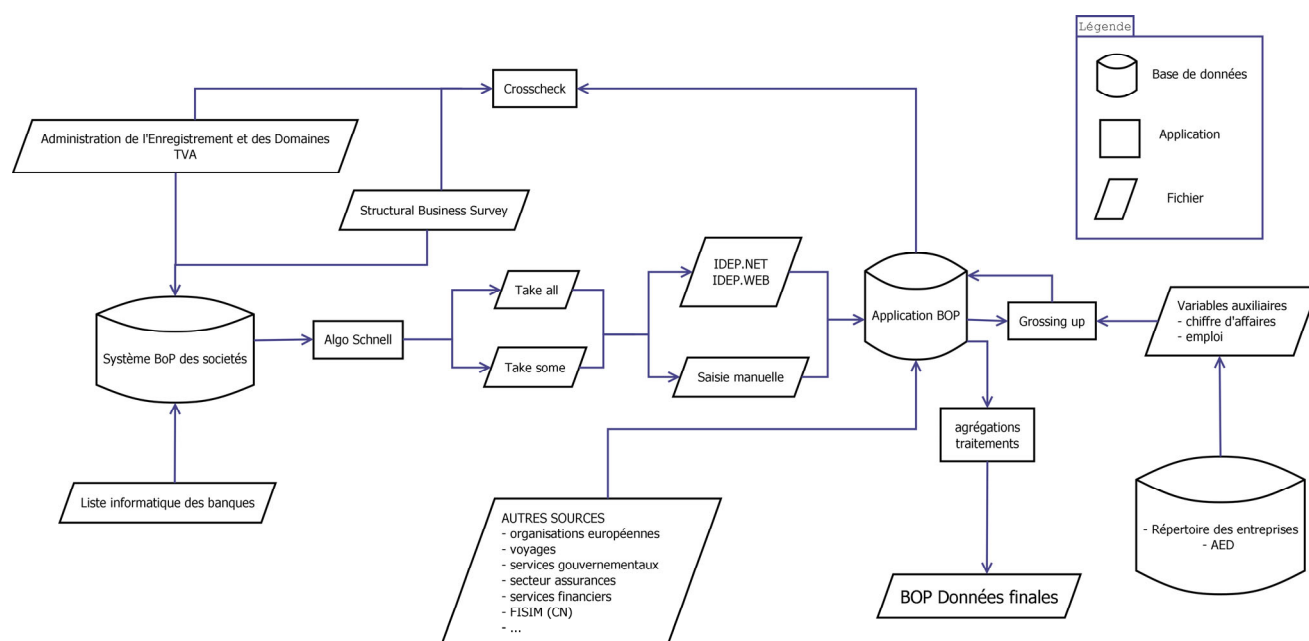
Un algorithme proposé par le Prof. Dr. Rainer Schnell, utilisant une méthode d'échantillonnage développée en 2003 par les statisticiens polonais Lednicki et Wieczorkowski, permet de sélectionner une partie des entreprises comprises dans le registre des sociétés dans deux groupes distincts en fonction de l'importance des échanges internationaux de services de ces entreprises.

Les entreprises retenues sont invitées à déclarer leurs transactions concernant l'importation et l'exportation de services au Statec, soit sur support papier, soit via le logiciel IDEP. Ces données sont ensuite, après validation et correction, introduites dans la base de données via le système de gestion développé spécifiquement à cette fin.

L'extrapolation des données collectées est faite à l'aide de variables auxiliaires, comme p.ex. le chiffre d'affaires provenant du répertoire des entreprises et d'autres informations fournies notamment par l'AED. Les données contenues dans la base de données bdp sont soumises à des vérifications par recoupement avec les données AED et SBS.

Des données provenant d'autres sources, comme par exemple du secteur bancaire, des organisations européennes, des services gouvernementaux etc. sont aussi introduites dans l'application pour compléter la base de données bdp.

Après agrégation et différents traitements sur quatre niveaux différents, les données finales de la balance des paiements sont obtenues.

Graphique 24: Flux des données dans la balance des paiements (bdp)

7. Revenus du travail – Progression du déficit

Dans le cadre de la balance des paiements, les revenus du travail recouvrent la totalité des traitements en espèces ainsi que les avantages en nature touchés par les salariés dans une économie autre que celle dont ils sont résidents. Cette rémunération est enregistrée sur la base du coût salarial total qui renferme également les cotisations sociales patronales et salariales versées par les employeurs, pour compte de leurs salariés, aux régimes de sécurité sociale ou aux compagnies d'assurance et caisses de retraite, ainsi que les impôts retenus. Les salaires pris en compte dans la balance des paiements du Luxembourg sont ceux générés par les frontaliers résidents et étrangers, les travailleurs saisonniers,

les personnes recrutées localement par les ambassades et consulats, ainsi que les résidents occupés par les institutions internationales. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et donc comme non-résidentes.

Les revenus du travail du Luxembourg avec l'étranger se soldent depuis l'année 1985 par des déficits croissants, compte tenu du fait que la rémunération versée aux frontaliers entrants dépasse celle touchée par les résidents travaillant à l'étranger ou auprès d'organisations internationales.

D'année en année, on constate une augmentation des recettes et des dépenses, mais en outre, une aggravation du solde négatif qui passe de -3.3 milliards d'euros en 2002 à -6.6 milliards en 2010, ce qui représente un doublement du déficit en neuf ans.

Tableau 14: Revenus du travail

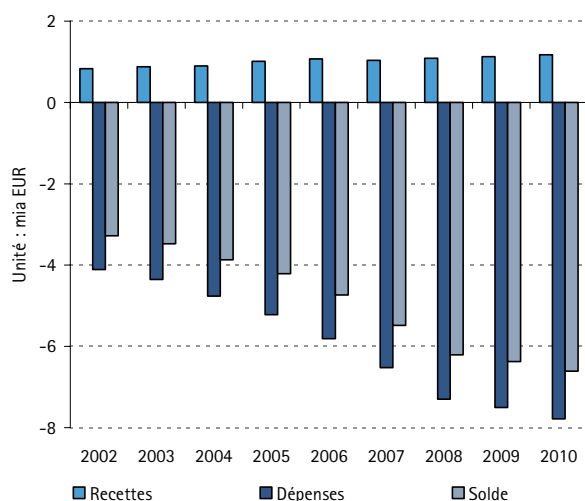
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: mio EUR									
Recettes	831	879	897	1 011	1 071	1 038	1 088	1 125	1 170
dont Institutions internationales	791	837	853	965	1 030	996	1 043	1 080	1 123
Dépenses	4 109	4 353	4 763	5 221	5 809	6 525	7 298	7 500	7 779
dont pays limitrophes	4 103	4 347	4 757	5 215	5 802	6 518	7 290	7 492	7 772
Allemagne	888	970	1 099	1 230	1 406	1 612	1 841	1 940	2 029
Belgique	1 271	1 340	1 449	1 573	1 722	1 904	2 097	2 138	2 202
France	1 944	2 036	2 210	2 413	2 674	3 001	3 352	3 414	3 541
Solde global	-3 278	-3 474	-3 866	-4 210	-4 738	-5 486	-6 211	-6 375	-6 610

Source: STATEC, BCL

Les recettes du Luxembourg qui s'élèvent en 2010 à un total de 1.2 milliard d'euros sont dominées à 96 % par les revenus du travail touchés par les résidents occupés auprès des institutions européennes et autres organisations internationales. La rémunération globale (cotisations sociales et impôts inclus) revenant aux quelque 10 400 agents résidents de ces institutions internationales s'élève en 2010 à 1.1 milliard d'euros. Figurent également dans les recettes, la rémunération des salariés résidents travaillant dans un pays limitrophe, ainsi que celle des agents résidents occupés par les ambassades étrangères au Luxembourg ; ces deux catégories de salariés génèrent en 2010 un revenu total de 47 millions d'euros.

Dans les dépenses au titre de revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers occupés dans l'économie luxembourgeoise jouent le rôle déterminant. Ce montant est passé de 7.5 milliards d'euros en 2009 à 7.8 milliards en 2010, soit une progression de 3.7%. Cette progression est de loin inférieure à celle constatée de 2007 à 2008 qui atteignait 12%, mais dépasse celle notée au cours de la période précédente (augmentation de 2.8% de 2008 à 2009).

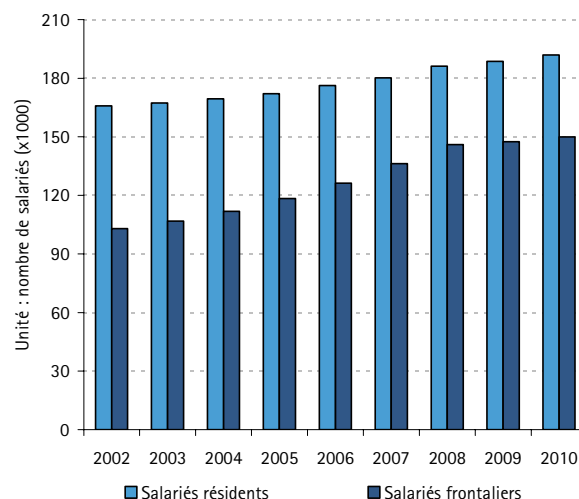
Graphique 25: Revenus du travail



Source: STATEC, BCL

Le nombre de frontaliers s'est encore accru quelque peu en moyenne cumulée, passant de 147 449 en 2009 à 149 969 en 2010, ce qui représente une progression de 1.7%.

Graphique 26: Évolution de l'emploi salarié (moyenne cumulée)



Source: STATEC

Les revenus du travail sont enregistrés sur base du coût salarial qui renferme toutes les cotisations sociales ainsi que les impôts. Comme la part des cotisations et impôts retenus sur la rémunération revient à l'économie qui occupe les salariés, des écritures sont enregistrées en contrepartie dans les transferts courants. D'autre part, les personnes qui travaillent dans des économies dans lesquelles elles ne sont pas résidentes font des dépenses dans le pays de leur lieu de travail. Ces dépenses peuvent concerner à la fois celles qui se rapportent aux déplacements et aux transports ainsi que les dépenses de consommation courante, en équipements et autres.

Le tableau 15 présente un nouvel agrégat appelé « Rémunération des travailleurs non-résidents sur une base nette » qui est calculé par mise en relation de certains postes liés aux dépenses à titre de revenus du travail des non-résidents et aux recettes pour l'économie luxembourgeoise attribuable aux salariés frontaliers étrangers.

Tableau 15: Rémunération des travailleurs non-résidents sur une base nette

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses: Coût salarial	4 109	4 353	4 763	5 221	5 809	6 525	7 298	7 500	7 779
Recettes dont	1 789	1 907	2 099	2 410	2 695	3 007	3 472	3 475	3 610
cotisations et taxes retenues	1 111	1 190	1 313	1 537	1 731	1 938	2 270	2 289	2 354
consommation des frontaliers	678	716	786	873	963	1 069	1 202	1 186	1 256
Excédent des dépenses	2 320	2 446	2 665	2 811	3 114	3 518	3 826	4 025	4 169

Source: STATEC, BCL

Sur base de ces chiffres l'on constate que la dépense du Luxembourg à titre de la rémunération versée à des non-résidents génère en contrepartie des recettes appréciables pour les secteurs public et privé du Luxembourg.

Mise en garde méthodologique

Les organisations internationales recommandent de compiler un nouvel agrégat «envois de fonds personnels» à titre de poste pour mémoire, qui comprend entre autres la «rémunération nette des employés reçue par des personnes qui travaillent dans des économies dans lesquelles elles ne sont pas résidentes». Toujours selon ces recommandations, le concept de rémunération nette dans ce contexte précis de balance des paiements comprend le coût salarial diminué des impôts sur le revenu et des contributions sociales, tout en tenant compte des dépenses à titre de transport et de consommation encourues par les frontaliers sur le territoire étranger. Il est à noter que ce concept ne tient pas compte des prestations sociales attribuées aux travailleurs non-résidents. Le tableau ne représente donc en aucun cas la contribution des frontaliers entrants au solde courant du Luxembourg, notamment du fait que l'évaluation ne prend pas en compte les exportations de biens et services réalisées par l'apport étranger du facteur travail. Par ailleurs, dans cette présentation il n'est pas non plus tenu compte des importations de biens consommés par les frontaliers entrant sur le territoire national.

8. Déficit record du revenu des investissements

Le résultat dégagé par les résidents au titre du revenu des investissements en relation avec leurs avoirs et engagements financiers extérieurs se solde en 2010 par un déficit record de 8.2 milliards d'euros, contre 4.9 milliards une année plus tôt. Les flux bruts y relatifs enregistrent en 2010 les variations suivantes par rapport à 2009 : les recettes sont en diminution de 1.6%, alors que les dépenses augmentent de 1.5%.

La principale cause de cette évolution est la dégradation du revenu des investissements directs étrangers (IDE) dont le solde négatif passe de 8.4 milliards en 2009 à 10.8 milliards en 2010. Cette détérioration de presque 2.4 milliards est à mettre en relation avec l'attribution aux investisseurs directs non-résidents du revenu de leurs investissements directs au Luxembourg qui se réalise soit, effectivement à travers le versement de dividendes, soit fictivement par l'assignation de bénéfices réinvestis au prorata de leurs participations.

Tableau 16: Revenu des investissements

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: mio EUR									
Crédit	63 531	60 445	61 109	78 858	101 410	121 628	135 423	106 466	104 747
Investissements directs	13 589	17 702	16 592	27 527	30 205	35 716	43 850	33 545	28 897
Revenus des titres de participation	8 289	12 717	12 723	22 433	24 257	29 226	36 287	32 421	27 732
Revenus des titres de créance	5 301	4 985	3 869	5 094	5 948	6 490	7 563	1 124	1 165
Investissements de portefeuille	34 740	31 237	33 684	39 454	54 400	63 231	66 480	51 792	55 351
Revenus des titres de participation	8 285	7 390	7 786	11 778	17 578	19 578	22 873	16 370	18 618
Revenus des titres de créance	26 455	23 847	25 898	27 675	36 822	43 652	43 608	35 422	36 733
Autres investissements	15 201	11 505	10 833	11 878	16 805	22 681	25 093	21 130	20 499
Débit	63 811	60 486	60 729	79 952	105 434	127 293	140 932	111 316	112 969
Investissements directs	19 763	23 297	21 133	31 571	34 530	42 408	50 696	41 930	39 671
Revenus des titres de participation	17 216	20 696	19 515	28 475	30 911	38 165	45 089	36 095	35 800
Revenus des titres de créance	2 547	2 602	1 619	3 096	3 619	4 242	5 607	5 834	3 871
Investissements de portefeuille	31 455	27 900	30 853	37 088	51 602	60 324	64 725	59 043	63 554
Revenus des titres de participation	29 226	26 271	29 350	35 333	49 997	58 491	63 299	44 774	48 913
Revenus des titres de créance	2 229	1 629	1 502	1 755	1 605	1 834	1 426	14 268	14 641
Autres investissements	12 593	9 289	8 743	11 293	19 302	24 561	25 511	10 343	9 744
Net	-280	-42	380	-1 094	-4 024	-5 665	-5 509	-4 850	-8 221
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 044	-4 325	-6 691	-6 846	-8 385	-10 774
Revenus des titres de participation	-8 927	-7 979	-6 792	-6 042	-6 653	-8 939	-8 802	-3 674	-8 068
Revenus des titres de créance	2 753	2 383	2 250	1 999	2 329	2 248	1 956	-4 711	-2 706
Investissements de portefeuille	3 285	3 338	2 831	2 365	2 797	2 906	1 756	-7 251	-8 203
Revenus des titres de participation	-20 941	-18 881	-21 564	-23 555	-32 419	-38 913	-40 427	-28 404	-30 295
Revenus des titres de créance	24 226	22 219	24 395	25 920	35 217	41 819	42 182	21 153	22 092
Autres investissements	2 608	2 216	2 090	585	-2 497	-1 880	-419	10 786	10 756

Source: STATEC, BCL

Ainsi, par suite d'une reprise de l'activité dans le secteur financier, le résultat courant de certains intermédiaires financiers est en 2010 en augmentation (ce qui se traduit notamment par une hausse des exportations de services financiers), de sorte que l'assignation des bénéfices courants proportionnels aux investisseurs non-résidents manifeste également un mouvement haussier (débits). Les gains provenant des IDE sont calculés sur la base des opérations courantes de l'exercice. La part des investisseurs directs dans ces bénéfices leur est assignée dans la balance des paiements pour la période au cours de laquelle ils sont dégagés, diminution faite des bénéfices effectivement distribués (dividendes) qui sont enregistrés à la date où ils sont exigibles.

Plus généralement, il est toutefois à noter que les résultats concernant le revenu des IDE sont à interpréter avec une certaine précaution. En effet, pour cette première estimation annuelle de ces revenus, la majorité des données de base, utilisées tout parti-

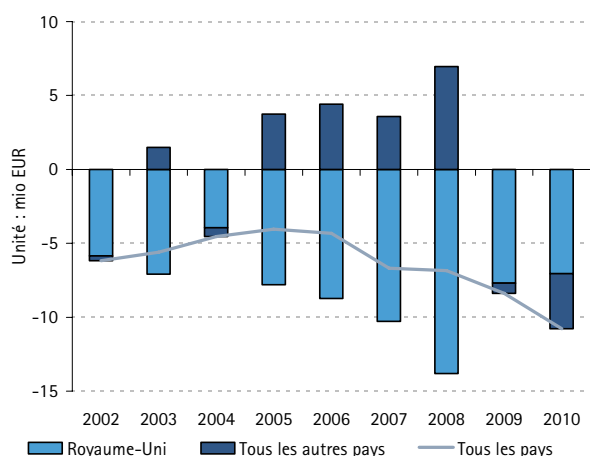
culièrement pour l'évaluation des bénéfices réinvestis, n'est pas encore disponible, de sorte que les chiffres provisoires pourraient faire l'objet de révisions, éventuellement importantes.

Le revenu des IDE englobe aussi une estimation (réalisée par la BCL) pour les transactions des SPE¹. Alors que le solde de ces flux avec la contrepartie «monde» a tendance à s'équilibrer, ces enregistrements impactent cependant largement la ventilation géographique des flux bruts, de même que le solde dégagé pour chaque pays pris individuellement. C'est notamment la prise en compte des transactions des SPE qui met en exergue le rôle important du Royaume-Uni en matière d'investisseur direct, que ce soit sous forme de capital ou de prêts.

Les ruptures de séries, observées pour les investissements de portefeuille et les autres investissements, sont liées en grande partie à une révision de collecte et de compilation intervenue au 1^{er} janvier 2009².

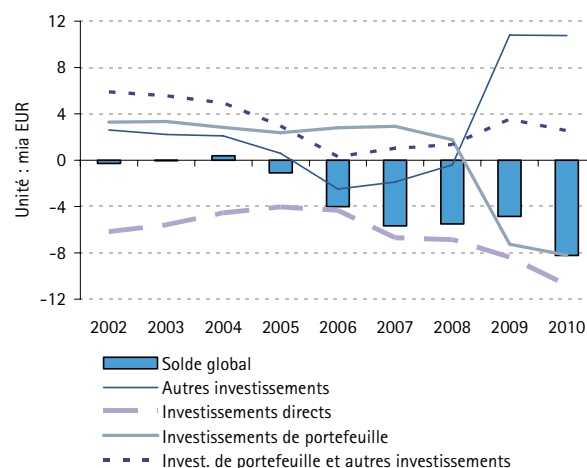
¹ Special purpose entities : entités financières spécialisées qui regroupent diverses catégories de sociétés financières non-bancaires

² Une description plus détaillée a été publiée par la BCL dans son bulletin 2009-3, page 126 (http://www.bcl.lu/fr/publications/bulletins_bcl/BULLETIN_BCL_2009_3/Bulletin_2009_3.pdf), ainsi que dans le bulletin 03-2010 du Statec, page 146 (<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletin-statec/2010/03-10-balance-courante/index.html>)

Graphique 27: Solde du revenu des investissements directs

Source: STATEC, BCL

Sur base d'une nouvelle collecte «titre par titre», effectuée par la BCL auprès des résidents recensant les encours mensuels des avoirs et engagements des titres de portefeuille et les informations contenues dans la CSDB (Centralised securities database) de la BCE, l'encours des émissions luxembourgeoises de titres de créance (engagements) a pu être mieux cerné, de même que les prêts et dépôts (avoirs) constituant bien souvent la contrepartie des émissions de titres de créances. L'effet de ce changement de procédures se traduit par une hausse des versements d'intérêts (débit – investissements de portefeuille, titres de participation) et – comme corollaire – par une augmentation des revenus d'intérêts comptabilisés essentiellement au niveau des «autres investissements» (crédit).

Graphique 28: Solde du revenu des investissements

Source: STATEC, BCL

Au niveau des investissements de portefeuille, les revenus perçus en 2010 du reste du monde progressent de 6.9% par rapport à 2009, alors que ceux versés à l'étranger n'augmentent qu'à un rythme légèrement plus accéléré de 7.6%, de sorte que le déficit se creuse de presque 1 milliard d'euros en 2010 pour s'établir à 8.2 milliards.

Les données issues des bilans des établissements de crédit font ressortir pour 2010 une réduction des encours de titres de portefeuille autres que des actions, ce qui a également entraîné une baisse des revenus touchés y relatifs. Toutefois les revenus d'intérêts sur investissements de portefeuille des autres secteurs ont facilement épongé cette baisse. L'augmentation des versements à l'étranger de revenu des investissements de portefeuille (débit) est à mettre en relation essentiellement avec l'accroissement des revenus assignés aux détenteurs non-résidents de parts d'OPC résidents.

En ce qui concerne les autres investissements, le solde positif de 10.8 milliards d'euros dégagé en 2010 est pratiquement identique à celui de l'année passée. Toutefois, les contributions à ce solde en 2010 diffèrent de celles notées pour 2009 : la baisse de l'excédent réalisé par le secteur bancaire – à la suite notamment de la diminution de la marge sur intérêts des banques en 2010 – est compensée par une hausse du revenu net des autres investissements attribuables aux autres secteurs.

Un solde des opérations courantes par pays ou zone n'est plus compilé

Les principaux éléments des investissements de portefeuille sont les titres de participation (par exemple : parts d'organismes de placement) et les titres d'emprunt (par exemple : obligations) qui ne sont pas considérés comme des investissements directs ou des avoirs de réserve. Les revenus reçus ou versés par les résidents et relatifs aux avoirs et engagements de portefeuille sont classés dans le compte courant sous la rubrique du revenu des investissements de portefeuille.

Alors que la ventilation géographique de ces revenus relatifs aux avoirs extérieurs des résidents (crédit) ne pose pas de problèmes majeurs, il en est autrement pour les débits, c'est-à-dire les revenus versés ou assignés à des investisseurs non-résidents sur base des engagements extérieurs des résidents. Une des raisons est qu'en pratique, les émetteurs résidents ignorent généralement qui détient in fine les titres émis, qui sont souvent négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Consciente des difficultés pratiques de mesurer directement les débits extra zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a réglementé la collecte des données relatives aux investissements de portefeuille en imposant aux compilateurs (à la BCL dans le cas du Luxembourg en raison de la compétence partagée en matière d'établissement de la balance des paiements) le recours à la base de données centralisée de titres (CSDB). Obtempérant à ces

exigences, une collecte «titre par titre» a été introduite en 2009 au Luxembourg en vue de recenser auprès des résidents les encours mensuels des avoirs et engagements de titres de portefeuille. Les titres de portefeuille d'émetteurs résidents, détenus par des non-résidents (et comme corollaire les revenus y afférents) sont évalués d'une façon globale en défalquant du total des émissions résidentes (engagements) les détentions (avoirs) des résidents (approche résiduelle).

Par ailleurs, les organisations européennes ont convenu de mettre en cohérence les calculs de la Commission européenne (Eurostat) et de la BCE en matière d'investissements de portefeuille. Les débits de la zone extra-euro sont à chaque fois calculés en retranchant le crédit de la zone euro du débit total du monde¹. Dès lors, les Etats membres ne sont plus tenus de transmettre aux organisations européennes une ventilation géographique des débits du revenu des investissements de portefeuille (la seule contrepartie «monde» est requise) et le Luxembourg ne fait plus d'estimations pour la répartition par pays du revenu des investissements de portefeuille versé à l'étranger. Ainsi il n'est plus possible de ventiler géographiquement le solde global du revenu des investissements ou encore d'établir un solde courant par pays ou zone de contrepartie.

Au niveau national, seul le solde des opérations courantes à l'égard du reste du monde est disponible.

¹ voir notamment Règlement (CE) n° 602/2006 de la Commission du 18 avril 2006 modifiant le règlement (CE) n° 184/2005 du Parlement européen et du Conseil par la mise à jour des exigences en matière de données

9. Nouvelle résorption du déficit des transferts courants en 2010

La balance des transferts courants se solde en 2010 par un déficit de 0.7 milliard d'euros, après un solde négatif d'un milliard en 2009. Des évolutions, amorcées en 2008 et de sens opposé mènent à ce résultat : d'un côté la diminution de l'excédent des transferts courants du secteur public et, d'autre part, la résorption du déficit laissé par les transferts courants des autres secteurs, se poursuivent. Ainsi le surplus du secteur public passe de 327 millions d'euros en 2009 à 284 millions en 2010, alors que le déficit des autres secteurs revient de 1.4 milliard d'euros en 2009 à 1 milliard en 2010.

Au niveau des transferts publics, l'augmentation des recettes au titre d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales (3%) et l'accroissement légèrement plus prononcé des versements à l'étranger de prestations sociales (5%) font diminuer l'excédent en 2010 de 27 millions d'euros par rapport à l'année

précédente. Par ailleurs, en 2010, les dépenses publiques au titre d'aide au développement, ainsi que les versements aux organisations européennes sont en hausse par rapport à 2009 pour un total de 24 millions d'euros. En 2010, l'aide publique au développement reprise au niveau des transferts courants représente quelque 64% du montant versé aux organisations européennes.

La résorption du déficit des transferts courants des autres secteurs se poursuit en 2010. Deux éléments majeurs sont à la base de cette réduction du solde négatif de 363 millions d'euros en 2010. D'une part, la réduction de 73 millions d'euros des transferts effectués par la BCL à la Banque centrale européenne (BCE) en relation avec le revenu monétaire à l'intérieur de la zone euro. D'autre part, les indemnités versées en 2009 à des investisseurs non-résidents par l'Association pour la garantie des dépôts Luxembourg (AGDL) dans le cadre de l'insolvabilité de différents établissements de crédit luxembourgeois ne se sont plus produites en 2010, de sorte que le déficit occasionné par les autres transferts courants s'élève en 2010 à 237 millions d'euros, après 473 millions en 2009.

Tableau 17: Transferts courants

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: mio EUR									
Administrations publiques									
<i>Recettes totales</i>	1 198	1 435	1 451	1 601	1 924	1 987	2 343	2 316	2 373
Impôts sur le revenu et cotisations sociales	1 120	1 242	1 353	1 529	1 852	1 880	2 228	2 197	2 253
Autres	78	192	98	72	72	106	114	119	121
<i>Dépenses totales</i>	1 289	1 236	1 320	1 496	1 557	1 674	1 904	1 989	2 089
Prestations sociales	798	884	911	1 036	1 126	1 194	1 440	1 543	1 627
Institutions européennes	215	215	220	221	224	245	261	249	260
Aide publique au développement (APD)	74	81	99	109	112	138	143	153	166
Autres	201	56	91	130	95	96	59	44	35
<i>Solde</i>	-91	199	131	105	367	313	439	327	284
Autres secteurs									
<i>Recettes totales</i>	2 590	1 997	1 785	2 210	2 683	2 373	2 626	2 501	2 647
Assurances non-vie et réassurances	2 292	1 538	1 490	1 785	2 216	1 824	2 104	1 996	2 139
Autres	298	459	295	425	467	548	521	505	508
<i>Dépenses totales</i>	2 810	2 742	2 782	3 222	3 969	4 156	4 853	3 868	3 609
Envoi de fonds des travailleurs	47	47	52	55	65	67	69	67	68
Assurances non-vie et réassurances	2 112	1 715	1 615	1 916	1 990	1 772	2 121	2 083	2 127
Banque centrale européenne	100	282	461	640	1 050	1 680	1 966	741	668
Autres	551	698	654	612	865	636	697	978	745
<i>Solde</i>	-219	-746	-997	-1 012	-1 286	-1 783	-2 227	-1 367	-962
Solde global	-310	-547	-866	-907	-919	-1 470	-1 789	-1 040	-678

Source: STATEC, BCL

10. Capacité de financement persistante

Compte de capital

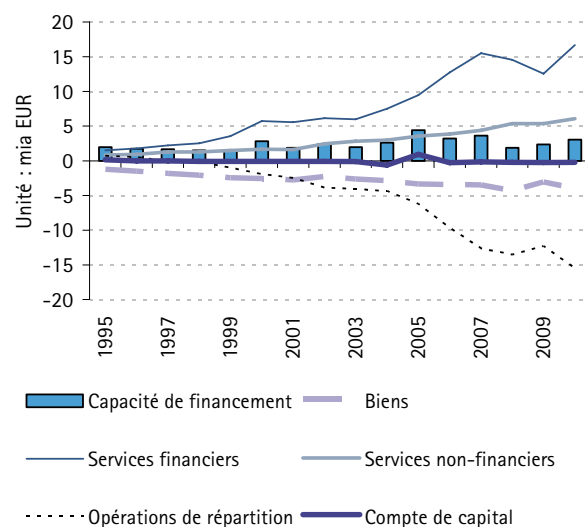
En 2010, le compte de capital se solde par un déficit de 217 millions d'euros qui se compare à un solde négatif de 260 millions dégagé en 2009. Comme à l'accoutumée, les dons pour investissements versés par le secteur public sont principalement à l'origine de ce déficit. La résorption du déficit du solde du compte de capital en 2010 provient d'une réduction du déficit de quelque 50 millions d'euros laissé par les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, licences, marques commerciales, achats nets de droits d'émission de gaz à effet de serre).

Capacité de financement

La capacité de financement du Luxembourg (l'économie dans son ensemble), issue de la balance des paiements, présente un excédent structurel et reflète l'épargne nette du pays par rapport au reste du monde. L'excédent de ressources non financières sur les emplois non financiers s'obtient au départ de la balance des paiements en cumulant les soldes des comptes courant et de capital. En 2010, la capacité de financement nationale dégage un excédent qui s'élève – aux erreurs et omissions près – à 3 milliards d'euros. La contrepartie de ce solde de financement est le déficit du compte des opérations

financières où le Luxembourg est créancier net à l'égard du reste du monde avec des exportations nettes de capitaux de quelque 2.8 milliards en 2010.

Graphique 29: Capacité de financement du Luxembourg



Source: STATEC, BCL

En 2010, les exportations nettes de services, et plus particulièrement l'excédent des services financiers, sont plus que jamais à l'origine de la capacité de financement du Luxembourg. Dans la sphère réelle de l'économie, seule la balance des services dégage un surplus avec l'étranger, alors que toutes les autres balances partielles du compte courant se soldent par un déficit : biens, rémunération des salariés, revenu des investissements et transferts courants.

Tableau 18: Compte de capital et capacité de financement

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: mio EUR									
Balance des biens et services	6 395	6 165	7 606	9 706	13 180	16 405	15 595	14 877	18 763
Solde des opérations de répartition (1)	-3 869	-4 062	-4 352	-6 211	-9 664	-12 621	-13 508	-12 265	-15 508
Compte de capital (solde)	-95	-125	-617	936	-290	-143	-222	-260	-217
Transferts de capital	-53	-86	-166	-109	-155	-129	-142	-135	-141
Secteur public: dons pour investissements	-86	-97	-104	-114	-120	-141	-144	-145	-158
Secteur public: autres transferts	35	17	-61	13	-13	7	18	16	18
Secteur privé	-1	-6	-1	-7	-23	5	-16	-5	-1
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 045	-135	-14	-80	-125	-76
Capacité de financement	2 431	1 978	2 637	4 430	3 226	3 641	1 864	2 352	3 038
Solde du compte financier	-2 668	-1 962	-2 808	-4 366	-3 190	-3 518	-1 825	-2 426	-2 830
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	-65	-36	-123	-39	74	-208

Source: STATEC, BCL

(1) il s'agit des revenus et des transferts courants

En exprimant la capacité de financement en pourcentage du PIB, on constate entre autres qu'en 2008 et 2009 la crise financière et économique a également impacté négativement ce ratio, qui s'élève en 2010 à 7.3%. Alors qu'en série temporelle, le PIB à prix courants est en progression constante (exception faite de l'année 2009), le solde des transactions courantes quant à lui ne connaît pas une telle évolution régulière, notamment en raison des opérations de répartition et des transactions enregistrées dans le compte de capital. La prise en compte de ces derniers éléments, qui ne font pas partie intégrante du PIB, est à la base du fait que le ratio ne suit pas la progression du PIB.

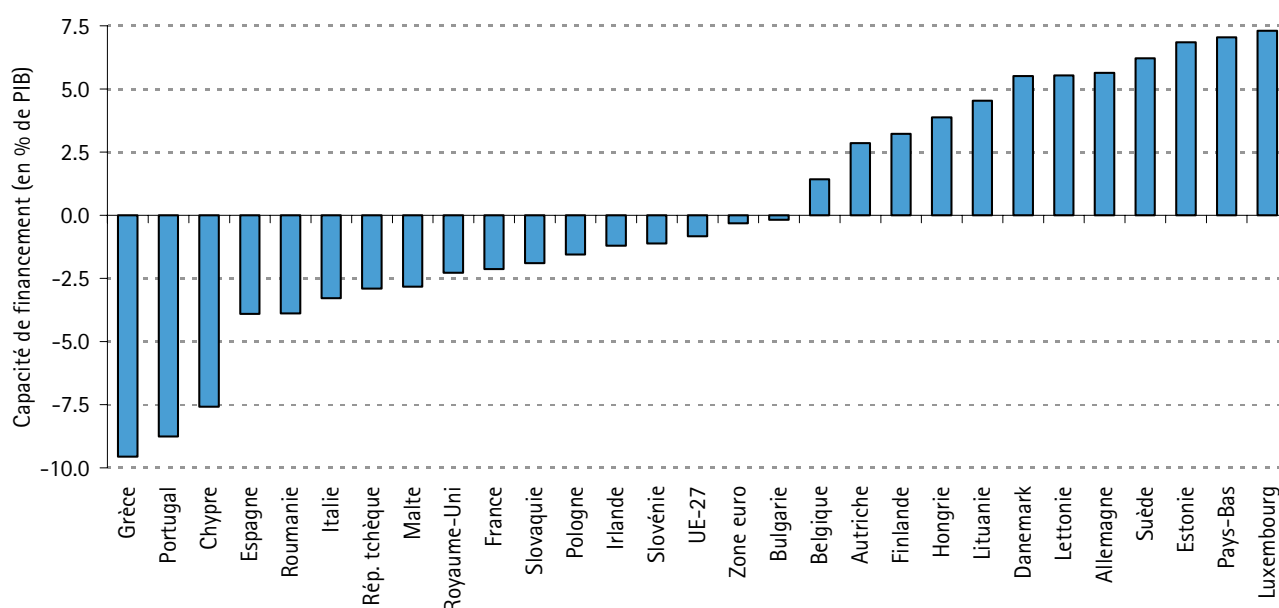
La capacité de financement du Luxembourg est la plus élevée en Europe, suivie de celle des Pays-Bas. L'Allemagne – économie européenne la plus importante et championne en matière d'exportations – figure également parmi les pays ayant une capacité de financement. Au niveau de l'UE cependant, plus de la moitié des pays affichent un besoin de financement, et tout particulièrement des économies fortement endettées comme la Grèce et le Portugal.

Tableau 19: Capacité de financement du Luxembourg (en % du PIB)

	Moyenne				Année		
	1995-99	2000-04	2005-09	2007	2008	2009	2010
Capacité d	10.2	9.7	8.9	9.7	4.7	6.2	7.3

Source: STATEC, BCL

Graphique 30: Besoin et capacité de financement issue de la balance des paiements en 2010



Source : STATEC, BCL, EUROSTAT

C. Tableaux statistiques

Tableau 1:	Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2010	46
Tableau 2.1:	Transactions courantes du Luxembourg – CREDIT et DEBIT	47
Tableau 2.2:	Transactions courantes du Luxembourg – solde et taux de couverture	48
Tableau 3.1.1:	Exportations de biens et services par zones économiques	49
Tableau 3.1.2:	Exportations de biens et services par zones économiques – parts relatives	50
Tableau 3.2.1:	Importations de biens et services par zones économiques	51
Tableau 3.2.2:	Importations de biens et services par zones économiques – parts relatives	52
Tableau 3.3:	Solde des échanges internationaux de biens et services par zones économiques	53
Tableau 4.1:	Exportations de biens et services avec les pays limitrophes	54
Tableau 4.2:	Importations de biens et services avec les pays limitrophes	55
Tableau 4.3:	Solde des échanges internationaux de biens et services avec les pays limitrophes	56
Tableau 4.4:	Echanges internationaux de biens et services avec l'ensemble des pays limitrophes	57
Tableau 5:	Echanges de biens et services par pays partenaire	58
Tableau 5:	Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 1)	59
Tableau 5:	Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 2)	60
Tableau 6:	Exportations de services – principaux pays partenaires	61
Tableau 7:	Importations de services – principaux pays partenaires	62
Tableau 8:	Exportations et importations de services – zones partenaires	63

Tab. 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2010

	Année								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: Mio EUR								
Compte courant	2 526	2 103	3 254	3 495	3 516	3 784	2 086	2 612	3 255
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 349	-3 420	-3 479	-4 332	-3 059	-3 992
Services	8 615	8 806	10 468	13 054	16 600	19 884	19 927	17 936	22 755
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 304	-8 745	-11 151	-11 720	-11 224	-14 831
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 211	-4 738	-5 486	-6 211	-6 375	-6 610
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 094	-4 007	-5 665	-5 509	-4 850	-8 221
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 044	-4 307	-6 691	-6 846	-8 385	-10 774
Autres revenus des investissements	5 893	5 554	4 921	2 950	300	1 026	1 337	3 535	2 553
Transferts courants	-310	-547	-866	-907	-919	-1 470	-1 789	-1 040	-678
Administrations publiques	-91	199	131	105	367	313	439	327	284
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 012	-1 286	-1 783	-2 227	-1 367	-962
Compte de capital	-95	-125	-617	936	-290	-143	-222	-260	-217
Transferts de capital	-53	-86	-166	-109	-155	-129	-142	-135	-141
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 045	-135	-14	-80	-125	-76
Compte d'opérations financières	-2 668	-1 962	-2 808	-4 366	-3 190	-3 518	-1 825	-2 426	-2 830
Investissements directs	-11 176	-9 362	-4 343	-6 966	11 169	-54 668	-20 150	-17 671	16 671
Investissements du Luxembourg à l'étranger	-133 517	-88 399	-67 678	-101 269	-91 252	-194 313	-90 781	-168 655	-98 289
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	-123 431	-77 160	-84 019	-91 792	-69 661	-166 330	-62 208	-92 940	-91 087
SPE (1)	-114 737	-77 155	-80 669	-85 805	-57 718	-117 594	-65 763	-90 590	-85 646
Autres	-8 693	-5	-3 349	-5 988	-11 943	-48 736	3 555	-2 350	-5 441
Autres opérations, prêts	-10 087	-11 239	16 340	-9 476	-21 591	-27 983	-28 572	-75 716	-7 201
SPE (1)	-8 961	-11 280	18 577	-7 477	-27 811	-23 127	-18 074	-64 586	1 170
Autres	-1 126	41	-2 236	-1 999	6 220	-4 856	-10 499	-11 130	-8 371
Investissements de l'étranger au Luxembourg	122 341	79 037	63 335	94 302	102 421	139 644	70 631	150 984	114 959
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	121 411	73 340	54 930	39 191	91 158	116 168	36 226	171 875	182 705
SPE (1)	115 693	71 050	51 593	33 751	62 876	139 896	26 864	157 216	167 370
Autres	5 718	2 289	3 337	5 439	28 282	-23 728	9 362	14 659	15 335
Autres opérations, prêts	930	5 697	8 405	55 112	11 263	23 477	34 405	-20 891	-67 745
SPE (1)	2 336	5 405	7 560	55 273	14 208	20 396	37 087	-27 969	-67 775
Autres	-1 405	292	845	-161	-2 945	3 081	-2 682	7 078	30
Investissements de portefeuille	77 415	17 286	41 502	39 239	58 993	97 927	23 388	-55 986	31 233
Avoirs	7 026	-69 724	-69 713	-214 684	-143 289	-128 050	120 915	-179 230	-88 633
Titres de participation	3 824	-30 379	-36 454	-100 190	-83 482	-38 142	59 062	-63 480	-45 827
Titres de créance	3 202	-39 344	-33 259	-114 494	-59 807	-89 908	61 853	-115 751	-42 806
Engagements	70 389	87 009	111 215	253 924	202 283	225 977	-97 528	123 244	119 866
Titres de participation	40 164	61 989	97 078	222 021	178 501	205 839	-99 059	106 875	136 456
Titres de créance	30 226	25 020	14 137	31 903	23 782	20 138	1 532	16 369	-16 590
Produits financiers dérivés	-1 452	5 275	-2 638	-2 815	7 664	9 937	-14 888	-8 658	3 742
Autres investissements	-67 416	-15 066	-37 323	-33 862	-81 041	-56 775	9 915	79 953	-54 452
Avoirs	-46 327	-28 758	-93 406	-154 186	-212 297	-181 193	-25 844	111 807	-73 954
Engagements	-21 089	13 692	56 083	120 323	131 256	124 418	35 759	-31 854	19 502
Avoirs de réserve	-38	-94	-5	39	24	61	-90	-64	-24
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	-65	-36	-123	-39	74	-208

Source: STATEC, BCL

(1) Les «Special Purpose Entities» (SPE) sont des entités financières spécialisées regroupant diverses catégories de sociétés financières non-bancaires en ce compris les sociétés holding ainsi que les sociétés de participations financières (soparfi).

Au compte financier le signe «-» correspond à une augmentation des avoirs ou à une diminution des engagements

Les totaux et soldes sont calculés sur base de chiffres non-arrondis

Tab. 2.1: Transactions courantes du Luxembourg – CREDIT et DEBIT

Libellé	Credit								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: Mio EUR									
Opérations courantes	99 975	96 959	103 428	128 054	160 604	187 832	203 269	166 235	174 575
Biens et services	31 825	32 204	38 186	44 374	53 516	60 806	61 791	53 827	63 638
Biens	10 058	9 693	10 875	11 826	13 151	13 446	14 538	11 172	12 687
Services	21 768	22 511	27 312	32 548	40 365	47 360	47 253	42 654	50 951
Transports	1 547	1 560	1 751	2 150	2 310	2 530	2 858	2 252	2 574
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 891	2 936	3 049	2 992	3 107
Communication	733	737	764	887	1 090	1 525	1 934	2 374	2 045
Construction	127	146	187	231	268	350	416	337	335
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 937	1 875	2 140	2 300	2 695
Services financiers	12 970	12 648	15 640	19 694	26 133	31 386	29 065	25 018	31 908
Informatique et information	327	1 044	1 837	1 931	1 824	1 022	881	763	501
Redevances et droits de licence	123	113	161	237	313	289	229	270	359
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 525	3 076	4 667	5 752	5 316	6 130
Services personnels, culturels	171	144	152	195	263	455	614	762	1 021
Services des adm. publiques nca	225	232	257	221	260	325	315	271	277
Revenus	64 362	61 324	62 006	79 869	102 480	122 667	136 511	107 592	105 917
Rémunération des salariés	831	879	897	1 010	1 071	1 038	1 088	1 125	1 170
Revenu des investissements	63 531	60 445	61 109	78 858	101 410	121 628	135 423	106 466	104 747
Transferts courants	3 788	3 431	3 236	3 811	4 607	4 359	4 968	4 817	5 020
Administrations publiques	1 198	1 435	1 451	1 601	1 924	1 987	2 343	2 316	2 373
Autres secteurs	2 590	1 997	1 785	2 210	2 683	2 373	2 626	2 501	2 647
Libellé	Débit								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Opérations courantes	97 449	94 856	100 174	124 559	157 088	184 049	201 183	163 623	171 320
Biens et services	25 431	26 039	30 580	34 669	40 336	44 402	46 196	38 950	44 875
Biens	12 278	12 333	13 736	15 175	16 571	16 925	18 870	14 232	16 678
Services	13 153	13 706	16 844	21 328	23 765	27 476	27 326	24 718	28 196
Transports	790	692	854	1 020	1 079	1 282	1 391	1 116	1 233
Voyages	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 535	2 594	2 616	2 698
Communication	101	507	872	931	1 058	889	945	1 043	684
Construction	244	280	321	343	386	463	530	439	437
Services d'assurance	817	743	912	991	1 310	1 083	1 281	1 314	1 574
Services financiers	6 830	6 664	8 141	10 218	13 400	15 872	14 495	12 451	15 240
Informatique et information	300	322	467	550	533	551	529	539	567
Redevances et droits de licence	105	96	117	111	128	291	370	331	300
Autres services aux entreprises	1 572	1 869	2 403	2 643	3 014	4 036	4 599	4 140	4 541
Services personnels, culturels	325	369	384	266	340	448	561	694	883
Services des adm. publiques nca	27	18	22	23	23	25	31	35	39
Revenus	67 920	64 839	65 493	85 173	111 225	133 818	148 230	118 816	120 748
Rémunération des salariés	4 109	4 353	4 763	5 221	5 809	6 525	7 298	7 500	7 779
Revenu des investissements	63 811	60 486	60 729	79 952	105 417	127 293	140 932	111 316	112 969
Transferts courants	4 098	3 979	4 102	4 718	5 526	5 829	6 757	5 857	5 698
Administrations publiques	1 289	1 236	1 320	1 496	1 557	1 674	1 904	1 989	2 089
Autres secteurs	2 810	2 742	2 782	3 222	3 969	4 156	4 853	3 868	3 609

Source: STATEC, BCL

Tab. 2.2: Transactions courantes du Luxembourg – NET et taux de couverture

Libellé	Net								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: Mio EUR									
Opérations courantes	2 526	2 103	3 254	3 495	3 516	3 784	2 086	2 612	3 255
Biens et services	6 395	6 165	7 606	9 706	13 180	16 405	15 595	14 877	18 763
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 349	-3 420	-3 479	-4 332	-3 059	-3 992
Services	8 615	8 806	10 468	11 221	16 600	19 884	19 927	17 936	22 755
Transports	757	867	897	1 130	1 231	1 247	1 467	1 136	1 341
Voyages	500	501	589	506	398	401	455	377	409
Communication	632	230	-108	-43	32	636	989	1 331	1 360
Construction	-117	-134	-134	-112	-118	-113	-114	-102	-102
Services d'assurance	284	403	430	582	627	792	859	986	1 121
Services financiers	6 140	5 984	7 499	9 476	12 733	15 513	14 570	12 567	16 667
Informatique et information	28	721	1 370	1 382	1 291	471	352	224	-66
Redevances et droits de licence	19	17	44	125	185	-2	-140	-61	59
Autres services aux entreprises	329	227	-121	-117	62	631	1 153	1 176	1 589
Services personnels, culturels	-154	-225	-233	-72	-77	7	53	68	138
Services des adm. publiques nca	199	214	235	197	236	300	283	235	239
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 304	-8 745	-11 151	-11 720	-11 224	-14 831
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 211	-4 738	-5 486	-6 211	-6 375	-6 610
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 094	-4 007	-5 665	-5 509	-4 850	-8 221
Transferts courants	-310	-547	-866	-907	-919	-1 470	-1 789	-1 040	-678
Administrations publiques	-91	199	131	105	367	313	439	327	284
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 012	-1 286	-1 783	-2 227	-1 367	-962
Taux de couverture en %									
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Opérations courantes	103	102	103	103	102	102	101	102	102
Biens et services	125	124	125	128	133	137	134	138	142
Biens	82	79	79	78	79	79	77	79	76
Services	166	164	162	153	170	172	173	173	181
Transports	196	225	205	211	214	197	206	202	209
Voyages	124	123	125	121	116	116	118	114	115
Communication	723	145	88	95	103	172	205	228	299
Construction	52	52	58	67	70	76	78	77	77
Services d'assurance	135	154	147	159	148	173	167	175	171
Services financiers	190	190	192	193	195	198	201	201	209
Informatique et information	109	324	393	351	342	185	167	141	88
Redevances et droits de licence	118	118	137	213	244	99	62	82	120
Autres services aux entreprises	121	112	95	96	102	116	125	128	135
Services personnels, culturels	53	39	39	73	77	102	109	110	116
Services des adm. publiques nca	849	1 295	1 166	940	1 107	1 300	1 002	764	718
Revenus	95	95	95	94	92	92	92	91	88
Rémunération des salariés	20	20	19	19	18	16	15	15	15
Revenu des investissements	100	100	101	99	96	96	96	96	93
Transferts courants	92	86	79	81	83	75	74	82	88
Administrations publiques	93	116	110	107	124	119	123	116	114
Autres secteurs	92	73	64	69	68	57	54	65	73

Source: STATEC, BCL

Tab. 3.1.1: Echanges internationaux de biens et services par zones économiques – EXPORTATIONS

Libellé	Intra zone-euro					Extra zone-euro				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: Mio EUR										
Biens et services	32 761	36 478	36 693	31 789	36 022	20 755	24 328	25 098	22 037	27 616
Biens	9 178	9 489	9 996	7 867	8 792	3 974	3 957	4 542	3 306	3 895
Marchandises générales	8 184	8 456	8 644	6 464	7 507	2 876	3 054	2 919	2 306	2 683
Autres opérations sur biens	994	1 033	1 352	1 402	1 285	1 098	903	1 623	1 000	1 212
Services	23 583	26 989	26 697	23 922	27 230	16 782	20 371	20 556	18 732	23 722
Transports	1 079	1 199	1 281	1 084	1 053	1 231	1 331	1 577	1 167	1 520
Transports maritimes	12	17	20	19	20	49	43	22	35	47
Transports aériens	584	525	488	339	390	1 076	1 176	1 413	963	1 224
Autres transports	482	657	773	726	643	106	112	142	169	250
Voyages	2 691	2 743	2 857	2 807	2 915	200	193	192	185	193
Communication	569	626	676	804	781	521	899	1 258	1 570	1 264
Construction	184	212	189	156	152	84	138	227	181	183
Services d'assurance	1 451	1 453	1 694	1 868	2 197	486	422	446	432	498
Services financiers	14 376	17 001	15 672	13 331	15 595	11 757	14 385	13 393	11 687	16 312
Informatique et information	908	296	232	206	252	916	726	650	557	249
Redevances et droits de licence	185	192	121	86	150	128	97	109	184	209
Autres services aux entreprises	2 010	3 052	3 669	3 201	3 663	1 066	1 615	2 082	2 115	2 467
Services liés au commerce	455	1 323	1 805	1 606	2 011	248	719	951	971	1 318
Services de location-exploitation	49	51	52	39	32	7	6	12	16	15
Services spécialisés et techniques	1 506	1 678	1 811	1 557	1 620	811	891	1 120	1 127	1 134
Services personnels, culturels	127	216	304	378	471	136	240	310	384	550
Services des adm. publiques nca	2	1	3	1	1	257	325	312	270	276
Libellé	Intra EU – 27					Extra EU – 27				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Biens et services	40 161	45 176	46 914	40 778	46 140	13 355	15 630	14 877	13 048	17 498
Biens	10 738	11 131	11 823	9 043	10 435	2 414	2 315	2 715	2 129	2 252
Marchandises générales	9 461	9 812	10 059	7 341	8 564	1 598	1 698	1 504	1 429	1 627
Autres opérations sur biens	1 277	1 319	1 764	1 702	1 871	815	618	1 211	700	625
Services	29 424	34 045	35 091	31 735	35 704	10 941	13 315	12 162	10 919	15 247
Transports	1 263	1 417	1 577	1 284	1 263	1 047	1 112	1 281	968	1 311
Transports maritimes	17	23	23	22	24	43	37	19	32	44
Transports aériens	713	678	698	431	465	948	1 023	1 203	871	1 149
Autres transports	533	716	856	831	775	56	53	59	64	119
Voyages	2 843	2 890	3 001	2 945	3 057	48	46	48	47	50
Communication	949	1 332	1 682	2 033	1 493	141	193	252	341	551
Construction	195	221	203	166	163	74	129	213	171	171
Services d'assurance	1 711	1 646	1 923	2 107	2 475	226	229	216	193	220
Services financiers	17 438	20 567	19 996	16 965	20 154	8 695	10 819	9 068	8 053	11 753
Informatique et information	1 784	954	800	673	414	40	68	81	90	87
Redevances et droits de licence	227	215	141	127	188	86	74	88	143	171
Autres services aux entreprises	2 512	4 056	4 877	4 456	5 271	563	611	875	860	858
Services liés au commerce	591	1 913	2 546	2 389	3 081	112	129	211	188	248
Services de location-exploitation	51	53	58	43	35	5	3	5	12	12
Services spécialisés et techniques	1 870	2 090	2 273	2 024	2 156	447	479	659	660	598
Services personnels, culturels	248	423	575	708	948	15	32	39	54	73
Services des adm. publiques nca	253	325	314	271	277	7	-	-	-	-

Source: STATEC, BCL

Tab. 3.1.2: Echanges internationaux de biens et services par zones économiques – EXPORTATIONS: parts relatives

Libellé	Intra zone-euro					Extra zone-euro				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
	Parts relatives en %									
Biens et services	61.2	60.0	59.4	59.1	56.6	38.8	40.0	40.6	40.9	43.4
Biens	69.8	70.6	68.8	70.4	69.3	30.2	29.4	31.2	29.6	30.7
Marchandises générales	74.0	73.5	74.8	73.7	73.7	26.0	26.5	25.2	26.3	26.3
Autres opérations sur biens	47.5	53.3	45.5	58.4	51.5	52.5	46.7	54.5	41.6	48.5
Services	58.4	57.0	56.5	56.1	53.4	41.6	43.0	43.5	43.9	46.6
Transports	46.7	47.4	44.8	48.2	40.9	53.3	52.6	55.2	51.8	59.1
Transports maritimes	19.9	28.5	47.1	35.2	29.9	80.1	71.5	52.9	64.8	70.1
Transports aériens	35.2	30.8	25.7	26.1	24.2	64.8	69.2	74.3	73.9	75.8
Autres transports	81.9	85.5	84.5	81.1	72.0	18.1	14.5	15.5	18.9	28.0
Voyages	93.1	93.4	93.7	93.8	93.8	6.9	6.6	6.3	6.2	6.2
Communication	52.2	41.0	34.9	33.9	38.2	47.8	59.0	65.1	66.1	61.8
Construction	68.7	60.5	45.5	46.2	45.3	31.3	39.5	54.5	53.8	54.7
Services d'assurance	74.9	77.5	79.2	81.2	81.5	25.1	22.5	20.8	18.8	18.5
Services financiers	55.0	54.2	53.9	53.3	48.9	45.0	45.8	46.1	46.7	51.1
Informatique et information	49.8	29.0	26.3	27.0	50.2	50.2	71.0	73.7	73.0	49.8
Redevances et droits de licence	59.1	66.4	52.5	31.9	41.8	40.9	33.6	47.5	68.1	58.2
Autres services aux entreprises	65.3	65.4	63.8	60.2	59.8	34.7	34.6	36.2	39.8	40.2
Services liés au commerce	64.7	64.8	65.5	62.3	60.4	35.3	35.2	34.5	37.7	39.6
Services de location-exploitation	87.2	89.8	81.9	70.3	67.6	12.8	10.2	18.1	29.7	32.4
Services spécialisés et techniques	65.0	65.3	61.8	58.0	58.8	35.0	34.7	38.2	42.0	41.2
Services personnels, culturels	48.2	47.4	49.5	49.6	46.1	51.8	52.6	50.5	50.4	53.9
Services des adm. publiques nca	0.9	0.2	0.9	0.2	0.3	99.1	99.8	99.1	99.8	99.7
Libellé	Intra EU - 27					Extra EU - 27				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Biens et services	75.0	74.3	75.9	75.8	72.5	25.0	25.7	24.1	24.2	27.5
Biens	81.6	82.8	81.3	80.9	82.3	18.4	17.2	18.7	19.1	17.7
Marchandises générales	85.5	85.3	87.0	83.7	84.0	14.5	14.7	13.0	16.3	16.0
Autres opérations sur biens	61.0	68.1	59.3	70.9	75.0	39.0	31.9	40.7	29.1	25.0
Services	72.9	71.9	74.3	74.4	70.1	27.1	28.1	25.7	25.6	29.9
Transports	54.7	56.0	55.2	57.0	49.1	45.3	44.0	44.8	43.0	50.9
Transports maritimes	28.7	38.1	55.0	40.2	35.1	71.3	61.9	45.0	59.8	64.9
Transports aériens	42.9	39.9	36.7	33.1	28.8	57.1	60.1	63.3	66.9	71.2
Autres transports	90.5	93.1	93.5	92.8	86.7	9.5	6.9	6.5	7.2	13.3
Voyages	98.3	98.4	98.4	98.4	98.4	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6
Communication	87.1	87.3	87.0	85.6	73.0	12.9	12.7	13.0	14.4	27.0
Construction	72.5	63.2	48.9	49.3	48.8	27.5	36.8	51.1	50.7	51.2
Services d'assurance	88.3	87.8	89.9	91.6	91.8	11.7	12.2	10.1	8.4	8.2
Services financiers	66.7	65.5	68.8	67.8	63.2	33.3	34.5	31.2	32.2	36.8
Informatique et information	97.8	93.3	90.8	88.2	82.6	2.2	6.7	9.2	11.8	17.4
Redevances et droits de licence	72.7	74.4	61.5	47.2	52.3	27.3	25.6	38.5	52.8	47.7
Autres services aux entreprises	81.7	86.9	84.8	83.8	86.0	18.3	13.1	15.2	16.2	14.0
Services liés au commerce	84.1	93.7	92.4	92.7	92.5	15.9	6.3	7.6	7.3	7.5
Services de location-exploitation	91.7	94.3	91.4	78.7	74.3	8.3	5.7	8.6	21.3	25.7
Services spécialisés et techniques	80.7	81.3	77.5	75.4	78.3	19.3	18.7	22.5	24.6	21.7
Services personnels, culturels	94.3	92.9	93.6	92.9	92.9	5.7	7.1	6.4	7.1	7.1
Services des adm. publiques nca	97.4	100.0	99.9	100.0	100.0	2.6	-	0.1	-	-

Source: STATEC, BCL

Tab. 3.2.1: Echanges internationaux de biens et services par zones économiques – IMPORTATIONS

Libellé	Intra zone-euro					Extra zone-euro				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: Mio EUR										
Biens et services	27 865	29 164	30 226	25 212	28 641	14 241	16 528	17 696	15 699	19 171
Biens	13 606	14 123	15 726	12 238	14 251	2 966	2 802	3 144	1 993	2 428
Marchandises générales	13 335	13 780	14 826	11 721	13 695	1 788	1 981	1 907	1 252	1 497
Autres opérations sur biens	270	343	900	518	556	1 178	821	1 237	741	931
Services	14 260	15 040	14 500	12 973	14 391	11 275	13 726	14 553	13 706	16 744
Transports	577	766	770	691	635	502	517	620	426	598
Transports maritimes	31	34	36	25	36	41	43	46	26	43
Transports aériens	199	190	207	156	124	326	373	393	267	372
Autres transports	347	541	527	510	475	136	100	181	133	183
Voyages	2 154	2 153	2 197	2 205	2 271	339	382	397	411	427
Communication	427	170	137	140	242	631	719	808	904	443
Construction	343	420	451	344	357	43	43	79	95	79
Services d'assurance	922	809	945	979	1 192	388	274	336	336	382
Services financiers	7 104	8 265	7 298	6 127	6 954	6 296	7 608	7 197	6 324	8 286
Informatique et information	402	329	303	289	326	131	222	226	250	241
Redevances et droits de licence	51	47	53	77	92	78	244	316	254	207
Autres services aux entreprises	1 821	1 798	1 947	1 759	1 872	1 193	2 238	2 652	2 381	2 669
Services liés au commerce	95	124	154	199	291	59	1 141	1 427	1 335	1 482
Services de location-exploitation	41	42	52	30	37	22	25	46	55	43
Services spécialisés et techniques	1 684	1 631	1 741	1 530	1 544	1 112	1 072	1 178	991	1 144
Services personnels, culturels	196	235	282	337	407	144	213	280	357	476
Services des adm. publiques nca	8	10	11	16	17	15	15	20	19	21
Libellé	Intra EU - 27					Extra EU - 27				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Biens et services	32 082	33 850	35 785	30 051	33 465	10 024	11 841	12 137	10 860	14 348
Biens	14 281	14 863	16 897	13 010	15 061	2 290	2 063	1 972	1 222	1 617
Marchandises générales	13 906	14 392	15 677	12 285	14 305	1 217	1 369	1 056	689	887
Autres opérations sur biens	375	470	1 220	725	756	1 073	694	917	533	731
Services	17 801	18 988	18 888	17 041	18 403	7 734	9 778	10 164	9 638	12 731
Transports	677	889	903	800	779	402	394	487	316	454
Transports maritimes	34	39	40	27	41	38	39	42	24	38
Transports aériens	248	242	256	191	167	277	321	344	232	329
Autres transports	395	608	607	583	571	87	33	101	59	87
Voyages	2 305	2 317	2 360	2 361	2 428	189	219	234	254	271
Communication	953	821	878	953	544	105	68	67	90	140
Construction	355	427	466	355	367	31	36	64	85	70
Services d'assurance	1 147	955	1 128	1 182	1 423	162	127	153	132	151
Services financiers	8 778	10 073	9 379	7 778	8 903	4 622	5 800	5 116	4 673	6 337
Informatique et information	461	468	406	399	438	72	83	123	140	129
Redevances et droits de licence	72	217	238	257	184	57	74	132	74	116
Autres services aux entreprises	2 456	2 384	2 530	2 337	2 568	558	1 653	2 068	1 803	1 973
Services liés au commerce	133	177	221	300	459	21	1 088	1 361	1 234	1 314
Services de location-exploitation	48	46	56	44	44	16	21	43	41	37
Services spécialisés et techniques	2 275	2 160	2 254	1 993	2 066	521	543	665	527	622
Services personnels, culturels	286	382	478	566	698	54	66	84	128	185
Services des adm. publiques nca	12	14	16	21	22	11	11	15	15	17

Source: STATEC, BCL

Tab. 3.2.2: Echanges internationaux de biens et services par zones économiques – IMPORTATIONS: parts relatives

Libellé	Intra zone-euro					Extra zone-euro				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
	Parts relatives en %									
Biens et services	66.2	65.7	65.4	64.7	63.8	33.8	37.2	38.3	40.3	42.7
Biens	82.1	83.4	83.3	86.0	85.4	17.9	16.6	16.7	14.0	14.6
Marchandises générales	88.2	87.4	88.6	90.3	90.1	11.8	12.6	11.4	9.7	9.9
Autres opérations sur biens	18.7	29.5	42.1	41.1	37.4	81.3	70.5	57.9	58.9	62.6
Services	55.8	54.7	53.1	52.5	51.0	44.2	50.0	53.3	55.4	59.4
Transports	53.4	59.7	55.4	61.9	51.5	46.6	40.3	44.6	38.1	48.5
Transports maritimes	43.1	44.1	44.1	48.5	45.4	56.9	55.9	55.9	51.5	54.6
Transports aériens	37.9	33.7	34.5	36.9	25.0	62.1	66.3	65.5	63.1	75.0
Autres transports	71.8	84.4	74.4	79.4	72.2	28.2	15.6	25.6	20.6	27.8
Voyages	86.4	84.9	84.7	84.3	84.2	13.6	15.1	15.3	15.7	15.8
Communication	40.3	19.1	14.5	13.4	35.3	59.7	80.9	85.5	86.6	64.7
Construction	88.7	90.8	85.1	78.3	81.8	11.3	9.2	14.9	21.7	18.2
Services d'assurance	70.4	74.7	73.8	74.5	75.8	29.6	25.3	26.2	25.5	24.2
Services financiers	53.0	52.1	50.4	49.2	45.6	47.0	47.9	49.6	50.8	54.4
Informatique et information	75.3	59.8	57.3	53.6	57.5	24.7	40.2	42.7	46.4	42.5
Redevances et droits de licence	39.5	16.2	14.4	23.3	30.8	60.5	83.8	85.6	76.7	69.2
Autres services aux entreprises	60.4	44.6	42.3	42.5	41.2	39.6	55.4	57.7	57.5	58.8
Services liés au commerce	61.8	9.8	9.7	13.0	16.4	38.2	90.2	90.3	87.0	83.6
Services de location-exploitation	65.1	63.1	52.7	35.7	46.2	34.9	36.9	47.3	64.3	53.8
Services spécialisés et techniques	60.2	60.3	59.6	60.7	57.5	39.8	39.7	40.4	39.3	42.5
Services personnels, culturels	57.7	52.5	50.2	48.5	46.1	42.3	47.5	49.8	51.5	53.9
Services des adm. publiques nca	34.3	38.3	36.3	46.0	44.8	65.7	61.7	63.7	54.0	55.2
Libellé	Intra EU - 27					Extra EU - 27				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Biens et services	76.2	76.2	77.5	77.2	74.6	23.8	26.7	26.3	27.9	32.0
Biens	86.2	87.8	89.5	91.4	90.3	13.8	12.2	10.5	8.6	9.7
Marchandises générales	92.0	91.3	93.7	94.7	94.2	8.0	8.7	6.3	5.3	5.8
Autres opérations sur biens	25.9	40.4	57.1	57.6	50.9	74.1	59.6	42.9	42.4	49.1
Services	69.7	69.1	69.1	68.9	65.3	30.3	35.6	37.2	39.0	45.2
Transports	62.8	69.3	64.9	71.7	63.2	37.2	30.7	35.1	28.3	36.8
Transports maritimes	47.3	49.5	48.4	52.3	51.8	52.7	50.5	51.6	47.7	48.2
Transports aériens	47.3	43.0	42.7	45.1	33.7	52.7	57.0	57.3	54.9	66.3
Autres transports	81.9	94.8	85.8	90.8	86.8	18.1	5.2	14.2	9.2	13.2
Voyages	92.4	91.4	91.0	90.3	90.0	7.6	8.6	9.0	9.7	10.0
Communication	90.1	92.4	92.9	91.4	79.6	9.9	7.6	7.1	8.6	20.4
Construction	92.0	92.3	87.9	80.8	83.9	8.0	7.7	12.1	19.2	16.1
Services d'assurance	87.6	88.2	88.0	90.0	90.4	12.4	11.8	12.0	10.0	9.6
Services financiers	65.5	63.5	64.7	62.5	58.4	34.5	36.5	35.3	37.5	41.6
Informatique et information	86.6	84.9	76.7	74.1	77.3	13.4	15.1	23.3	25.9	22.7
Redevances et droits de licence	55.9	74.4	64.2	77.7	61.4	44.1	25.6	35.8	22.3	38.6
Autres services aux entreprises	81.5	59.1	55.0	56.5	56.6	18.5	40.9	45.0	43.5	43.4
Services liés au commerce	86.2	14.0	14.0	19.5	25.9	13.8	86.0	86.0	80.5	74.1
Services de location-exploitation	75.5	68.2	56.7	51.8	54.3	24.5	31.8	43.3	48.2	45.7
Services spécialisés et techniques	81.4	79.9	77.2	79.1	76.9	18.6	20.1	22.8	20.9	23.1
Services personnels, culturels	84.1	85.2	85.1	81.6	79.1	15.9	14.8	14.9	18.4	20.9
Services des adm. publiques nca	53.0	56.6	51.6	58.7	56.6	47.0	43.4	48.4	41.3	43.4

Source: STATEC, BCL

Tab. 3.3: Echanges internationaux de biens et services par zones économiques – SOLDE

Libellé	Intra zone-euro					Extra zone-euro				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Unité: Mio EUR										
Biens et services	4 895	7 315	6 467	6 578	7 380	6 515	7 800	7 402	6 338	8 445
Biens	-4 428	-4 634	-5 730	-4 372	-5 459	1 008	1 155	1 398	1 313	1 467
Marchandises générales	-5 152	-5 324	-6 182	-5 256	-6 188	1 088	1 073	1 013	1 054	1 187
Autres opérations sur biens	724	690	452	885	729	-80	82	386	259	280
Services	9 323	11 949	12 197	10 949	12 839	5 507	6 645	6 003	5 026	6 978
Transports	502	433	511	394	418	729	814	957	742	923
Transports maritimes	-19	-17	-16	-6	-16	8	-1	-23	9	4
Transports aériens	385	334	281	183	266	750	803	1 019	696	852
Autres transports	136	116	246	217	168	-30	12	-39	37	67
Voyages	537	589	660	602	644	-139	-189	-205	-226	-234
Communication	143	456	539	665	539	-110	180	450	666	821
Construction	-158	-208	-262	-188	-206	41	95	148	86	104
Services d'assurance	530	645	749	890	1 005	98	148	110	96	116
Services financiers	7 272	8 736	8 374	7 204	8 641	5 461	6 777	6 196	5 363	8 026
Informatique et information	506	-33	-72	-83	-74	785	504	424	306	8
Redevances et droits de licence	134	145	67	9	58	50	-147	-208	-70	1
Autres services aux entreprises	189	1 254	1 723	1 442	1 790	-127	-622	-570	-267	-202
Services liés au commerce	359	1 198	1 651	1 407	1 720	189	-422	-476	-364	-164
Services de location-exploitation	7	8	1	8	-5	-15	-19	-35	-38	-28
Services spécialisés et techniques	-178	47	71	27	76	-301	-181	-59	136	-10
Services personnels, culturels	-70	-20	22	41	64	-8	27	31	27	74
Services des adm. publiques nca	-6	-9	-9	-16	-17	242	309	292	251	255
Libellé	Intra EU - 27					Extra EU - 27				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Biens et services	8 079	11 326	11 129	10 727	12 675	3 331	3 789	2 740	2 189	3 150
Biens	-3 544	-3 731	-5 074	-3 967	-4 626	124	252	742	907	634
Marchandises générales	-4 445	-4 580	-5 618	-4 943	-5 741	381	329	448	741	740
Autres opérations sur biens	901	848	544	977	1 115	-258	-76	294	167	-106
Services	11 623	15 057	16 203	14 694	17 301	3 207	3 537	1 998	1 281	2 516
Transports	586	529	674	483	484	645	718	793	652	857
Transports maritimes	-16	-16	-16	-5	-17	5	-2	-23	8	5
Transports aériens	465	436	442	240	298	671	701	858	639	820
Autres transports	137	108	248	248	203	-31	20	-42	5	31
Voyages	538	573	641	584	630	-141	-172	-186	-207	-220
Communication	-4	510	804	1 079	949	36	125	185	252	411
Construction	-160	-206	-263	-189	-203	43	93	149	86	101
Services d'assurance	563	691	796	925	1 051	64	101	63	61	70
Services financiers	8 660	10 494	10 618	9 187	11 251	4 073	5 020	3 952	3 380	5 416
Informatique et information	1 323	486	395	273	-24	-31	-15	-42	-50	-42
Redevances et droits de licence	156	-2	-97	-129	4	29	-	-44	69	55
Autres services aux entreprises	56	1 672	2 346	2 119	2 703	5	-1 041	-1 194	-943	-1 114
Services liés au commerce	458	1 735	2 325	2 089	2 622	90	-959	-1 150	-1 047	-1 066
Services de location-exploitation	3	7	3	-1	-9	-11	-18	-37	-29	-25
Services spécialisés et techniques	-405	-70	19	30	90	-74	-64	-7	133	-24
Services personnels, culturels	-38	41	98	142	250	-39	-34	-45	-74	-112
Services des adm. publiques nca	240	311	298	250	255	-4	-11	-15	-15	-17

Source: STATEC, BCL

Tab. 4.1: Echange international de biens et services avec les pays limitrophes – EXPORTATIONS

Libellé	Unité: Mio EUR									Parts relatives en % du total			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
Pays de contrepartie: Allemagne													
Biens et services	6 542	6 744	7 951	8 918	10 839	12 218	12 381	11 388	12 050	20.6	20.1	21.2	18.9
Biens	2 436	2 461	2 724	2 940	3 135	3 337	3 655	3 174	3 397	24.2	24.9	28.4	26.8
Services	4 107	4 283	5 227	5 978	7 705	8 882	8 727	8 214	8 654	18.9	18.4	19.3	17.0
Transports	201	191	222	269	316	356	420	427	358	13.0	12.5	19.0	13.9
Voyages	539	565	644	640	662	681	712	699	730	21.2	22.0	23.4	23.5
Communication	303	312	297	322	351	263	353	432	421	41.3	36.3	18.2	20.6
Construction	14	21	25	33	29	54	40	38	45	10.6	14.5	11.3	13.6
Services d'assurance	236	204	251	340	466	487	392	478	434	21.4	21.6	20.8	16.1
Services financiers	2 488	2 381	2 858	3 469	4 921	5 711	5 334	4 706	4 881	19.2	17.6	18.8	15.3
Informatique et information	26	306	580	528	498	113	37	29	69	8.0	27.3	3.8	13.8
Redevances et droits de licence	15	19	23	16	31	15	18	18	11	12.1	6.6	6.8	3.1
Autres services aux entreprises	231	227	271	317	385	1 146	1 331	1 259	1 519	12.2	12.5	23.7	24.8
Services personnels, culturels	31	36	34	39	46	57	88	127	186	18.0	20.3	16.7	18.2
Services des adm. publiques nca	24	22	21	5	-	-	1	-	-	10.5	2.0	0.1	-
Pays de contrepartie: Belgique													
Biens et services	4 113	4 144	4 536	5 315	6 021	6 698	7 024	5 634	6 084	12.9	12.0	10.5	9.6
Biens	1 121	1 133	1 215	1 306	1 489	1 526	1 671	1 297	1 463	11.1	11.0	11.6	11.5
Services	2 992	3 011	3 321	4 009	4 532	5 172	5 353	4 337	4 621	13.7	12.3	10.2	9.1
Transports	248	227	246	316	297	292	278	208	228	16.0	14.7	9.3	8.9
Voyages	723	740	822	811	808	817	844	821	853	28.4	27.9	27.4	27.4
Communication	28	18	32	21	32	43	44	35	42	3.9	2.3	1.5	2.0
Construction	17	15	18	33	46	56	52	53	26	12.9	14.2	15.9	7.9
Services d'assurance	189	250	264	313	285	308	380	375	373	17.2	19.9	16.3	13.8
Services financiers	1 430	1 367	1 563	2 105	2 624	3 119	3 192	2 384	2 637	11.0	10.7	9.5	8.3
Informatique et information	79	73	83	91	85	88	81	69	63	24.2	4.7	9.0	12.5
Redevances et droits de licence	4	4	5	5	10	9	6	17	47	2.9	1.9	6.3	13.0
Autres services aux entreprises	235	282	270	288	325	376	384	289	283	12.4	11.4	5.4	4.6
Services personnels, culturels	38	35	16	24	19	63	92	84	70	22.4	12.5	11.0	6.8
Services des adm. publiques nca	-	-	-	2	2	-	1	-	1	-	1.0	-	0.2
Pays de contrepartie: France													
Biens et services	4 278	4 444	5 207	5 479	6 146	6 461	6 993	6 056	6 783	13.4	12.3	11.3	10.7
Biens	1 884	1 885	2 061	2 001	2 128	2 163	2 272	1 739	1 957	18.7	16.9	15.6	15.4
Services	2 394	2 559	3 146	3 478	4 017	4 298	4 721	4 317	4 825	11.0	10.7	10.1	9.5
Transports	164	172	172	199	187	251	309	258	271	10.6	9.2	11.5	10.5
Voyages	752	794	878	893	941	990	1 047	1 024	1 071	29.6	30.7	34.2	34.5
Communication	74	91	79	95	85	183	155	110	102	10.1	10.7	4.6	5.0
Construction	21	30	41	56	80	68	65	38	42	16.9	24.2	11.2	12.5
Services d'assurance	207	196	287	330	413	370	529	562	711	18.8	20.9	24.4	26.4
Services financiers	712	613	832	1 085	1 470	1 707	1 694	1 556	1 747	5.5	5.5	6.2	5.5
Informatique et information	30	204	350	314	275	40	52	26	38	9.1	16.3	3.4	7.7
Redevances et droits de licence	33	22	12	20	19	24	26	20	33	26.8	8.3	7.4	9.3
Autres services aux entreprises	375	403	466	463	516	618	788	644	696	19.7	18.3	12.1	11.4
Services personnels, culturels	25	32	28	25	31	49	57	79	113	14.7	12.6	10.3	11.1
Services des adm. publiques nca	-	-	-	-	-	-	1	-	-	0.1	0.1	-	-

Source: STATEC, BCL

Tab. 4.2: Echange international de biens et services avec les pays limitrophes – IMPORTATIONS

Libellé	Unité: Mio EUR									Parts relatives en % du total			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
Pays de contrepartie: Allemagne													
Biens et services	5 357	5 628	6 622	7 287	8 456	9 485	9 868	8 159	8 554	21.1	21.0	20.9	19.1
Biens	3 263	3 379	3 600	3 821	4 341	4 757	5 557	4 113	4 615	26.6	25.2	28.9	27.7
Services	2 094	2 249	3 022	3 466	4 115	4 728	4 311	4 046	3 938	15.9	17.8	16.4	14.0
Transports	100	107	131	155	180	222	234	269	130	12.6	15.2	24.1	10.6
Voyages	397	418	468	465	495	522	523	515	524	19.4	19.4	19.7	19.4
Communication	22	159	236	210	214	75	41	35	44	21.9	22.6	3.4	6.5
Construction	66	103	152	161	160	226	247	193	186				
Services d'assurance	184	145	180	178	340	332	187	250	246	22.5	18.0	19.0	15.6
Services financiers	1 100	958	1 242	1 657	2 027	2 614	2 374	2 043	2 011	16.1	16.2	16.4	13.2
Informatique et information	40	66	104	109	120	104	83	92	107	13.2	19.9	17.1	18.9
Redevances et droits de licence	2	2	4	2	2	2	4	5	13				
Autres services aux entreprises	173	281	485	510	539	578	555	566	588	11.0	19.3	13.7	13.0
Services personnels, culturels	9	9	19	17	38	52	62	74	84	2.9	6.3	10.7	9.5
Services des adm. publiques nca	1	1	1	2	1	1	1	2	3	2.9	6.6	6.1	8.9
Pays de contrepartie: Belgique													
Biens et services	5 926	5 830	6 553	7 195	7 814	8 299	8 960	7 182	8 306	23.3	20.8	18.4	18.5
Biens	4 194	4 230	4 818	4 999	5 582	5 541	6 023	4 826	5 836	34.2	32.9	33.9	35.0
Services	1 732	1 600	1 736	2 196	2 232	2 757	2 937	2 356	2 470	13.2	11.3	9.5	8.8
Transports	116	97	107	123	126	160	205	143	140	14.6	12.1	12.8	11.4
Voyages	351	368	398	408	429	396	421	387	402	17.2	17.0	14.8	14.9
Communication	29	31	36	22	20	34	45	35	34	28.7	2.4	3.4	5.0
Construction	50	39	45	62	81	88	82	73	98				
Services d'assurance	121	114	131	145	109	107	191	175	198	14.8	14.6	13.3	12.6
Services financiers	768	653	689	1 088	1 054	1 544	1 505	1 099	1 190	11.2	10.6	8.8	7.8
Informatique et information	78	57	71	70	112	140	124	112	114	26.1	12.8	20.7	20.2
Redevances et droits de licence	7	6	5	3	3	3	4	3	4				
Autres services aux entreprises	196	217	236	260	270	249	315	276	234	12.5	9.8	6.7	5.2
Services personnels, culturels	13	14	14	10	24	32	37	41	45	3.9	3.8	5.9	5.1
Services des adm. publiques nca	3	3	4	4	4	5	7	10	10	12.8	18.3	29.3	26.1
Pays de contrepartie: France													
Biens et services	3 570	3 611	4 286	4 070	5 022	4 642	4 967	4 080	4 810	14.0	11.7	10.5	10.7
Biens	1 798	1 721	1 903	1 760	1 922	2 041	2 327	1 678	2 103	14.6	11.6	11.8	12.6
Services	1 772	1 891	2 383	2 310	3 100	2 601	2 640	2 402	2 706	13.5	11.8	9.7	9.6
Transports	106	69	79	85	94	205	159	128	199	13.4	8.3	11.5	16.1
Voyages	546	578	624	628	653	639	614	607	627	26.7	26.2	23.2	23.2
Communication	16	114	193	159	166	33	27	35	54	15.6	17.1	3.3	7.9
Construction	81	80	67	57	53	66	56	35	34				
Services d'assurance	174	172	229	244	309	208	332	316	394	21.3	24.6	24.0	25.0
Services financiers	519	370	561	513	1 058	806	768	707	797	7.6	5.0	5.7	5.2
Informatique et information	25	52	89	90	81	53	66	53	58	8.4	16.3	9.9	10.3
Redevances et droits de licence	11	14	15	7	6	3	6	15	19				
Autres services aux entreprises	250	410	483	491	632	547	561	446	446	15.9	18.6	10.8	9.8
Services personnels, culturels	43	32	42	36	46	38	49	60	77	13.3	13.4	8.6	8.7
Services des adm. publiques nca	2	1	1	1	1	1	1	1	1	7.1	5.6	3.6	3.5

Source: STATEC, BCL

Tab. 4.3: Echange international de biens et services avec les pays limitrophes – SOLDE

Libellé	Unité: Mio EUR									Taux de couverture en %			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
Pays de contrepartie: Allemagne													
Biens et services	1 186	1 116	1 329	1 630	2 383	2 733	2 513	3 229	3 497	122	122	140	141
Biens	-827	-918	-875	-882	-1 207	-1 420	-1 902	-939	-1 219	75	77	77	74
Services	2 013	2 034	2 205	2 512	3 590	4 154	4 416	4 168	4 715	196	172	203	220
Transports	102	83	91	114	136	133	186	158	228	202	174	158	275
Voyages	142	147	176	175	167	159	189	185	206	136	138	136	139
Communication	280	153	61	112	137	188	312	397	376	1 362	153	1 233	950
Construction	-53	-83	-128	-128	-131	-172	-207	-155	-141	20	21	20	24
Services d'assurance	52	59	71	162	125	155	205	228	187	128	191	191	176
Services financiers	1 388	1 423	1 617	1 813	2 894	3 096	2 960	2 663	2 870	226	209	230	243
Informatique et information	-13	241	477	418	378	10	-46	-63	-38	66	482	31	64
Redevances et droits de licence	13	17	19	13	29	12	14	13	-2	974	655	373	84
Autres services aux entreprises	58	-54	-214	-193	-153	568	776	693	930	133	62	222	258
Services personnels, culturels	21	27	15	23	9	5	26	53	102	329	237	171	221
Services des adm. publiques nca	23	21	20	3	-1	-1	-1	-2	-3	3 100	292	11	-
Pays de contrepartie: Belgique													
Biens et services	-1 814	-1 686	-2 017	-1 880	-1 793	-1 600	-1 936	-1 549	-2 222	69	74	78	73
Biens	-3 073	-3 097	-3 602	-3 693	-4 093	-4 015	-4 352	-3 529	-4 373	27	26	27	25
Services	1 260	1 412	1 586	1 813	2 301	2 415	2 416	1 981	2 151	173	183	184	187
Transports	133	130	139	193	171	132	74	65	88	215	257	145	163
Voyages	372	371	425	403	380	421	422	434	451	206	199	212	212
Communication	-1	-13	-3	-1	11	10	-1	0	7	98	93	100	121
Construction	-33	-24	-27	-29	-35	-31	-31	-20	-72	33	53	73	27
Services d'assurance	68	136	133	168	176	201	188	200	175	156	217	214	188
Services financiers	662	714	874	1 017	1 570	1 575	1 687	1 285	1 447	186	193	217	222
Informatique et information	1	16	12	21	-27	-52	-44	-43	-51	101	130	62	55
Redevances et droits de licence	-3	-2	-	2	8	7	2	14	43	52	173	542	1 151
Autres services aux entreprises	39	64	34	27	55	127	69	13	48	120	111	105	121
Services personnels, culturels	25	21	2	14	-5	31	55	43	24	299	239	205	154
Services des adm. publiques nca	-3	-2	-4	-2	-2	-5	-5	-10	-10	1	53	1	6
Pays de contrepartie: France													
Biens et services	707	832	921	1 409	1 123	1 820	2 026	1 976	1 973	120	135	148	141
Biens	86	164	158	240	206	122	-55	61	-146	105	114	104	93
Services	621	668	763	1 169	917	1 698	2 082	1 915	2 119	135	151	180	178
Transports	59	103	93	114	93	45	150	130	72	155	235	202	136
Voyages	207	217	254	265	288	351	433	417	445	138	142	169	171
Communication	58	-23	-114	-64	-80	150	127	76	49	466	60	319	190
Construction	-60	-50	-26	-1	27	2	9	3	8	27	98	108	124
Services d'assurance	33	24	58	86	104	162	197	247	317	119	135	178	181
Services financiers	193	244	271	572	412	901	925	849	950	137	211	220	219
Informatique et information	5	152	261	224	194	-13	-14	-27	-20	119	350	49	66
Redevances et droits de licence	22	8	-3	13	12	20	20	5	14	309	286	133	176
Autres services aux entreprises	125	-7	-17	-28	-117	70	227	198	250	150	94	145	156
Services personnels, culturels	-18	1	-14	-11	-15	10	8	19	36	58	69	132	146
Services des adm. publiques nca	-2	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	14	9	-	-

Source: STATEC, BCL

Tab. 4.4: Echange international de biens et services avec les pays limitrophes – TOTAL

	Unité: Mio EUR									Parts relatives en % du total			
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2003	2009	2010
CREDIT (Allemagne + Belgique + France)													
Biens et services	14 932	15 332	17 695	19 712	23 006	25 378	26 398	23 078	24 917	46.9	44.4	42.9	39.2
Biens	5 440	5 479	6 000	6 246	6 752	7 026	7 598	6 210	6 817	54.1	52.8	55.6	53.7
Services	9 492	9 853	11 694	13 466	16 254	18 352	18 801	16 868	18 100	43.6	41.4	39.5	35.5
Transports	614	590	640	784	800	898	1 007	894	857	39.7	36.4	39.7	33.3
Voyages	2 014	2 099	2 344	2 344	2 411	2 488	2 603	2 545	2 653	79.2	80.7	85.0	85.4
Communication	405	422	409	438	468	490	551	578	565	55.2	49.4	24.3	27.6
Construction	52	66	84	122	155	178	157	129	114	40.4	52.9	38.3	33.9
Services d'assurance	632	650	802	983	1 163	1 164	1 300	1 415	1 518	57.4	62.5	61.5	56.3
Services financiers	4 629	4 361	5 254	6 660	9 015	10 537	10 220	8 646	9 265	35.7	33.8	34.6	29.0
Informatique et information	135	583	1 014	933	858	241	170	124	170	41.3	48.3	16.2	34.0
Redevances et droits de licence	52	45	40	40	60	48	50	55	91	41.8	16.7	20.5	25.4
Autres services aux entreprises	841	912	1 007	1 067	1 226	2 140	2 503	2 193	2 498	44.3	42.3	41.2	40.7
Services personnels, culturels	94	103	78	88	96	168	237	290	369	55.1	45.4	38.0	36.1
Services des adm. publiques nca	24	22	22	7	2	-	3	-	1	10.6	3.1	0.1	0.2
DEBIT (Allemagne + Belgique + France)													
Biens et services	14 853	15 070	17 461	18 552	21 292	22 425	23 795	19 421	21 670	58.4	53.5	49.9	48.3
Biens	9 255	9 330	10 320	10 580	11 846	12 340	13 907	10 617	12 555	75.4	69.7	74.6	75.3
Services	5 598	5 740	7 141	7 972	9 446	10 086	9 888	8 804	9 115	42.6	40.9	35.6	32.3
Transports	413	399	419	514	484	542	587	466	499	52.2	50.4	41.8	40.5
Voyages	1 475	1 534	1 700	1 704	1 749	1 807	1 890	1 845	1 924	72.2	71.1	70.6	71.3
Communication	102	110	112	116	117	226	198	146	144	100.8	12.5	14.0	21.0
Construction	38	45	59	89	126	124	117	91	68	15.6	25.9	20.7	15.6
Services d'assurance	396	446	551	643	698	677	908	937	1 084	48.5	64.8	71.3	68.9
Services financiers	2 141	1 980	2 395	3 190	4 094	4 827	4 886	3 940	4 384	31.4	31.2	31.6	28.8
Informatique et information	109	277	433	405	360	127	133	95	101	36.4	73.8	17.6	17.8
Redevances et droits de licence	37	26	17	24	29	33	32	37	80	35.0	21.6	11.2	26.6
Autres services aux entreprises	610	685	736	751	840	994	1 172	933	979	38.8	28.4	22.5	21.6
Services personnels, culturels	63	68	44	49	50	111	149	163	183	19.5	18.4	23.4	20.7
Services des adm. publiques nca	-	1	-	2	2	-	2	-	1	1.1	10.2	0.4	1.5
NET (Allemagne + Belgique + France)													
										Taux de couverture en %			
Biens et services	79	262	234	1 160	1 714	2 953	2 603	3 656	3 247	101	106	119	115
Biens	-3 815	-3 851	-4 319	-4 334	-5 094	-5 314	-6 309	-4 407	-5 738	59	59	58	54
Services	3 894	4 114	4 553	5 494	6 808	8 266	8 913	8 064	8 985	170	169	192	199
Transports	164	172	172	199	187	251	309	258	271	149	152	192	172
Voyages	752	794	878	893	941	990	1 047	1 024	1 071	137	138	138	138
Communication	74	91	79	95	85	183	155	110	102	396	377	397	392
Construction	21	30	41	56	80	68	65	38	42	136	138	142	167
Services d'assurance	207	196	287	330	413	370	529	562	711	160	153	151	140
Services financiers	712	613	832	1 085	1 470	1 707	1 694	1 556	1 747	216	209	219	211
Informatique et information	30	204	350	314	275	40	52	26	38	124	230	130	168
Redevances et droits de licence	33	22	12	20	19	24	26	20	33	141	165	149	114
Autres services aux entreprises	375	403	466	463	516	618	788	644	696	138	142	235	255
Services personnels, culturels	25	32	28	25	31	49	57	79	113	149	180	178	202
Services des adm. publiques nca	-	-	-	-	-	-	1	-	-	8 224	288	280	100

Source: STATEC, BCL

Tab. 5: Echanges de biens et services par pays partenaire

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Pays de contrepartie: Autriche										Unité: Mio EUR		
Biens et services	563	474	376	443	370	342	320	359	192	132	56	84
Biens	253	237	157	185	131	122	92	113	122	114	65	72
Services	310	237	219	257	239	219	229	246	70	18	-10	12
Services financiers	190	127	115	142	94	59	50	62	97	68	65	80
Services autres que financiers	119	110	104	116	145	160	179	184	-26	-50	-74	-68
Pays de contrepartie: Danemark												
Biens et services	348	378	342	429	177	168	169	209	171	210	173	220
Biens	128	137	85	78	30	45	31	33	98	92	54	45
Services	220	241	256	351	148	122	138	176	72	118	119	175
Services financiers	139	147	171	256	70	70	82	112	69	77	89	145
Services autres que financiers	81	93	86	95	78	52	55	64	3	41	30	30
Pays de contrepartie: Espagne												
Biens et services	1 333	1 180	994	1 202	704	731	741	910	630	450	253	291
Biens	448	338	229	248	147	151	130	125	301	187	99	124
Services	885	842	765	953	556	580	611	786	328	263	154	168
Services financiers	578	467	399	507	295	221	192	234	284	245	207	273
Services autres que financiers	306	376	366	447	262	359	418	552	45	17	-52	-105
Pays de contrepartie: Finlande												
Biens et services	399	307	258	349	201	160	142	148	198	146	116	201
Biens	62	66	38	41	39	48	42	14	22	18	-4	28
Services	337	241	220	308	162	112	101	134	176	129	120	174
Services financiers	262	157	142	213	135	78	69	96	126	78	73	117
Services autres que financiers	76	84	78	95	26	34	31	38	49	50	47	56
Pays de contrepartie: Grèce												
Biens et services	212	194	170	289	152	138	121	172	60	56	49	117
Biens	38	54	27	27	3	22	2	5	35	33	25	21
Services	174	140	143	262	149	116	119	167	25	24	24	95
Services financiers	147	98	89	200	82	52	49	92	65	46	39	109
Services autres que financiers	27	42	54	62	67	64	70	75	-39	-22	-16	-13
Pays de contrepartie: Irlande												
Biens et services	462	587	495	599	352	398	345	397	110	190	150	202
Biens	46	46	26	33	78	73	67	69	-33	-27	-41	-36
Services	417	541	469	567	274	324	278	328	143	217	191	238
Services financiers	276	363	285	358	153	195	164	205	124	169	121	154
Services autres que financiers	140	178	184	208	121	130	114	124	19	48	69	85
Pays de contrepartie: Italie												
Biens et services	4 785	4 055	3 295	4 996	2 642	2 202	1 939	2 642	2 143	1 853	1 356	2 354
Biens	704	660	478	602	356	332	364	400	348	328	113	202
Services	4 081	3 395	2 818	4 393	2 286	1 870	1 575	2 242	1 795	1 525	1 243	2 151
Services financiers	3 591	2 852	2 319	3 669	1 832	1 385	1 122	1 695	1 759	1 467	1 197	1 975
Services autres que financiers	490	543	499	724	454	485	453	547	36	58	46	176

Source: STATEC, BCL

Tab. 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 1)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Pays de contrepartie: Pays-Bas										Unité: Mio EUR		
Biens et services	2 934	3 039	2 671	2 642	1 953	1 986	1 793	1 865	980	1 053	878	777
Biens	800	900	589	694	971	1 010	856	869	-170	-110	-268	-175
Services	2 133	2 138	2 082	1 947	982	976	937	996	1 151	1 162	1 146	952
Services financiers	1 189	1 150	1 129	962	589	542	531	436	600	608	598	525
Services autres que financiers	944	989	953	986	393	434	405	559	551	555	547	426
Pays de contrepartie: Pologne												
Biens et services	374	412	346	425	177	337	158	198	198	76	187	227
Biens	211	225	165	237	104	254	94	117	107	-29	71	120
Services	163	187	181	188	72	82	65	81	91	104	116	107
Services financiers	49	42	32	39	26	19	13	14	22	23	20	25
Services autres que financiers	114	145	149	149	46	63	52	67	68	82	97	81
Pays de contrepartie: Portugal												
Biens et services	257	217	173	189	228	224	214	228	29	-6	-41	-39
Biens	85	56	47	44	37	38	39	38	47	18	8	6
Services	172	161	126	145	190	185	175	190	-18	-24	-49	-46
Services financiers	121	94	56	59	58	41	22	26	63	53	34	33
Services autres que financiers	51	67	70	85	133	145	152	164	-81	-77	-83	-79
Pays de contrepartie: Royaume-Uni												
Biens et services	5 766	7 402	6 587	7 140	3 422	4 138	3 740	3 492	2 344	3 263	2 847	3 648
Biens	710	835	559	911	369	571	435	426	340	265	125	485
Services	5 057	6 566	6 028	6 229	3 053	3 567	3 306	3 066	2 004	2 999	2 722	3 163
Services financiers	2 506	3 504	2 807	3 412	1 272	1 683	1 258	1 447	1 235	1 821	1 549	1 965
Services autres que financiers	2 550	3 062	3 221	2 816	1 781	1 884	2 047	1 619	769	1 178	1 174	1 197
Pays de contrepartie: Suède												
Biens et services	892	860	803	992	501	507	473	515	391	353	331	477
Biens	182	187	131	137	102	116	96	71	80	71	35	65
Services	709	673	672	855	399	391	377	444	311	282	296	412
Services financiers	570	505	512	671	290	251	246	302	280	254	266	368
Services autres que financiers	140	168	160	185	109	140	131	141	31	28	30	43
Pays de contrepartie: Brésil												
Biens et services	167	170	130	216	64	54	38	53	103	116	92	163
Biens	36	24	17	34	29	28	12	13	6	-4	5	21
Services	131	146	113	182	34	26	26	40	96	120	87	143
Services financiers	54	23	29	48	24	9	12	18	30	14	17	30
Services autres que financiers	76	123	84	135	10	17	14	22	66	106	70	113
Pays de contrepartie: Chine												
Biens et services	358	365	299	377	192	183	131	195	167	181	168	182
Biens	199	159	133	132	107	89	57	97	92	71	76	34
Services	159	205	166	245	84	95	74	98	74	110	92	147
Services financiers	42	32	32	49	16	9	8	14	26	23	24	35
Services autres que financiers	117	173	135	196	69	85	66	84	48	87	69	112

Source: STATEC, BCL

Tab. 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 2)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Pays de contrepartie: Etats-Unis d'Amérique										Unité: Mio EUR		
Biens et services	2 293	2 420	2 353	3 051	1 967	1 935	1 715	2 215	326	485	637	836
Biens	371	401	388	380	683	527	396	513	-312	-126	-8	-133
Services	1 922	2 019	1 964	2 671	1 284	1 408	1 319	1 702	638	611	645	969
Services financiers	1 238	1 245	1 192	1 695	786	797	752	978	452	447	440	717
Services autres que financiers	683	774	772	977	498	611	567	724	186	164	205	253
Pays de contrepartie: Hong-Kong												
Biens et services	587	605	503	816	383	366	318	419	204	239	185	397
Biens	48	21	83	142	153	136	139	158	-105	-116	-56	-16
Services	539	584	420	674	229	230	179	261	309	355	241	413
Services financiers	269	259	221	377	149	134	111	180	120	125	111	198
Services autres que financiers	270	326	199	296	80	96	68	82	190	230	130	215
Pays de contrepartie: Inde												
Biens et services	365	107	86	100	104	198	91	117	261	-91	-5	-18
Biens	234	38	34	44	24	158	55	87	211	-120	-21	-44
Services	131	69	52	56	81	40	36	30	50	29	16	26
Services financiers	115	27	16	14	58	14	8	9	56	14	8	5
Services autres que financiers	16	42	36	42	22	26	28	21	-7	15	8	20
Pays de contrepartie: Japon												
Biens et services	991	1 079	810	1 363	574	560	405	673	417	519	405	690
Biens	38	51	32	41	85	46	35	99	-47	5	-3	-59
Services	954	1 028	778	1 322	489	514	370	574	465	514	408	749
Services financiers	891	962	715	1 232	440	459	330	538	450	504	384	695
Services autres que financiers	63	66	63	90	49	56	39	36	14	10	24	54
Pays de contrepartie: Russie												
Biens et services	262	285	244	243	82	45	39	52	180	240	204	190
Biens	161	166	105	105	48	12	6	14	113	154	98	91
Services	101	119	139	137	34	33	33	38	67	86	106	99
Services financiers	26	23	21	25	10	6	6	8	17	17	15	17
Services autres que financiers	75	96	118	112	25	27	27	30	50	69	91	82
Pays de contrepartie: Suisse												
Biens et services	4 998	4 804	4 158	4 657	4 041	4 188	3 559	4 007	957	616	599	651
Biens	243	416	383	336	390	386	273	378	-147	30	110	-41
Services	4 755	4 388	3 775	4 321	3 651	3 802	3 286	3 629	1 104	586	488	692
Services financiers	4 160	3 695	3 159	3 735	2 182	1 889	1 559	1 816	1 978	1 806	1 599	1 919
Services autres que financiers	595	693	616	586	1 469	1 913	1 727	1 813	-874	-1 220	-1 111	-1 227
Pays de contrepartie: Taïwan												
Biens et services	500	268	440	1 044	267	152	220	472	233	116	220	572
Biens	17	13	13	13	25	20	16	19	-8	-7	-3	-6
Services	483	255	427	1 031	242	132	204	453	241	123	223	578
Services financiers	461	238	409	1 013	235	119	196	441	227	119	213	572
Services autres que financiers	22	16	18	18	7	12	8	12	14	4	10	6

Source: STATEC, BCL

Tab. 6: Exportations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: Mio EUR									Parts relatives en %			
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
	Monde	21 768	22 511	27 312	32 548	40 365	47 360	47 253	42 654	50 951	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	4 107	4 283	5 227	5 978	7 705	8 882	8 727	8 214	8 654	18.9	18.4	19.3	17.0
2	Royaume-Uni	1 582	1 891	2 553	2 969	4 197	5 057	6 566	6 028	6 229	7.3	9.1	14.1	12.2
3	France	2 394	2 559	3 146	3 478	4 017	4 298	4 721	4 317	4 825	11.0	10.7	10.1	9.5
4	Belgique	2 992	3 011	3 321	4 009	4 532	5 172	5 353	4 337	4 621	13.7	12.3	10.2	9.1
5	Italie	2 149	1 910	2 536	2 994	3 560	4 081	3 395	2 818	4 393	9.9	9.2	6.6	8.6
6	Suisse	2 930	2 863	3 278	3 681	4 034	4 755	4 388	3 775	4 321	13.5	11.3	8.8	8.5
7	Etats-Unis d'Amérique	1 299	1 158	1 237	1 470	1 795	1 922	2 019	1 964	2 671	6.0	4.5	4.6	5.2
8	Pays-Bas	1 100	1 099	1 302	1 517	1 801	2 133	2 138	2 082	1 947	5.1	4.7	4.9	3.8
9	Japon	450	575	715	900	908	954	1 028	778	1 322	2.1	2.8	1.8	2.6
10	Taiwan	105	139	137	190	296	483	255	427	1 031	0.5	0.6	1.0	2.0
11	Espagne	286	419	565	638	810	885	842	765	953	1.3	2.0	1.8	1.9
12	Suède	313	345	449	490	604	709	673	672	855	1.4	1.5	1.6	1.7
13	Hong-Kong	193	230	290	370	495	539	584	420	674	0.9	1.1	1.0	1.3
14	Irlande	163	147	227	263	333	417	541	469	567	0.8	0.8	1.1	1.1
15	Danemark	86	92	103	111	143	220	241	256	351	0.4	0.3	0.6	0.7
16	Singapour	50	89	115	140	165	212	214	216	314	0.2	0.4	0.5	0.6
17	Finlande	52	60	85	119	170	337	241	220	308	0.2	0.4	0.5	0.6
18	Grèce	46	46	59	73	119	174	140	143	262	0.2	0.2	0.3	0.5
19	Canada	39	50	40	98	105	117	188	185	261	0.2	0.3	0.4	0.5
20	Autriche	118	94	114	152	282	310	237	219	257	0.5	0.5	0.5	0.5
21	Chine	49	90	121	134	137	159	205	166	245	0.2	0.4	0.4	0.5
22	Bermudes	43	31	73	66	136	147	147	160	212	0.2	0.2	0.4	0.4
23	Caimanes (îles)	65	62	66	109	151	136	215	143	212	0.3	0.3	0.3	0.4
24	Norvège	41	43	51	78	109	156	149	139	196	0.2	0.2	0.3	0.4
25	Pologne	30	49	42	67	140	163	187	181	188	0.1	0.2	0.4	0.4
26	Brésil	31	33	39	55	90	131	146	113	182	0.1	0.2	0.3	0.4
27	Australie	17	18	32	50	93	102	118	105	164	0.1	0.2	0.2	0.3
28	Liechtenstein	19	17	20	22	29	32	56	45	161	0.1	0.1	0.1	0.3
29	Jersey	57	48	78	78	211	142	147	119	158	0.3	0.2	0.3	0.3
30	Emirats Arabes Unis	11	11	21	78	85	103	121	132	157	0.1	0.2	0.3	0.3
31	Portugal	72	84	92	139	177	172	161	126	145	0.3	0.4	0.3	0.3
32	Russie	25	33	31	40	68	101	119	139	137	0.1	0.1	0.3	0.3
33	Chili	13	26	12	29	33	58	66	83	136	0.1	0.1	0.2	0.3
34	Tchéquie	16	20	28	37	41	92	62	74	120	0.1	0.1	0.2	0.2
35	Afrique du Sud	34	33	39	53	68	120	117	85	120	0.2	0.2	0.2	0.2
36	Slovaquie	3	5	11	22	36	64	47	44	96	0.0	0.1	0.1	0.2
37	Turquie	47	28	34	47	96	126	101	56	92	0.2	0.1	0.1	0.2
38	Vierges britanniques (îles)	67	62	81	105	140	124	112	84	89	0.3	0.3	0.2	0.2
39	Maurice (île)	3	7	5	3	14	26	29	47	83	-	-	0.1	0.2
40	Roumanie	3	2	5	7	12	18	36	35	79	-	-	0.1	0.2
41	Hongrie	8	9	13	39	38	43	43	37	68	-	0.1	0.1	0.1
42	Monaco	29	31	30	36	57	71	78	68	67	0.1	0.1	0.2	0.1
43	Qatar	1	1	1	3	12	19	19	35	64	-	-	0.1	0.1
44	Israël	8	10	16	34	35	28	27	41	63	-	0.1	0.1	0.1
45	Panama	28	31	32	52	66	72	63	56	62	0.1	0.2	0.1	0.1
46	Arabie Saoudite	12	10	7	25	52	72	76	41	60	0.1	0.1	0.1	0.1
47	Lettonie	5	8	14	10	24	21	15	30	60	-	-	0.1	0.1
48	Gibraltar	3	3	4	10	22	22	17	32	57	-	-	0.1	0.1
49	Mexique	12	28	35	33	40	51	43	76	57	0.1	0.1	0.2	0.1
50	Inde	27	28	35	50	58	131	69	52	56	0.1	0.2	0.1	0.1

Source: STATEC, BCL

Tab. 7: Importations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: Mio EUR									Parts relatives en %			
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
	Monde	13 153	13 706	16 844	19 494	23 765	27 476	27 326	24 718	28 196	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	2 094	2 249	3 022	3 466	4 115	4 728	4 311	4 046	3 938	15.9	17.8	15.8	14.0
2	Suisse	1 605	1 664	1 658	2 036	2 482	3 651	3 802	3 286	3 629	12.2	10.4	13.9	12.9
3	Royaume-Uni	1 219	1 265	1 782	2 029	2 980	3 053	3 567	3 306	3 066	9.3	10.4	13.1	10.9
4	France	1 772	1 891	2 383	2 310	3 100	2 601	2 640	2 402	2 706	13.5	11.8	9.7	9.6
5	Belgique	1 732	1 600	1 736	2 196	2 232	2 757	2 937	2 356	2 470	13.2	11.3	10.7	8.8
6	Italie	1 172	1 302	1 426	1 793	1 922	2 286	1 870	1 575	2 242	8.9	9.2	6.8	8.0
7	Etats-Unis d'Amérique	1 072	871	1 294	978	1 906	1 284	1 408	1 319	1 702	8.2	5.0	5.2	6.0
8	Pays-Bas	632	679	716	736	799	982	976	937	996	4.8	3.8	3.6	3.5
9	Singapour	25	39	40	70	49	283	533	674	877	0.2	0.4	2.0	3.1
10	Espagne	253	277	334	491	451	556	580	611	786	1.9	2.5	2.1	2.8
11	Japon	239	265	413	537	445	489	514	370	574	1.8	2.8	1.9	2.0
12	Taiwan	30	46	37	107	98	242	132	204	453	0.2	0.5	0.5	1.6
13	Suède	135	151	174	289	253	399	391	377	444	1.0	1.5	1.4	1.6
14	Irlande	173	333	483	258	805	274	324	278	328	1.3	1.3	1.2	1.2
15	Hong-Kong	68	81	118	131	184	229	230	179	261	0.5	0.7	0.8	0.9
16	Autriche	122	137	173	171	225	239	219	229	246	0.9	0.9	0.8	0.9
17	Portugal	112	123	138	174	183	190	185	175	190	0.8	0.9	0.7	0.7
18	Danemark	41	54	52	80	82	148	122	138	176	0.3	0.4	0.4	0.6
19	Turquie	26	15	41	70	92	111	170	193	173	0.2	0.4	0.6	0.6
20	Grèce	44	46	51	71	72	149	116	119	167	0.3	0.4	0.4	0.6
21	Finlande	27	33	38	63	61	162	112	101	134	0.2	0.3	0.4	0.5
22	Bermudes	25	34	55	48	82	93	84	95	116	0.2	0.2	0.3	0.4
23	Canada	26	32	31	64	47	76	76	76	107	0.2	0.3	0.3	0.4
24	Norvège	14	17	19	47	37	85	83	75	99	0.1	0.2	0.3	0.3
25	Chine	16	19	35	57	77	84	95	74	98	0.1	0.3	0.3	0.3
26	Pologne	14	16	17	37	44	72	82	65	81	0.1	0.2	0.3	0.3
27	Australie	14	12	16	33	35	55	64	50	79	0.1	0.2	0.2	0.3
28	Jersey	33	27	18	46	57	75	62	54	69	0.3	0.2	0.2	0.2
29	Liechtenstein	11	6	10	9	8	11	23	19	69	0.1	-	0.1	0.2
30	Tchéquie	22	21	29	39	42	67	69	56	67	0.2	0.2	0.3	0.2
31	Caïmanes (îles)	9	10	10	36	21	44	59	38	65	0.1	0.2	0.2	0.2
32	Kazakhstan	-	-	1	1	2	3	14	10	60	-	-	0.1	0.2
33	Chili	2	5	3	16	6	28	31	39	59	-	0.1	0.1	0.2
34	Emirats Arabes Unis	9	10	14	38	19	49	63	41	55	0.1	0.2	0.2	0.2
35	Hongrie	11	13	16	28	22	40	47	40	53	0.1	0.1	0.2	0.2
36	Azerbaïdjan	2	3	5	6	10	29	56	38	49	-	-	0.2	0.2
37	Monaco	18	15	16	21	35	45	57	53	48	0.1	0.1	0.2	0.2
38	Slovaquie	2	3	4	14	11	38	27	23	45	-	0.1	0.1	0.2
39	Maurice (île)	2	4	3	4	6	16	16	31	45	-	-	0.1	0.2
40	Afrique du Sud	10	8	16	46	23	63	63	29	43	0.1	0.2	0.2	0.2
41	Brésil	9	10	13	26	24	34	26	26	40	0.1	0.1	0.1	0.1
42	Russie	10	11	14	28	36	34	33	33	38	0.1	0.1	0.1	0.1
43	Israël	5	4	6	15	14	17	19	29	36	0.0	0.1	0.1	0.1
44	Roumanie	3	5	5	6	7	11	25	14	33	-	-	0.1	0.1
45	Koweït	2	3	4	11	9	16	14	19	32	-	0.1	0.1	0.1
46	Guernesey	10	22	30	15	17	21	28	23	31	0.1	0.1	0.1	0.1
47	Inde	6	9	17	25	35	81	40	36	30	-	0.1	0.1	0.1
48	Malte	2	6	7	28	10	38	27	20	29	-	0.1	0.1	0.1
49	Corée du Sud	5	8	9	45	24	33	21	22	29	-	0.2	0.1	0.1
50	Qatar	-	-	-	1	2	10	8	13	27	-	-	-	0.1

Source: STATEC, BCL

Tab. 8: Exportations et importations de services – zones partenaires

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2002	2005	2009	2010
	Unité: Mio EUR								Parts relatives en %				
Exportations													
Monde	21 768	22 511	27 312	32 548	40 365	47 360	47 253	42 654	50 951	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	13 507	13 744	16 705	19 400	23 583	26 989	26 697	23 922	27 230	62.1	59.6	56.1	53.4
Extra zone-euro	8 261	8 768	10 607	13 148	16 782	20 371	20 556	18 732	23 722	37.9	40.4	43.9	46.6
Intra EU-15	15 746	16 338	20 129	23 350	28 954	33 451	34 550	31 205	34 919	72.3	71.7	73.2	68.5
Extra EU-15	6 022	6 173	7 183	9 198	11 411	13 909	12 703	11 449	16 032	27.7	28.3	26.8	31.5
Intra EU-25	15 826	16 449	20 271	23 638	29 392	34 015	35 046	31 684	35 604	72.7	72.6	74.3	69.9
Extra EU-25	5 942	6 062	7 041	8 910	10 973	13 345	12 207	10 970	15 347	27.3	27.4	25.7	30.1
Intra EU-27	15 830	16 453	20 278	23 659	29 424	34 045	35 091	31 735	35 704	72.7	72.7	74.4	70.1
Extra EU-27	5 938	6 059	7 034	8 890	10 941	13 315	12 162	10 919	15 247	27.3	27.3	25.6	29.9
Europe	19 012	19 567	23 880	27 793	34 413	39 843	40 329	36 225	41 079	87.3	85.4	84.9	80.6
Afrique	71	76	86	195	253	350	319	347	580	0.3	0.6	0.8	1.1
Asie	971	1 281	1 594	2 242	2 680	3 624	3 062	2 676	4 578	4.5	6.9	6.3	9.0
Amerique	1 663	1 544	1 702	2 230	2 878	3 368	3 378	3 244	4 455	7.6	6.9	7.6	8.7
Amérique du Nord	1 338	1 208	1 277	1 568	1 906	2 057	2 207	2 149	2 933	6.1	4.8	5.0	5.8
APEC	2 298	2 509	2 860	3 658	4 374	4 963	5 047	4 766	7 300	10.6	11.2	11.2	14.3
ACP	94	91	106	229	360	458	476	508	827	0.4	0.7	1.2	1.6
OCDE	20 671	21 243	25 738	29 999	36 555	42 132	43 018	38 713	44 790	95.0	92.2	90.8	87.9
OPEP	38	40	55	191	235	388	296	292	416	0.2	0.6	0.7	0.8
BRICS (1)	166	218	265	332	422	641	657	555	741	0.8	1.0	1.3	1.5
	Unité: Mio EUR								Parts relatives en %				
Importations													
Monde	13 153	13 706	16 844	19 494	23 765	27 476	27 326	24 718	28 196	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	8 152	8 684	10 516	11 751	14 004	15 002	14 396	12 961	14 367	62.0	60.3	52.4	51.0
Extra zone-euro	5 001	5 021	6 328	7 743	9 762	12 474	12 931	11 757	13 829	38.0	39.7	47.6	49.0
Intra EU-15	9 557	10 156	12 528	14 152	17 323	18 586	18 415	16 708	17 947	72.7	72.6	67.6	63.7
Extra EU-15	3 596	3 549	4 316	5 342	6 442	8 890	8 912	8 010	10 249	27.3	27.4	32.4	36.3
Intra EU-25	9 622	10 230	12 622	14 335	17 483	18 922	18 740	16 986	18 313	73.2	73.5	68.7	64.9
Extra EU-25	3 531	3 475	4 222	5 159	6 282	8 554	8 586	7 732	9 883	26.8	26.5	31.3	35.1
Intra EU-27	9 630	10 241	12 638	14 358	17 503	18 946	18 781	17 010	18 355	73.2	73.7	68.8	65.1
Extra EU-27	3 523	3 465	4 205	5 136	6 262	8 531	8 545	7 708	9 841	26.8	26.3	31.2	34.9
Europe	11 377	12 042	14 483	16 721	20 329	23 195	23 115	20 789	22 607	86.5	85.8	84.1	80.2
Afrique	61	46	57	145	82	198	220	183	272	0.5	0.7	0.7	1.0
Asie	446	531	750	1 199	1 069	2 056	1 981	1 867	2 825	3.4	6.1	7.6	10.0
Amerique	1 219	1 031	1 493	1 341	2 208	1 919	1 920	1 797	2 368	9.3	6.9	7.3	8.4
Amérique du Nord	1 098	903	1 325	1 043	1 954	1 369	1 484	1 395	1 809	8.3	5.3	5.6	6.4
APEC	1 534	1 425	2 053	2 161	2 965	2 970	3 236	3 125	4 409	11.7	11.1	12.6	15.6
ACP	60	46	51	144	85	226	231	235	350	0.5	0.7	0.9	1.2
OCDE	12 618	13 112	16 106	18 134	22 552	24 677	24 832	22 318	24 738	95.9	93.0	90.3	87.7
OPEP	23	24	34	112	67	200	152	118	168	0.2	0.6	0.5	0.6
BRICS (1)	51	57	94	183	195	297	256	199	248	0.4	0.9	0.8	0.9
	Unité: Mio EUR								Taux de couverture en %				
Net													
Monde	8 615	8 806	10 468	13 054	16 600	19 884	19 927	17 936	22 755	166	167	173	181
Intra zone-euro	5 355	5 059	6 190	7 649	9 580	11 987	12 301	10 961	12 862	166	165	185	190
Extra zone-euro	3 260	3 746	4 279	5 405	7 020	7 897	7 625	6 974	9 892	165	170	159	172
Intra EU-15	6 189	6 182	7 601	9 199	11 631	14 864	16 135	14 497	16 972	165	165	187	195
Extra EU-15	2 426	2 624	2 867	3 856	4 969	5 019	3 792	3 439	5 783	167	172	143	156
Intra EU-25	6 204	6 219	7 649	9 304	11 909	15 093	16 306	14 698	17 291	164	165	187	194
Extra EU-25	2 411	2 587	2 819	3 751	4 691	4 790	3 621	3 238	5 464	168	173	142	155
Intra EU-27	6 200	6 212	7 640	9 301	11 920	15 099	16 310	14 725	17 349	164	165	187	195
Extra EU-27	2 415	2 594	2 829	3 754	4 679	4 784	3 617	3 211	5 405	169	173	142	155
Europe	7 635	7 526	9 397	11 073	14 084	16 648	17 214	15 436	18 472	167	166	174	182
Afrique	10	30	29	50	171	151	99	164	308	117	134	189	213
Asie	525	750	844	1 044	1 611	1 568	1 081	809	1 752	218	187	143	162
Amerique	444	513	209	889	671	1 449	1 458	1 447	2 087	136	166	181	188
Amérique du Nord	240	304	-47	525	-48	688	723	754	1 124	122	150	154	162
APEC	764	1 084	807	1 498	1 409	1 993	1 811	1 641	2 891	150	169	153	166
APC	34	45	54	84	274	232	245	274	477	157	159	217	236
OCDE	8 053	8 131	9 632	11 865	14 004	17 455	18 186	16 395	20 052	164	165	173	181
OPEP	15	16	20	79	167	188	144	174	248	166	170	248	248
BRICS (1)	115	161	171	149	226	345	401	356	492	325	181	279	298

Source: STATEC, BCL

(1) Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud